

LES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE
DE SECOURS
ET DE PRÊTS MUTUELS AGRICOLES
EN
AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1935, à 13 heures 30

PAR

Marcel BOYER

Elève breveté de l'École Coloniale

JURY... { *Président* : M. René MAUNIER, *professeur*.
 { *Suffragants*. { MM. NOGARO
 PERREAU { *professeurs*.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESLIEN

F. LOVITON et Cie

160, RUE SAINT-JACQUES

1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE
DE SECOURS
ET DE PRÊTS MUTUELS AGRICOLES
EN
AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1935, à 13 heures 30

PAR

Marcel BOYER

Elève breveté de l'École Coloniale

JURY... { *Président* : M. René MAUNIER, *professeur*.
 { *Suffragants*. } MM. NOGARO
 PERREAU { *professeurs*.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie

160, RUE SAINT-JACQUES

1935



INTRODUCTION

UN ASPECT DU CONTACT DES RACES : L'INDIGENE ET L'ECONOMIE MODERNE

Une remarque s'impose au début de cette étude : Les diverses possessions groupées sous la dénomination d'Afrique Occidentale Française, sont essentiellement des pays agricoles. Les chiffres fournis par le Gouvernement Général pour l'année 1927, traduisent bien le déséquilibre flagrant en faveur des productions agricoles : sur un commerce d'exportation total de l'ordre de 747.222 tonnes, 94 % de ce tonnage représentaient des produits de culture ou de cueillette, 4,5 % des produits d'élevage, de chasse ou de pêche, et 1,5 % des produits minéraux ou d'industrie.

Par ailleurs, l'Afrique Occidentale Française n'est pas un pays de peuplement. Tout entière située sous les tropiques, puisque les diverses colonies groupées s'échelonnent entre le 5° et le 25° latitude Nord, les conditions du climat s'opposent à la fixation, sur son territoire, d'une population européenne mettant en valeur le sol et y faisant souche, comme en Afrique Septentrionale. Là encore les chiffres sont significatifs : sur une population approximative de 14 millions d'habitants, en 1927, l'élément européen s'élevait à peine à 16.000. Si l'on note en

outre, que dans ce total de 16.000, sont inclus les agents administratifs français, la majorité, et que le reste est formé de gens faisant du commerce : représentants de grandes maisons ou petits traitants, commerçants de détail installés pour les besoins de l'élément colonisateur, on voit le peu de place que tient dans la production de ces pays, la population européenne. Il n'est pas question de discuter ici l'admirable effort accompli, encore de nos jours, par l'initiative privée. Nous n'oublions pas que l'essor de certaines régions, telles que le Sénégal, la Guinée, est dû, dans une large mesure, aux efforts tenaces de nos nationaux commerçants ou industriels. Mais, plus généralement parlant, de par la force des choses, l'activité des colonisateurs s'exerce sur un autre plan, et sous une autre forme. Elle est avant tout une colonisation par les capitaux, le producteur restant avant tout l'indigène. L'Européen, fixé momentanément au pays, ne sert que d'intermédiaire entre ce producteur et les marchés de notre Continent, ou transforme sur place, à l'aide d'une main-d'œuvre adaptée au climat des matières premières achetées. Cette activité soulève d'ailleurs de graves problèmes, ne rentrant pas dans le cadre de cette étude : qu'il nous suffise de signaler par exemple, que la naissance d'une industrie dans toute colonie pose la délicate question de la formation d'une classe de salariés indigènes, d'un « prolétariat » si l'on veut. De ces quelques constatations, et en particulier en considération du déséquilibre que nous signalions plus haut, peut déjà, semble-t-il, se dégager une formule exprimant une doctrine fondamentale pour notre action colonisatrice : « Coloniser » par et « pour l'indigène ». Dans la pratique, de tels principes doivent se traduire par le déve-

loppement et l'organisation de la production agricole. Surtout organiser cette dernière, c'est-à-dire l'adapter aux besoins des marchés, l'harmoniser, la canaliser de façon qu'elle soit apte, non seulement à faire vivre l'indigène au sens concret du terme, mais encore à lui assurer un pouvoir d'achat suffisant vis-à-vis de la Métropole et de l'Etranger; lui procurer ainsi une aisance matérielle, génératrice de bien-être social, aboutissant dans un avenir plus ou moins lointain, à la naissance d'une classe de paysans stable, solidement fixée au sol et évoluant favorablement dans son propre milieu. La création d'un « paysannat noir » sera la conséquence toute naturelle de la politique coloniale française, à base d'humanité, et de « l'impérialisme spirituel » que notre pays veut substituer aux pures considérations égoïstes. Une telle conception, remarquons-le, ne sacrifie pas les intérêts de la France et ne condamne pas *a priori* les avantages d'ordre matériel que nos nationaux peuvent retirer de l'œuvre coloniale. Pour employer un terme à la mode, nous dirons qu'elle est le corollaire du pacte d'association suivant lequel colonisateur et colonisé s'unissent : l'un apportant ses conquêtes spirituelles et morales à charge d'avantages consentis par l'autre.

Comme nous le voyons la question agricole en Afrique Occidentale Française, met en jeu tous les axiomes de la politique Coloniale Française. Elle est un des nombreux problèmes que pose le contact des races, et sa réussite ou son insuccès conditionneront tout l'effort français, sans cesse nourri d'un idéal tenant compte des nécessités humaines.

Or comment se présente cette agriculture africaine, ou plutôt comment se présentait-elle, il y a quelques an-

nées ? et que vaut exactement le paysan africain ? des spécialistes ont depuis longtemps déjà dégagé les caractéristiques de la première. « Rendements assez faibles, écrit M. le Professeur Amman, obtenus par des moyens primitifs dans des pays presque toujours exposés à des accidents climatiques imprévus : sécheresse excessive, cyclones, invasions de sauterelles, inondations, etc... Il résulte de tout cela une situation économique médiocre, situation encore aggravée presque généralement par l'usure ». ¹ Tout cela trahissait selon M. Yves Henry, « de mauvaises méthodes d'exploitation, une utilisation très défectueuse des capitaux naturels considérables » ².

Quant au cultivateur africain, les gens qui ont vécu dans le pays ont pu en tracer un portrait assez souvent fidèle. Au premier abord rien ne le différencie de l'agriculteur de chez nous : « Aspect fruste, démarche lourde, membres noueux endurcis par les travaux des champs ». Tel se présente le cultivateur de la savane ou de la forêt. Que les conditions du milieu aient sur lui une influence très puissante, voilà qui est indéniable : « Sachant que dans ces régions intertropicales son existence dépend des précipitations atmosphériques et du retour périodique des saisons, il a pris l'habitude d'observer avec un grand soin les phénomènes météorologiques auxquels il attribue une connaissance divine... » ... « Avec les outils rudimentaires dont il dispose, le travail agricole est extrêmement pénible. Il sait que sa pitance et celle de sa famille sera gagnée à la sueur de son front, cependant il aime la

1. « L'Agriculture indigène. Son orientation » in *Congrès International de l'Agriculture tropicale et subtropicale* (Expos. Col. Int. de Paris, 1931).

2. Y. Henry, *Le programme agricole* (Campagne de 1921).

terre et ses produits. Le milieu l'oblige à la ténacité, il se montre âpre au gain, ce qui est compréhensible et ménager de ses ressources dont il dissimule souvent une bonne partie¹. »

Ces quelques touches rapides nous laissent déjà entrevoir ce que peut être l'agriculture et l'agriculteur en Afrique Occidentale Française.

On conçoit dès lors combien la mise en valeur de ces vastes contrées est insuffisamment servie par l'état de chose d'origine. L'on peut même se demander, dans beaucoup de cas, si la simple subsistance de l'indigène est élémentairement assurée.

La vérité est que ce dernier problème reçoit plus facilement sa solution chez les populations des forêts où la nature se montre plus généreuse qu'ailleurs. Mais dans les régions des savanes, cette solution fait souvent défaut. La famine apparaît alors à l'occasion de cyclones, d'invasions de sauterelles ou plus simplement à la soudure des récoltes. L'histoire économique des territoires du Niger et même du Soudan, a été, dans un passé récent, une longue suite monotone de cruels accidents de ce genre.

Ceux-ci ont été la constante préoccupation de l'Administration Coloniale, et quel que soit le jugement qui peut être porté sur l'objet de cette étude, cet objet témoigne indiscutablement de la volonté de cette Administration, de trouver contre ce fléau l'outil souple et efficace qui l'assurera encore davantage contre le retour d'un pareil état de chose.

1. H. Labouret, « Le Paysannat indigène en A. O. F. » in *Congrès International et Intercolonial de la Société Indigène* (Expos. Col. Intern. Paris, 1931).

Un autre aspect non moins grave de ces questions est constitué par la situation résultant de la mise en contact de l'élément colonisateur et de l'élément colonisé. Que devient une telle économie si, en plus de ses propres besoins, elle est amenée à alimenter le commerce mondial ? L'Agriculteur indigène écoulant, en temps normal, sur les petits marchés locaux ses produits de culture, de cueillette (karité, noix de kola, caoutchouc de lianes, baies diverses, etc.,) et de basse-cour, ne suffit plus. M. Delavignette écrit judicieusement :¹ « Cette économie alimente un commerce (marchés indigènes) qui n'est pas négligeable, mais, dès qu'un produit est recherché par le commerce Européen, l'ordre de grandeur devient tel, que les outils et les machines indigènes ne suffisent pas à la besogne, et l'économie subit une grave rupture d'équilibre, et dans le travail et dans le prix. Les deux secteurs, européen et indigène, sont plus que jamais marqués et opposés, et le même produit, selon qu'il est dans l'un ou l'autre secteur, subit de grandes variations. C'est ainsi que le coton vendu 1 fr. dans le secteur Européen (et ce n'est pas un prix rémunérateur pour les commerçants), vaut plus de 5 fr. dans le secteur indigène. Conséquence : les gens n'ont pas assez d'argent quoi qu'ils en aient plus qu'autrefois, pour acheter ensuite des cotons dans des boutiques européennes sous forme d'étoffe, et ils n'ont pas assez de coton pour entretenir l'antique industrie des bandes. D'autre part le coton qu'ils ont cultivé pour le Commerce Européen a nui aux cultures de mil, et le mil qui valait 0 fr. 20 le kilo, vaut 1 fr. 50 et 2 francs ».

1. Delavignette, *Les pratiques agricoles indigènes en A. O. F.* (Congrès International d'Agriculture Tropicale et Subtropicale).

Encore plus frappants apparaissent ces défauts en période de crise. Alors que les cours et produits s'effondrent sur les marchés mondiaux, l'agriculture indigène conserve invariablement ses prix de revient élevés. Il en résulte que l'indigène n'arrive plus à écouler sa production qu'il a développée pendant les années de prospérité. Il s'ensuit naturellement un arrêt dans l'accroissement des plantations, ou l'abandon de celles-ci, l'exode des champs vers la brousse. L'indigène retourne alors vers ses anciennes pratiques d'où il avait été si pénible de le détourner, vers cette économie rurale primitive, dont les cucillettes, les industries familiales, le petit élevage et la basse-cour forment les principaux éléments. Tout le chemin parcouru jusqu'alors est à refaire et tout le progrès social est remis en cause.

Que faire devant une telle situation ? L'inertie ne pouvait être de mise ici. Les principes de liberté et de non ingérence de l'Etat dans la vie économique des pays sérieusement évolués ont été, sous l'empire des impérieuses nécessités de l'époque, largement débordés. Il aurait donc été difficile et peut-être coupable de vouloir les appliquer étroitement à des populations aussi peu organisées et placées devant une situation toute nouvelle qui les aurait trouvées désemparées. L'abstention de la Puissance Colonisatrice n'aurait pas manqué d'avoir les plus funestes effets pour notre prestige et notre stabilité politique en Afrique Occidentale Française. On a pu dire ainsi que cette abstention aurait été une double faillite matérielle et morale.

Une telle production déficiente et anarchique indiquait tout naturellement l'effort à tenter : s'efforcer d'amener l'indigène à produire davantage pour assurer, en toutes

circonstances, sa subsistance normale, première condition de son développement et lui permettre ensuite d'écouler l'excédent éventuel de sa production sur les marchés européens dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire avec un bénéfice légitime, nécessaire à toute tâche persévérante. En pratique, cela supposait une politique alimentaire, la création de débouchés et de marchés locaux, un meilleur conditionnement de la production, et enfin des organismes de crédit et de prévoyance agissant sur la masse des agriculteurs pour donner l'impulsion nécessaire.

Voici donc expliquées, dans leurs origines essentielles, les diverses mesures que furent obligés de prendre les chefs de la Fédération préoccupés d'intervenir dans la production pour en activer le développement et en organiser l'écoulement, brusquement et dangereusement atteints. Ainsi la situation de l'indigène serait rendue possible, et il serait amené vers sa « majorité économique ».

Dès lors le Gouvernement général donnant l'impulsion par son service de l'Agriculture, les Services agricoles bien adaptés aux conditions locales dans chaque chef-lieu de colonie, organisèrent leur action. Le contrôle de la production fut affirmé par la division des colonies en circonscriptions agricoles ou bassins économiques. L'Office de Conditionnement des produits du cru¹ fut créé et chargé de ne laisser présenter sur le marché que des produits adaptés à la technique commerciale moderne. Il fut procédé à divers changements et de nombreuses initiatives locales furent prises (Foire, Expositions,

1. Décret du 11 janvier 1924 légiférant pour toutes les colonies

Journées du cacao, de la banane, etc.). Un Office de l'Alimentation² fut chargé de s'occuper plus spécialement de la politique alimentaire et des produits vivriers. Enfin, comme l'organisation de la production présuppose des moyens financiers nécessaires et suffisants, ce fut en 1926 l'introduction du Crédit agricole mutuel avec ses divers degrés : caisses centrales, caisses régionales, caisses locales, et enfin, couronnant cet ensemble, un organisme général de contrôle : l'Office de la Production et de Crédit agricole³.

Cette pyramide d'organismes, répondant et s'adaptant à des nécessités, repose sur une base d'importance capitale : La Société indigène de Prévoyance, de Secours et de Prêts mutuels agricoles. Et nous voici arrivés à l'objet de cette étude. Ce dernier organisme sera donc l'outil sensible et efficace qui, au contact de la masse indigène, vérifiera sans cesse son utilité dans la réalité économique et dont dépendra toute la solidité de l'édifice supérieur.

La Société Indigène de Prévoyance, née en 1910 dans le seul but de parer à l'imprévoyance raciale de l'indigène par la constitution de réserves de semences pour éviter la famine, ne devait pas tarder à devenir Société de Crédit, de Production, et finalement acquérir pleinement le caractère coopératif.

Ce dernier point fut marqué par le décret du 9 novembre 1933, accordant à la Société la latitude de vendre les récoltes de ses adhérents. L'évolution s'est faite en une vingtaine d'années.

En même temps que l'on observait cette évolution en

2. Arrêté du Gouverneur général du 22 mars 1930.

3. Arrêté du Gouverneur général, *Journal Officiel de l'A. O. F.* du 11 janvier 1930.

profondeur et si l'on veut verticale, on notait un développement horizontal. Limitées au Sénégal au début si bien qu'on ne les croyait créées que pour l'arachide, elles ont gagné ces cinq ou six dernières années les diverses colonies de la Fédération, et paraissent solidement implantées dans certaines régions. Au Dahomey par exemple, elles se sont trouvées en face de problèmes entièrement différents. Quelques chiffres traduiront éloquentement cette extension : Une dizaine de ces organismes vivent et progressent aux environs de 1910, mais exclusivement au Sénégal. En 1933, on en compte cent un répartis dans toutes les colonies de la Fédération.

L'histoire des Sociétés de Prévoyance a été, certes, mouvementée, heurtée, cahotée. Elles ont eu et ont encore de chauds partisans et d'ardents détracteurs. Souvent on décèle des réticences à leur égard. Qu'elles aient été créées parfois sans qu'un compte suffisant ait été tenu des conditions particulières à certaines régions; que des gérants dont la bonne volonté ne remplaçait pas l'expérience apportée par le temps, aient commis des erreurs; qu'elles aient de ce fait, pris des initiatives malheureuses; voilà qui est indéniable. Mais ces errements propres à toute création humaine ne peuvent qu'intervenir dans le bilan de l'œuvre entreprise. Dans une période économique aussi troublée que la nôtre, il ne sera pas inutile d'essayer de dégager les résultats déjà obtenus. Et eux seuls jugeront en définitive la valeur positive de l'effort accompli.

Les premières cellules des organismes considérés, furent d'abord créées en Algérie où elles se développèrent. Etendues en Tunisie, elles gagnèrent plus tard le Ma-

roc¹ et rien que dans le protectorat Chérifien elles sont au nombre de 52, groupant 835.000 sociétaires. On les trouve donc réparties dans toute l'Afrique du Nord.

En Indochine l'expérience se poursuit, et par contre, n'a pas été jusqu'ici, il est vrai concluante.

Au Togo² elles viennent d'être récemment créées.

A Madagascar leur introduction dans le système économique est à l'étude.

Il n'est pas jusqu'aux Colonies Etrangères qui n'aient développé sous des formes voisines de celles de nos Sociétés de Prévoyance, des organismes semblables aux nôtres :

En Afrique Occidentale Britannique, M. le Gouverneur général Brevié nous signale qu'il existe plus de 200 coopératives indigènes organisant directement la vente des produits de leurs adhérents.

Le mouvement s'observe également au Congo Belge et à des stades divers dans différentes autres Colonies.

Cette extension, qui tend ainsi à se généraliser, n'indique-t-elle pas, sinon l'excellence de l'institution, tout au moins l'intérêt qu'elle suscite ?

C'est ce qui nous paraît évident. Mais il est hors de notre prétention et hors du cadre de cette étude d'aborder seulement les questions de doctrines, et en particulier de juger en bloc la politique d'intervention ou de non-intervention de la Puissance Publique dans l'activité économique de ses assujettis.

On trouvera donc ici une étude des Sociétés de Prévoyance prises dans leurs milieux eu égard aux conditions locales. Leur petite histoire, leur vie au jour le

1. Dahir du 28 janvier 1922, modifié par le dahir du 11 mars 1924.

2. Décret du 3 novembre 1934.

jour, tout cet ensemble de menus matériaux nous ont été plus utiles pour édifier ce modeste édifice que l'étude approfondie de textes froids et impersonnels.

Que toutes les personnes qui, par leurs informations ou leurs apports, ont collaboré à la réalisation de cette thèse, veuillent trouver ici tous nos remerciements les plus chaleureux.

Enfin, les derniers mots de cette introduction seront les messagers de nos hommages reconnaissants à M. le Professeur Maunier dont les conseils avertis nous ont si souvent guidés et dont la bienveillance lui a permis d'en accepter la Présidence.

HISTORIQUE

L'enseignement de l'histoire nous montre que la volonté unilatérale du législateur suffit rarement à donner naissance aux institutions. A l'origine on rencontre, le plus souvent un état de fait traditionnel, une coutume sur laquelle s'édifiera plus tard la réglementation officielle, celle-là servant de socle, de support à celle-ci. A tout le moins si, au début, l'on ne se trouve pas en présence d'un fonds coutumier formel s'exprimant dans des « Codes », des « Lois »... existe-t-il généralement des habitudes, un état d'esprit d'où dépendra, la naissance, le développement de l'institution sous sa forme parfaite. Il est facile de trouver de nombreuses illustrations de ce fait, dans le Droit Public et Privé des pays modernes. En s'en tenant à la France même, les exemples abondent. Comment par exemple ne pas considérer comme un ancêtre lointain de nos institutions modernes, les lois fondamentales de l'ancienne Monarchie ? Même phénomène pour notre droit privé : il n'est pas une institution du Code Napoléon qui ne soit la résultante de deux sources : les coutumes des pays situés au Nord de la Loire et le droit écrit du Midi. Cela est vrai pour nos régimes matrimoniaux et pour notre régime successoral pour ne citer que ces deux domaines.

Tout ce travail législatif qui s'est accompli dans nos

pays occidentaux, nous pouvons l'observer de nos jours dans des pays moins évolués et en particulier aux colonies. Là l'action gouvernementale s'est montrée singulièrement prudente. La puissance colonisatrice a toujours hésité à importer dans le pays colonisé, à imposer aux populations prises en tutelle, une législation qui leur était étrangère. Cet état d'esprit ne date pas d'hier : que ce soit dans l'Antiquité ou au Moyen Age, le respect des institutions juridiques des peuples assujettis a toujours eu la valeur d'un principe pour le conquérant : les juridictions prétoriennes et le Code Gombesse en attestent. Mais souvent évidemment il n'a eu que la valeur d'un principe, reconnu mais non toujours respecté dans les actes. Seulement les résultats ne se sont pas fait attendre. Ils se sont traduits souvent par l'éviction pure et simple du colonisateur. Il suffit de se reporter à certaines histoires de colonisation étrangère.

La France, à une période de son histoire, n'a pas été exempte elle-même de ce dangereux état d'esprit. La Révolution lui avait légué des tendances assimilatrices qui ont été bien près de ruiner ce qui subsistait de notre œuvre coloniale. Un tel danger paraît écarté aujourd'hui et ce n'est qu'avec circonspection que le législateur décide l'application outre-mer d'un texte métropolitain. Bien au contraire nous assistons plutôt à un phénomène inverse : ce même législateur essaie de conserver, de codifier les vieilles coutumes locales pour autant qu'elles ne sont pas opposées dans leur essence aux idées d'humanité et qu'elles ne marquent pas un net retour vers la barbarie. En outre, au lieu de les négliger, de les ignorer, il essaie de rechercher ce qu'il y a d'humain en elles afin de mieux asseoir sa réglementation. En un mot, au

lieu de chercher à bâtir un édifice sur un terrain peu sûr, il a toujours à l'esprit la préoccupation d'édifier une œuvre solide *en reliant constamment le présent au passé*.

L'histoire de la création des Sociétés de Prévoyance est très significative de cet état d'esprit et notre but est de montrer que :

1° Le législateur s'est inspiré des exemples que lui fournissaient certaines possessions françaises : L'Afrique du Nord (Algérie et Tunisie) et l'Indochine.

2° Que s'étant trouvé en présence d'institutions primitives d'assistance ou de prévoyance, ou tout au moins de certaines formes de solidarité, il les a d'abord respectées. Il a ensuite laissé s'exercer quelques initiatives individuelles mieux placées, pour saisir les réactions de l'indigène. Finalement il n'a pris qu'après coup une réglementation d'ensemble ¹.

Ceci nous conduit donc à examiner :

1° les exemples Nords-Africains et Indochinois.

2° Les germes de mutualité en Afrique Occidentale Française.

3° Des greniers de réserve Sénégalais et Guinéens aux embryons de sociétés du Baol et du Siné-Saloum.

I

LES EXEMPLES NORD-AFRICAINS ET INDOCHINOIS.

Lorsque, vers 1908-1910, il fut question d'organiser les Sociétés de Prévoyance et de Mutualité en Afrique Occidentale Française, de tels organismes existaient déjà en

1. Décret du 29 juin 1910.

Algérie, dans le Protectorat Tunisien et, en Extrême Orient, dans l'Union Indochinoise.

C'est l'Algérie cependant qui avait été la première en date à les créer sur son territoire. Une loi du 14 avril 1894, avait officiellement consacré l'existence des Sociétés Indigènes de Prévoyance de Secours et de Prêts Mutuels Agricoles.

Instructive est leur histoire.

Les remarques faites précédemment au sujet de l'utilisation par le Législateur d'un état coutumier trouvent là une éclatante démonstration. C'est en effet d'une vieille institution du Droit Coranique « le silo de réserve », que sont sorties les Sociétés de Prévoyance Algériennes. Qu'étaient ces silos de réserve ? Tout simplement comme tous les silos, des excavations souterraines dans lesquelles les Musulmans entassaient l'excédent de graines non nécessaires à leur alimentation. Ces réserves étaient d'abord prévues pour subvenir aux besoins des semences et éventuellement pour faire face aux exigences subites, comme la disette par exemple. Si l'on y réfléchit, une telle institution s'accorde bien avec l'état d'esprit de l'Islam. Celui-ci, par sa nature est porté à considérer essentiellement les nécessités de l'intérêt commun. La Solidarité entre gens d'un même douar, d'une même tribu, d'une même confrérie est élevée à la hauteur d'un précepte moral. Le Coran donne comme règle primordiale la venue en aide au coreligionnaire en difficulté. Ainsi, entre autres, les Arabes du Yémen connaissaient-ils depuis fort longtemps le silo de réserve dont l'objet principal était le secours apporté aux fractions de tribus privées de semences ou de moyens de subsistances, par suite d'un concours de circonstances imprévues. La réserve de

bestiaux existait également pour faire face aux mêmes éventualités.

D'autre part l'extension de puissantes confréries religieuses devait, grâce au prestige de ces dernières, favoriser pleinement cette institution. Sociétés de Bienfaisance et même, ligues politiques, elles sont toujours une vivante expression de la solidarité islamique, que selon M. You « développe entre les hommes la vie dure ou nécessiteuse de la tente ou du chaume ». Leur extension n'a d'ailleurs pas été limitée à l'Afrique du Nord. De puissantes confréries musulmanes ont pénétré en Afrique Occidentale, et s'étendent à de vastes contrées comme la Mauritanie. Nous nous trouvons donc en présence d'associations, largement essaimées dans des pays d'Islam, associations exigeant que l'entraide soit rigoureusement observée. Cette entraide s'opère toujours par les soins d'un personnage investi : le Cheik. Les Chiouk donnent à leur tour leur investiture à leurs lieutenants : les Mokadhem, chargés de percevoir et de distribuer les aumônes. Car, ici, l'assistance a essentiellement un caractère religieux. C'est le devoir d'aumône prescrit par le Prophète. Ainsi le silo de réserve vint-il tout naturellement se ranger dans l'outillage des confréries préoccupées de diminuer la misère.

Parmi les populations du Moghreb il y avait en particulier les tribus kabyles qui n'ignoraient pas l'assistance et l'entr'aide mutuelles. Il régnait chez ces montagnards une solidarité villageoise très poussée. « Les Kabyles en embrassant l'Islam retrouvaient dans ces prescriptions coraniques leurs propres coutumes codifiées par les Qanouns et qui décident que, lorsqu'un cultivateur n'est pas en mesure de labourer sa terre ou de faire la récolte,

chacun, avec sa charrue et son attelage doit fournir une journée de travail » (M. You).

Telle était la situation existant au moment de la conquête Algérienne. Nous nous trouvions en présence de populations possédant fort bien le sens de l'assistance et de l'entraide mutuelles. Le mécanisme élémentaire du silo de réserve fonctionnait depuis des siècles, son utilité l'ayant placé au premier rang des institutions indispensables à la vie de ces Sociétés. Dans un pays méditerranéen, c'est-à-dire un pays à précipitations rares et souvent dévastatrices, aux voies de communications très espacées ou inexistantes ne permettant qu'un difficile accès des lieux à atteindre, le plus gros danger social était sans conteste la famine. L'Afrique du Nord ne faisait pas exception à cette règle générale des pays arriérés avant leur pénétration par le développement occidental.

A vrai dire, après la conquête et avec l'installation de la Paix Française, les famines devinrent rares. Vendant plus facilement sa récolte, l'indigène disposait plus qu'avant d'argent liquide et pouvait, de ce fait, s'approvisionner plus facilement en vivres. Ainsi le « silo de réserve » subit-il une certaine désaffection. Le Pouvoir militaire aida d'ailleurs cette désaffection. Cette vieille institution s'était en effet révélée trop souvent comme un instrument de lutte contre le conquérant. Grâce à elle, les tribus s'opposant aux forces Françaises pouvaient toujours se ravitailler en certains points, et résister à tous les encerclements. Mais ce pouvoir qui avait été le premier à hâter leur disparition, fut le premier à s'apercevoir de leur incontestable utilité, dès la conquête organisée. En effet, l'année 1867-1868 fut marquée par des disettes extrêmement pénibles et on put s'apercevoir alors

combien des approvisionnements réservés auraient été nécessaires. Un officier, le capitaine Lapassait avait déjà proposé de les faire revivre. L'expérience fut tentée en 1865 dans la subdivision de Milianah par le général Liebert qui reconstitua les silos de réserve.

Fait plus important encore, à côté de chacun de ces derniers, il fut créé une caisse de prêts mutuels, alimentée par des cotisations. C'était la première ébauche, la mise en pratique d'un principe d'assistance mutuelle universellement reconnu dans le pays.

La guerre Franco-Allemande de 1870, les événements de l'année terrible et surtout le soulèvement de 1871 firent marquer un temps d'arrêt au développement de ces embryons d'organismes. Mais, à partir de 1874, le mouvement reprenait. Des caisses mutualistes alimentées par les cotisations des membres, et les ventes des excédents de grains, se créaient un peu partout, si bien qu'en 1889 on ne comptait pas moins de 68 sociétés avec 159.000 adhérents, et 3.224.500 francs de capital souscrit ¹.

L'impulsion était donnée. Nous nous trouvions ainsi en présence de véritables mutuelles ayant pour but la conservation des réserves de grains de leurs adhérents et la distribution de secours en nature ou en espèces, aux membres dans le besoin.

C'était, en fin de compte, un succès et surtout une très belle adaptation française aux besoins des indigènes.

C'est alors qu'intervient le législateur pour sanctionner l'existence de ces institutions et pour leur appliquer une réglementation d'ensemble.

Tel fut l'objet de la loi du 14 avril 1893 et de l'arrêté

1. Congrès de la Mutualité Coloniale de Tunis, 7-10 avril 1923, Rapport général, page 222.

organique du 7 décembre 1894. Les règles fixées étaient d'ailleurs très générales et étaient prévues pour pouvoir s'adapter aux diverses conditions locales. Elles étaient très simples.

Il existait une Société de Prévoyance par commune, mais avec autant de sections qu'il y avait de douars ou de tribus. Les Sociétés ne groupaient que des membres exclusivement indigènes ayant leur domicile réel dans la commune, et chacune était administrée par un conseil recruté parmi les indigènes. Toutefois, le Président de ce conseil et le Trésorier (le receveur municipal remplissait cet office) étaient nommés par le Préfet. La Direction et la Comptabilité étaient donc ainsi sous le contrôle de l'administration. Le fond social était alimenté par des cotisations en numéraires fixées de 2 à 4 francs par charrue possédée, ou bien encore par 2 centimes par tête de mouton élevé.

En Kabylie on appliquait une règle quelque peu différente : le tarif était fixé suivant la richesse de l'individu. Le cotisant était libre de s'acquitter en nature s'il y trouvait avantage.

Dès lors la progression, en nombre de sociétaires et en capital des Sociétés de Prévoyance Algériennes, devait être foudroyante. En 1889 on comptait 68 sociétés avec 150.000 adhérents et un capital de 3.224.500 fr. En 1908, 190 sociétés avec 515.269 sociétaires et un capital de 18.269.846 francs. Au 31 décembre 1919, il y avait 219 sociétés (127 fonctionnant dans des communes de plein exercice et 93 dans des communes mixtes) avec 558.425 adhérents et 36.600.000 francs de capital social.

En 1925 leur nombre était sensiblement le même, mais

elles groupaient 570.000 membres et leur actif social s'élevait à plus de 60 millions de francs.

A l'Est du Moghreb, en Tunisie, existaient aussi des Sociétés Indigènes de Prévoyance. Ici la coutume qui servit de support fut l'institution de la « Rabta » datant de l'immigration des Andalous sous les Sultans Hafsides. La rabta n'était d'ailleurs qu'une variété de silo de réserve, un entrepôt de céréales constitué au moyen d'une dîme prélevée en nature sur les récoltes (M. You).

Les premiers créés s'échelonnèrent sur les hauteurs avoisinant Tunis. Des Rabtas auxiliaires furent ensuite établies dans les contrées agricoles du Nord. Sous le Bey Ahmed (1837-1856), le nombre de ces silos fut porté à 150 et l'institution fut réglementée.

Le Gouvernement Français, dès la conquête, supprima cependant ces vieilles organisations et les remplaça par des avances de semences indispensables aux indigènes en raison des famines qui désolèrent le pays au cours des années 1888, 1893, 1896, 1897, 1902 et 1905.

Le Gouvernement, estimant que la méthode des avances remboursables ne pouvait en aucun cas remplacer un système organisé de mutualité, prit alors l'initiative de créer quelques « Sociétés Indigènes Mutuelles de Prévoyance Agricole ». Tout comme en Algérie une législation d'ensemble intervint : ce fut le but du Décret du 20 mai 1907. Retenons quelques dispositions de ce décret : Il existait une Société de Prévoyance par Caïdat. Elle était divisée en sections locales. En faisaient seulement partie, les indigènes inscrits au rôle de l'impôt. Le fond social était alimenté par des centimes additionnels au principal de l'achoum, du khanoun, des oliviers et à

l'impôt de la Djerba et par des avances du Gouvernement Beylical.

Le décret du 31 décembre 1909, en rendant l'inscription des indigènes à ces Sociétés obligatoire, avait eu pour résultat de donner une grande impulsion à leur développement. Le succès avait d'ailleurs couronné cette création. En 1897, il en existait déjà 19. Leur nombre s'élevait à 35 en 1908 groupant environ 100.000 adhérents.

A la veille de la guerre on pouvait estimer à 1.500.000 le nombre de fellahs empruntant des semences aux Sociétés de Prévoyance. Leur capital global social atteignait presque 900.000 francs.

Certes les Sociétés Tunisiennes avaient bénéficié de quelques années heureuses au moment de leurs créations. Elles avaient pu ainsi se constituer des capitaux de réserve en grains ou en espèces. Elles pouvaient ainsi parer aux années déficitaires. Par la suite, ces réserves devinrent encore plus nécessaires. Outre les prêts de semences et ceux destinés à assurer la subsistance¹, les organismes de Prévoyance voyaient s'ouvrir devant eux de nouveaux champs d'action. Les prêts hypothécaires avaient connu un succès considérable dans ce pays qui à toute époque avait été la proie des usuriers. Le prêt hypothécaire donnait donc au fellah le moyen de se libérer de l'antique usure qui jusqu'alors l'enchaînait en lui enlevant tout espoir de se dégager.

En même temps, il lui permettait de développer ses installations agricoles, de moderniser son outillage, bref d'améliorer les conditions de la production.

1. Plus de 32 millions de prêts de semences et plus de 16 millions de francs de prêts de subsistances distribués jusqu'en 1927.

Plus tard le décret du 31 mars 1931 habilita les Sociétés de Prévoyance Tunisiennes à assurer leurs adhérents contre le risque-grêle, grâce à leurs réserves financières abondantes. Ces mêmes réserves ont permis à ces Sociétés de créer des filiales de coopérative de production : coopérative de tisserands de Djerid en 1913, association coopérative d'Horticulture de Gabès, des Jardiniers de Soliman, etc., etc.

Algérie et Tunisie étaient donc vers 1910 les deux champs d'expérience que pouvait observer et étudier le Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale, pour y suivre l'évolution du système d'assistance et de Prévoyance qui y prospérait déjà. Le succès y était indéniable. Il autorisait à penser qu'aucun obstacle majeur ne s'opposait à des créations semblables dans la Fédération du Sud. Et les organismes Algéro-Tunisiens furent les exemples vivants rapidement adaptés en quelques points de l'immense territoire noir. Avec des fortunes et des vicissitudes diverses, ils n'allèrent pas tarder dans l'ensemble à s'y fixer et à s'y développer.

A l'extrémité du continent Asiatique, les mêmes préoccupations devaient provoquer les mêmes efforts. Dans l'Union Indochinoise Française, le Gouverneur Général, sur l'initiative de M. l'Inspecteur des Services Civils Prêtre, avait pris le 14 juillet 1907, un arrêté autorisant au Tonkin la création de Sociétés Indigènes de Prévoyance. Cinq « Dongloï » furent constituées à la suite de cet arrêté dans les provinces de Kien An, Thaï Binh, Hung Yen, Vin Yen et Haï-Phong. Le résultat ne fut pas heureux. Elles disparurent au bout de quelques années et rien ne subsista de leur éphémère existence. Elles n'avaient apporté aucun secours au paysan jaune, et n'avaient modi-

fié dans aucun sens favorable l'économie dans laquelle il vivait. Il semble qu'en dépit de subventions généreuses et des adjudications administratives où elles avaient une sorte de priorité, l'indigence des gestions leur portèrent des coups décisifs. Les Directeurs comptables gèrent leurs organismes de façon désastreuse. Les actionnaires, alléchés par l'illusion du gain facile, lancèrent dans des spéculations malheureuses leurs Sociétés, oubliant ainsi les buts élémentaires poursuivis. Et par-dessus tout le contrôle administratif ne soupçonnant pas encore l'importance de l'œuvre entreprise, ne s'exerça pas pleinement rigoureux et indispensable.

Les Dongloï ont donc vécu. L'espoir que certains nourrissaient à leur naissance s'est évanoui. Exemple frappant mettant en valeur la prudence nécessaire au Pouvoir Colonisateur lorsqu'il légifère en ces matières.

Cependant, dès le début du ^{xx}e siècle, le Gouvernement de l'Afrique Occidentale Française avait vu s'exercer, en trois pays différents, des initiatives officielles en vue de créer des formes de mutualité. Il était incontestable que les Gouverneurs d'Algérie et d'Indo-Chine et les Résidents de Tunisie avaient réagi ainsi, parce qu'ils s'étaient trouvés, chacun sur son territoire, en face d'un même problème : faire évoluer l'agriculture et l'agriculteur indigène et les rendre aptes à jouer un rôle plus en harmonie avec l'économie moderne. Il n'est pas douteux que l'exemple le plus intéressant pour le Législateur d'Afrique Occidentale fut l'exemple Algérien. Dans le rapport précédent le décret du 29 juin 1910, le Ministre des Colonies s'exprimait ainsi : « Les Sociétés de Prévoyance et de Crédit Agricole Indigènes instituées d'abord en Algérie, puis en Tunisie et en Indo-Chine ont été, à ce point

de vue, fécondes en résultats. Elles ont rendu dans ces possessions où elles se sont bientôt multipliées et où leur vitalité s'est rapidement affirmée, des services considérables. »

Et dans sa circulaire n° 71 C du 3 août 1910 relative à l'envoi des statuts-types des Sociétés de Prévoyance, M. le Gouverneur général Merlaud-Ponty rappelait à ses Lieutenants Gouverneurs que les Sociétés que l'on venait de créer en Afrique Occidentale Française seraient « un peu fragiles dans les commencements », que « des hésitations, des tâtonnements sont inévitables au début », mais que, « l'exemple des Sociétés Algériennes qui après avoir traversé des périodes de langueur, sont aujourd'hui très prospères, ne devra pas être perdu de vue... »

Il n'était pas dès lors déraisonnable de penser que l'Afrique Occidentale Française pouvait elle aussi utiliser en faveur de son développement économique des organismes de Prévoyance.

Cependant, une première préoccupation dut se présenter à l'esprit des novateurs : existait-il dans la Fédération, des institutions ayant un rapport même lointain avec celles projetées ? Existait-il un système même embryonnaire de prévoyance ? Pouvait-on relever des coutumes locales s'apparentant à l'idée de principe et permettant d'espérer que le noir n'est pas étranger à l'esprit de solidarité ? Et cela étant, pouvait-on conserver et organiser cette base pour y jeter les matériaux plus solides d'une réglementation officielle ?

L'expérience des gens avertis des choses Africaines permet de répondre par l'affirmative. Dès 1908-1910, l'Administration connaissait parfaitement ce que nous appellerons les « germes de Mutualité ».

II

LES GERMES DE MUTUALITÉ EN A. O. F.

L'opinion générale tend à se représenter le pays Africain comme un bloc compact, habité par une population uniformément désignée sous le nom de « Nègres ». Elle voit ces populations très rudimentaires, pratiquant « le fétichisme ». Au total, l'imagination courante se représente un monde très arriéré dans la voie du progrès, suivant le concept Européen, ce monde étant incapable de s'assimiler les conquêtes spirituelles du climat Occidental.

Nous verrons qu'une telle déduction n'est qu'une simple vue de l'esprit, s'opposant aux données élémentaires de l'expérience.

Comme peut le constater l'observateur le moins attentif, le continent noir possède une diversité extraordinaire de populations. A côté du noir dont les variantes sont extrêmement nombreuses, depuis celui de Ségou et de Bamako, jusqu'au noir des lagunes de la Guinée ou de la forêt de la Côte d'Ivoire, il existe dans ces vastes contrées, d'importants groupements Musulmans. Musulmans purs au sens de la race, noirs islamisés, nègres « naturalistes ». Déjà ce monde africain apparaît comme quelque chose de plus complexe que ne se l' imagine l'opinion courante.

A. Musulmans.

Une colonie de la Fédération est peuplée dans sa presque totalité de Musulmans : La Mauritanie où, sur de

vastes étendues désertiques, vivent environ 600.000 Maures. La doctrine mahométane qui prévaut, ici, comme d'ailleurs en Afrique Septentrionale, est un Islamisme fortement mélangé de Soufisme. Aussi l'observation minutieuse des pratiques rituelles, est-elle de rigueur dans ce pays et les prescriptions morales ont-elles une importance extrême. Comme en Afrique du Nord, on relève l'existence de puissantes confréries¹ : les Tidjanya et les Chadelya. Toutefois celle qui paraît avoir le plus d'adeptes dans le pays est l'ordre ascétique et exalté des Quadrya. A l'intérieur de ces ligues existe le même système de mutualité occulte, par l'intermédiaire des chiouks et mokhaden, déjà étudié dans les confréries nord-africaines. Ici encore le devoir d'aider son semblable revêt toute la force que lui donnent les préceptes religieux. Obligations sans contre-partie, d'ailleurs, sinon celle, pour le bénéficiaire d'accomplir un jour ou l'autre, le même geste vis-à-vis d'un coreligionnaire dans le besoin. Une telle conception de l'assistance conduit naturellement à bannir le prêt à intérêt entre vrais Musulmans. Nous verrons que, sur ce point, pour ne pas heurter les habitudes imposées par la morale religieuse, le lieutenant gouverneur de la Mauritanie a été obligé de prendre un arrêté mettant la Législation des Sociétés de Prévoyance en harmonie avec cette prohibition de principe.

B. Noirs Islamisés.

Il est un fait d'observation courante :

L'Islam a pris et prend encore de nos jours une ex-

1. Ainsi qu'il ressort des ouvrages du commandant Porter, de Coppelani et de M. Le Chatelier.

tension remarquable dans nos diverses possessions de l'Ouest Africain. Sans parler du Sénégal, où il paraît implanté depuis longtemps, il s'est développé dans tous les pays de la boucle du Niger, dans des groupements importants : Bambaras, Mossi... De là il a gagné vers le Sud le pays des Rivières : Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey... Il a trouvé d'ailleurs, dans cette marche à la mer, d'ardents protagonistes, des gens qu'on désigne sous le nom de Manding ou Dioulas, colporteurs et trafiquants de noix de kola, en même temps qu'intermédiaires entre le Soudan et les pays du Sud.

Ces gens sont des propagateurs d'idées nouvelles. On peut se demander comment une religion aussi évoluée que l'Islam a pu trouver un champ d'expansion aussi favorable parmi des peuples aux pratiques religieuses d'origine si primitives. Il est cependant certain que la simplicité sévère de l'Islam, dans son dogme et dans ses rites, l'idée d'un Dieu blanc venu du Nord à caractère essentiellement guerrier et surtout les règles de vie posées par le Coran autorisant certaines licences (en particulier la polygamie) ne sont pas étrangères à cette extension.

Un tel mouvement présente-t-il un danger pour l'œuvre coloniale française ? C'est une question qui déborde du cadre de cette étude. Il nous paraît plus important de noter le caractère tout particulier de cet Islam que nous appellerons « Islam Soudanais », bien différent de l'Islam pur, tel que nous l'observons en d'autres régions. On dirait qu'au contact de ces populations noires la religion de Mahomet a perdu un peu de sa rigueur première, de son intransigeance. Pour mieux gagner des adeptes à sa cause, la règle de l'Islam s'est adoucie, ou

plutôt s'est laissée adoucir, adapter aux mœurs du pays; en d'autres termes elle s'est, si l'on peut s'exprimer ainsi, « Soudanisée ». Il est remarquable, par exemple, que maints peuples du Soudan convertis à l'Islam depuis longtemps, continuent leurs pratiques naturistes : le port des amulettes chez les Bambaras notamment est aussi fréquent qu'autrefois. Bien mieux, la ville de Diâ, qui semble être la grande métropole de l'Islam dans les pays soudanais, est le centre de fabrication des amulettes qui se répandent ensuite dans toute l'Afrique Occidentale, grâce aux Dioulas, musulmans eux-mêmes, dont nous parlions plus haut. L'alcool, la viande de porc rigoureusement interdits dans les autres pays de stricte observance ne le sont pourtant pas ici et les prescriptions du Coran restent sur ce point à peu près lettre morte. Enfin, la pénétration musulmane n'a pas fait disparaître les anciennes coutumes et les anciens cultes. Les sorciers gardent encore une très grande influence.

Nous nous trouvons donc en présence d'un ensemble assez complexe, issu de deux formes de civilisation entièrement différentes. Il est cependant hors de doute, au seul point de vue qui nous préoccupe, c'est-à-dire l'existence ou la non-existence d'un état d'esprit de solidarité chez les Noirs, que l'Islam a eu une influence certaine. Essentiellement collectif, il a réagi sur ces populations de couleur, déjà moins individualistes qu'on ne le croit communément. Les diverses formes par lesquelles peut s'exprimer cette solidarité : groupements familiaux, territoriaux, associations mystiques ou politiques n'ont pu que puiser une force nouvelle à son contact.

*C. Esprit de mutualité et institutions de prévoyance
chez les Noirs « naturalistes ».*

L'Islam a donc eu une influence réelle en apportant aux populations noires son collectivisme religieux et sa discipline sociale. Mais les naturels étaient-ils dénués de tout esprit de solidarité ? On entend dire souvent : le Noir est foncièrement indépendant, individualiste et imprévoyant. Cette affirmation comporte certainement une part de vérité en ce sens que l'indigène de l'Ouest Africain, perpétuellement déchiré dans des luttes intestines, n'a jamais pu arriver à une organisation politique durable s'opposant avec succès aux envahisseurs venus du Nord. Les fameux empires du Soudan n'ont vraisemblablement été que des confédérations de cantons dont l'hétérogénéité engendrait l'instabilité. Au point de vue de son organisation sociale, l'indigène risque d'apparaître également foncièrement individualiste. La famille du type agnatique — la gens romaine — se désintègre de nos jours, de plus en plus. Une observation superficielle nous permet de nous rendre compte qu'elle perd chaque jour de son homogénéité et qu'elle tend à se décomposer en un grand nombre de ménages, formant des unités à part et pratiquement indépendantes. Ce phénomène ne saurait d'ailleurs nous étonner : Nous le voyons se produire dans d'autres sociétés primitives, comme conséquence du contact des races.

Cependant, l'observateur attentif décèle vite dans cette société, qui apparaît au premier contact désagrégée par les instincts anarchiques de ses membres, une solidarité étroite entre ceux-ci et une main-mise prodigieuse de la collectivité sur l'individu.

Cette dépendance étroite de l'individu vis-à-vis de la communauté, cette solidarité qui joue entre les membres du groupe et hors duquel l'individu tombe au rang des « gens de caste », c'est-à-dire au plus bas de l'échelle sociale, nous la voyons se manifester en maintes circonstances. Nous la voyons jouer, non tant à l'intérieur de la famille étendue qui se désagrège de plus en plus, mais surtout dans des organisations cohérentes : le canton et le village, caractéristiques de l'Ouest Africain. Nous la voyons jouer aussi et surtout, dans ces sociétés mystiques, dites secrètes, communes à toute notre Afrique Occidentale Française et formant un vaste réseau à travers celle-ci. Parfois même, et on saisit tout l'intérêt pour l'objet de cette étude, nous rencontrons, essaimées sur ces vastes territoires, des institutions rudimentaires de prévoyance à but exclusivement agricole : les greniers de réserve familiaux ou communaux.

Il est incontestable, d'abord, que le canton a conservé son caractère traditionnel. « Ensemble religieux, judiciaire, politique et économique », il possède une remarquable unité. Certains ont même eu, historiquement, une importance politique indéniable : le canton de Kangana au Soudan, par exemple, dont la tradition nous rapporte les fastes. A l'heure actuelle encore les petits cantons du Dahomey ont conservé une partie de leur prestige.

Mais, bien plus remarquable par son unité, apparaît le village africain. Il possède, comme le fait si justement remarquer M. Labouret¹ : « Une *identité* grâce à son nom tiré d'une particularité locale, sa *personnalité* toujours différente de celle des voisins et qui s'affirme

1. H. Labouret, « Les Manding et leur langue » (*Bulletin du Comité d'Etudes historiques et scientifiques de l'A. O. F.*, janvier-mars 1934).

par les manières de penser et d'agir des habitants, par leur façon de s'exprimer. Tous ont les mêmes qualités, les mêmes travers, le même sentiment d'orgueil local engendrant le mépris ou la haine pour les voisins ». Les ancêtres, la religion, la coutume sont les fondements de cette unité fermée. Ils engendrent d'abord une Solidarité religieuse et morale extrêmement puissante, découlant de cette idée que le village est avant tout une « Communauté liturgique ». Comme l'écrit encore Monsieur Labouret, l'agglomération Soudanaise « a ses dieux, son culte, ses cérémonies ordinaires et extraordinaires, son clergé et sa terminologie rituelle. A époque fixe, les protecteurs occultes du communal et de ses habitants reçoivent des offrandes, c'est ce qu'on appelle Dugu-sò : on dira même : Nama ou Komo-sò; enfin les initiations, prétendues secrètes, la circoncision et l'excision sont des fêtes villageoises »¹

Il existe donc, en premier lieu, dans le village une solidarité morale et religieuse provenant de ce fait que celui-ci est d'abord une « communauté liturgique ». Mais, ce n'est pas la seule forme : le village est aussi une entité sociale, juridique et économique. Que ce soit à l'occasion des funérailles d'un vieillard ou de tout autre cérémonie solennelle, ou plus simplement même de la construction d'une habitation ou de la réfection d'un chemin, le villageois, allié ou ami, se fait un devoir d'assister aux funérailles, d'aider les parents du défunt ou d'envoyer femmes et enfants aider le voisin dans la construction de sa maison ou la réfection du chemin. On peut relever, non seulement au Soudan, mais dans toute

1. H. Labouret, *op. cit.*

l'Afrique Occidentale, maints exemples de cette solidarité ou plus généralement de cette coopération villageoise¹. Bien souvent il est vrai, cette coopération a lieu par l'intermédiaire des associations mystiques (Komo ou Kari) qui provoquent ainsi les échanges de services. Ceci nous conduit alors à examiner une deuxième forme de manifestation de la mutualité : Les sociétés ou associations mystiques, dites encore « secrètes ».

Secrètes ou prétendues telles, car, à la vérité bon nombre d'entre elles n'ont rien de mystérieux. Les rites peuvent facilement être observés et parfois même l'étranger peut y adhérer en versant une simple cotisation. Les travaux des Delafosse, Ch. Monteil, Tauxier, Labouret, etc., nous ont permis de mieux connaître ces organismes et de dissiper bien des idées fausses qu'ils avaient fait naître. Il importe avant tout de se rendre compte que ces sociétés groupent, dans la plupart des cas, l'ensemble de la population du village ou du canton, non seulement la population masculine mais encore féminine, car en beaucoup de régions, à côté des associations d'hommes, nous rencontrons des sociétés de femmes. En Guinée, par exemple, chez les Sosso, on distingue trois associations comprenant exclusivement des femmes : le Koumba ou Koumbé, le Koré et l'Ouanki¹. Il n'est pas jusqu'aux enfants, filles ou garçons, qui, dès un certain âge (7, 8 ou 10 ans), n'entrent dans des associations particulières où toute une éducation leur sera

1. Chez les Kissiens (Guinée Française), nous retrouvons le système de l'association des cultures. Tous les hommes d'un village vont moissonner successivement les divers champs de riz ou de fonio (J. Poiret, « Coutumes des Kissiens », *Bulletin du Comité des Etudes historiques et scientifiques de l'A. O. F.*, octobre-décembre 1933).

2. Arcin, *La Guinée Française*, Paris, 1907, Challamel, édit., p. 463.

imposée, afin d'accéder plus tard aux sociétés que forment leurs aînés. Telles se présentent : la « N' Tomo » ¹, décrite par Monteil, aux rites puérils, et répandue non seulement chez les Bambaras, mais dans tout le pays Mandingue sous le nom de « ton »; les « Kasinianké » des Gouros du Nord ², en Côte d'Ivoire; les « Mandiani », associations de petites danseuses, dans les pays Malinké de la Haute-Guinée ³. Toutes ces sociétés enfantines sont désignées d'une façon générale au Soudan sous le nom de « Ntori-Khéfengo », en raison probablement du symbole phallique adopté par tous ces groupements.

Quant aux sociétés d'adultes on peut, pour plus de commodité, les diviser en deux catégories suivant les buts poursuivis : Sociétés sans but religieux ni politique, et Sociétés à buts religieux. Il faut avoir soin, toutefois de remarquer que la distinction n'est pas aussi tranchée dans la pratique et que les grandes associations mystiques ont aussi une certaine activité sociale et économique tout en ayant comme tâche essentielle : le culte d'une divinité. Dans la première catégorie nous pouvons ranger la « Flanton » Bambara ⁴, appelée « Kari » dans les pays Malinké. Dans la deuxième, on peut placer les grandes associations vouées au culte d'une divinité : les confréries à « Nyana » (Bambaras) desquelles on peut rapprocher les confréries de sorciers mangeurs d'hommes ou d'âmes (Mogo domu subaga), du Soudan et le Wihili des Kroumen. Ces sociétés fleurissent surtout en

1. Ch. Monteil, *Les Bambaras de Ségou et du Kaarta*.

2. L. Tauxier, *Nègres Gouro et Gagou* (Librairie Orientaliste Paul Geuthner, Paris, 1924).

3. Arcin, *op. cit.*

4. Ces associations existent parallèlement pour les femmes.

pays bambara : ce sont le Komo de Ségou, le Nama de la région de Bélédougou, le Kori du Bani et le Nya des cantons de Say, Karadougou et Séladougou. On les retrouve, d'ailleurs, dans toutes les régions de l'Afrique Occidentale avec quelques variantes et sous des noms différents. Le Nama des Bambaras devient le « Doko » des Malinkés, le « Simo » des Landoumans de Guinée, le « Mamadiombo » des pays Khassonké, l'« Ouango » des Mossi et Gourounsi et le « don » des Bobos qu'étudia Binger le premier. Dans toutes ces sociétés — sous quelques aspects qu'elles se présentent nous retrouvons, selon M. Tauxier¹ toujours la même hiérarchie comprenant : 1° des prêtres; 2° des espèces de policiers opérant soit la nuit soit le jour; 3° des instituteurs et éducateurs de la jeunesse leur dispensant une courte éducation et instruction à l'époque de la circoncision; 4° des danseurs figurant à certaines cérémonies affublés de **masques très curieux** ». A côté du matériel rituel : obligations, **interdits**, langues secrètes, etc..., l'association se charge aussi de l'éducation morale et politique des nouveaux membres. Le jeune initié reçoit un enseignement à base de solidarité et de mutualité vis-à-vis de ses confrères. Dès qu'il a quitté sa famille l'adolescent est ainsi immédiatement happé par la confrérie qui le plie à sa dure règle sociale.

Mais plus importante, en raison de la solidarité intense qui s'y révèle et des manifestations de son activité, nous apparaît la société du type Flanton Bambara. Cette dernière, en effet comporte une série de groupes formés chacun de garçons ou de filles ayant subi la circoncision

1. L. Tauxier, *Le Noir du Soudan. Pays Mossi et Gourounsi*, Paris, Larose, éditeur, 1912.

ou l'excision la même année, autrement dit étant entrés dans la vie sociale au même moment. Sous le signe d'une initiation commune, la Flanton ou Kari peut alors comprendre plusieurs classes ou « fraternités d'âge » intimement liées entre elles et possédant chacune leur chef.

L'activité de pareilles associations n'a été qu'imparfaitement mise en lumière. Sans s'arrêter aux réjouissances, fêtes et banquets auxquels elles donnent lieu à périodes fixes, l'observation a permis de remarquer qu'elles sont, non seulement des Sociétés de secours mutuels, mais encore des coopératives de travail, et principalement de travail agricole. Avec de véritables fonctionnaires à leur tête : Kari-Kâ, s'ere et fe-mmara et un président d'honneur qui donne l'impulsion, elles sont tout particulièrement armées pour intervenir dans l'économie du village. Cette intervention se produit en de nombreuses occasions et sous de multiples aspects. Entre les sociétaires d'abord : c'est le cas lorsque les membres du Kari aident un des leurs à cultiver le champ de son futur beau-père, afin de lui permettre de s'acquitter ainsi de sa dot. Mais elle a lieu aussi au profit de la communauté villageoise tout entière. Le Kari intervient par exemple, pour débroussailler de nouveaux emplacements et les livrer à la culture, pour construire une route, une piste ou pour accomplir des corvées municipales... L'association, dans tous ces cas, traite avec la communauté villageoise par l'intermédiaire d'un de ses représentants, et en échange de ses services reçoit une rémunération. On saisit donc toute l'importance d'une telle société qui n'est pas créée seulement pour servir de prétexte à de multiples réjouissances et copieuses libations et qui, par les

tâches qu'elle assume, apparaît comme un organisme économique de premier ordre.

Ces développements, étaient indispensables pour nous permettre de nous rendre compte qu'il existait en Afrique Occidentale Française, des habitudes de Solidarité, de coopération assez développées. L'individu, dans la majorité des cas, loin d'être laissé à ses tendances anarchiques, était fortement enserré dans le groupe social tout entier à tel point qu'on peut dire qu'il ne vit et ne pense que par le groupe.

Il peut paraître surprenant, au premier examen, que de telles tendances ne se soient pas traduites dans la pratique par des institutions de mutualité et de prévoyance. Mais il est certain que l'état de guerre qui régnait continuellement dans le pays, avant notre arrivée, n'était guère favorable à l'éclosion de pareils organismes. Il en existait cependant dans une certaine mesure sous la forme de greniers de réserve collectifs ou individuels. Organisés collectivement, ils n'étaient pas inconnus des Sérères du Sénégal qui avaient soin de constituer des réserves de semences de 70 à 80 kilos par famille. Individuellement on les rencontrait dans la Basse-Casamance où l'indigène mettait de côté une partie de son riz pour lui permettre de subsister jusqu'à la récolte suivante. On en trouvait même dans des régions moins ouvertes à l'influence occidentale. La mission Foureau-Lamy en a signalé dans la région de Zinder, sur le territoire de notre actuelle colonie du Niger. On les retrouve au centre de la boucle, entre les deux Volta, vers Ouagadougou ¹, chez les Kissiens et les Ten-

1. Dim Delobson, « Les Nioniossé de Goupama » (Canton de Sao, subdivision de Ouagadougou) (*Outre-Mer*, décembre 1929).

das de Guinée et Delafosse, dans une étude sur le peuple Sénoufo, décrit des greniers de réserve dans la région de Sikasso. Certains peuples même, les Sérères du Sénégal et les Bagas du Bas Nunez, avaient compris tout l'intérêt que présentait pour eux le groupement de leurs récoltes pour la vente en commun, et s'étaient orientés nettement vers des formes coopératives.

Tout ceci nous permet de conclure qu'il existait en Afrique Occidentale Française, à la veille de la création des Sociétés de Prévoyance, chez les populations noires, des germes de mutualité et de coopération indiscutables. Une telle constatation ne pouvait que bien faire augurer du succès des organismes que le Gouvernement Général allait créer. Ce dernier cependant, tout pénétré qu'il fut des avantages de la mutualité, préféra, avant de prendre un décret introduisant purement et simplement la législation algérienne des Sociétés de Prévoyance dans la Colonie, provoquer une nouvelle activité de l'institution des greniers de réserve. Le principe lui était apparu excellent. Et surtout il favorisa la création, en quelques régions déterminées, de véritables sociétés indigènes de prévoyance, essais qui lui permettraient de juger à l'expérience de la valeur de l'institution.

III

DES GRENIERS DE RÉSERVE SÉNÉGALO-GUINÉENS AUX SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE DU BAOL ET DU SINE-SALOUM.

A. Nous venons de voir que les greniers de réserve existaient déjà dans la plupart des colonies de l'Afrique Occidentale Française. Aussi, les Gouverneurs Généraux pensèrent qu'avant d'introduire dans le pays des Sociétés

de Prévoyance basées sur le type algérien, il serait peut-être bon de parer au plus pressé, et en particulier, aux famines qui sévissaient dans le pays. Pour cela ils décidèrent de réglementer et de développer les greniers de réserve existants.

L'attention se porte d'abord sur le Sénégal, région à peu près complètement soumise à l'influence française dès ce moment-là. Le premier, le Gouverneur Général Chaudie, rappela, dans sa circulaire du 18 mars 1897, aux administrateurs des cercles de Louga, du Cayor et de Thiès, tout l'intérêt qu'il attachait à ce que les indigènes desdits cercles versent une partie de leurs graines d'arachides dans des greniers, afin d'assurer les semencements de l'année suivante. La Direction des Affaires Indigènes émit les mêmes recommandations en 1901 et 1902. Enfin la circulaire du 20 juin 1903 prescrivait aux administrateurs de faire constituer, dans chaque village, des greniers dans lesquels les indigènes verseraient au moment de la récolte, sous la surveillance du chef de village, une partie de leurs graines soigneusement triées. Quoiqu'il y ait eu des progrès sensibles dans les années qui suivirent, les choses n'allèrent pourtant pas toutes seules. Certains groupements, les Sérères en particulier, répugnaient fort à l'institution des greniers collectifs et auraient préféré conserver leurs graines dans leurs réserves individuelles. Ils alléguaient, comme raison, que les lots risqueraient d'être inégaux : certains verseraient dans les greniers de mauvaises semences, qui, au moment de la redistribution, pouvaient échoir au cultivateur honnête qui s'était astreint à ne verser que de bonnes graines. A la vérité, cet inconvénient pouvait facilement être évité : il suffisait de renforcer la surveil-

lance exercée par le chef de village lors des versements et d'éliminer impitoyablement les mauvais lots.

Néanmoins, devant ces réticences d'une fraction notable des groupements indigènes du Sénégal, et aussi devant le fait que les greniers de réserve n'avaient point été constitués partout, comme il l'aurait désiré, le Gouvernement Général reprit alors le procédé des prêts de semences aux indigènes, mesure qui avait fait ses preuves en 1901 lors des famines du Cayor, de Louga, de Kaolack et de Casamance. Il obtint du commerce, en lui accordant sa garantie, que celui-ci avançât des semences aux indigènes dont le remboursement devrait s'effectuer avant le 31 mars 1907, à raison de 150 kilos par 100 kilos d'arachides avancées. C'était un taux normal, comparé à celui qui était couramment pratiqué alors dans les diverses escales de la Colonie. Dans ces conditions, les quantités distribuées aux indigènes furent-elles considérables : 1.214 tonnes en 1905 et 1.361 tonnes en 1906. L'Administration, cependant, ne pouvait ériger en système cette mesure qui n'était qu'un palliatif temporaire, qui habituaient l'indigène à la paresse et à l'imprévoyance et qui, au demeurant, coûtait fort cher. Aussi, dès l'année 1906-1907, s'empessa-t-on de faire rembourser au commerce les prêts que ce dernier avait consentis. Ils le furent, d'ailleurs, grâce à d'abondantes récoltes, qui eurent lieu ces années-là. Grâce à ces mêmes récoltes encore le Gouvernement put créer de nombreux greniers de réserve dans tous les cercles de la Colonie, où entrèrent des graines rigoureusement triées, sous le contrôle effectif, cette fois, des agents administratifs. « De là à la constitution de Sociétés indigènes de Prévoyance, il n'y aura qu'un pas à franchir. » Le 8 mai 1907, M. le Gou-

verneur Général Roume, faisait parvenir au Lieutenant Gouverneur du Sénégal un projet d'organisation des Sociétés de Prévoyance et de Secours Mutuels¹, et l'encourageait à faire quelques essais de ces sociétés dans sa Colonie.

B. Cet état d'esprit des sphères dirigeantes de l'A. O. F. favorable aux idées de mutualité, devait se manifester encore eln un pays voisin du Sénégal : la Guinée et se traduire là, non seulement par le développement des greniers de réserve, mais par leur création même car de telles institutions y étaient alors inconnues.

La Guinée semblait une Colonie rêvée pour de tels essais. Peuplée de races relativement civilisées, et, en tout cas, plus évoluées que celles des autres colonies côtières, l'état de paix régnait dans ce pays fertile et riche. Cependant malgré ces conditions favorables, les famines n'y étaient point rares et elles étaient dues surtout à l'imprévoyance proverbiale des habitants, les Bagas du Bas-Nunez mis à part toutefois. C'était encore une deuxième considération qui militait en faveur de la création d'institutions de prévoyance qui, hors la dîme « F-arilha », étaient à peu près inconnues. A une lettre du Gouverneur Général Roume, en date du 28 mai 1907, qui le priait d'étudier l'organisation éventuelle de ces institutions de prévoyance et de mutualité dans sa Colonie, le Lieutenant-Gouverneur de la Guinée répondit que la seule chose qui lui paraissait pouvoir être tentée, à ce moment, était la création de greniers de réserve. Ce haut fonctionnaire se préoccupe alors de déterminer les règles générales qui doivent présider au fonctionnement

1. C'est sur les suggestions de Van Vollenoven, alors gouverneur intérimaire du Sénégal, que le projet Roume devait voir le jour.

de ces greniers, tous autres détails étant laissés à l'initiative des administrateurs locaux. Il est alors décidé : 1° que les greniers comprennent une première réserve composée de graines dont le dépôt est obligatoire et qui sert aux semailles de l'année suivante. L'excellence de ces graines est constatée par les notables indigènes ; 2° qu'ils se composent aussi d'une deuxième réserve servant à la subsistance des Sociétaires en cas de disette Ici le dépôt est facultatif ; 3° de n'autoriser le retrait des graines des greniers qu'en cas de besoin dûment constaté.

Trois cercles choisis dans trois régions différentes de la Colonie devaient servir de champ d'essai. Ce furent : Labé dans le Fouta-Djallon, Kouroussa dans la Haute-Guinée et Mellacorée sur la côte. Les résultats peuvent être diversement appréciés.

A Kouroussa, l'Administration essuya un échec complet. Elle eut d'énormes difficultés à faire admettre aux indigènes le dessaisissement d'une partie de leurs récoltes. De plus, les récoltes furent abondantes ce qui permit à l'esprit d'imprévoyance native de l'indigène de se fortifier. L'expérience allait être renouvelée, lorsque des difficultés, nées de la rivalité des chefs, la firent abandonner. A Labé, par contre, on enregistra des résultats assez satisfaisants. L'administrateur du cercle M. Leprince, avait créé ses greniers de réserve en modifiant légèrement l'ancienne coutume de la dîme « Farilha » suivant laquelle les habitants de ces vallées devaient remettre au Karamoko éliman de la mosquée 1/10^e de leur récolte, afin que celui-ci se charge de tous les Secours aux indigents. Ces Karamokos ou chefs de districts furent donc chargés de percevoir 1/10^e du riz ou de fonio

récoltés par chaque habitant. Ils s'assuraient de sa bonne qualité, de son emmagasinage dans des magasins de district, vérifiés périodiquement par l'Administrateur ou son adjoint, et de sa distribution. En outre, les Conseils des Anciens et des Notables jugeaient le bien-fondé des demandes de prêt et la solvabilité des emprunteurs. 95 districts du cercle furent ainsi pourvus de greniers et le Gouvernement local accorda 2.380 francs d'indemnités. L'enthousiasme des populations fut assez tiède la première année, en raison des mauvais souvenirs qu'évoquait l'ancienne Farilha. 20 greniers seulement, sur 95, fonctionnaient normalement. Mais des progrès sensibles furent observés par contre dès l'année suivante. Alors que les précédents dépôts avaient eu lieu en fonio décorqué, ils eurent lieu pour la première fois en riz, dont les indigènes avaient consenti à se séparer. Les magasins furent perfectionnés et mieux adaptés à la conservation des graines. Tout cela était dû d'ailleurs, en grande partie, à la politique intelligente et persuasive de certains chefs de districts ou Karamokos. Nous avons vu qu'à Labé les résultats, quoique assez satisfaisants, laissaient encore à désirer ; à Mellacorée, par contre, ils furent pleinement satisfaisants, et ceci surtout, grâce à l'intelligente volonté de l'administrateur du cercle, M. Vienne. Trois magasins avaient été ouverts dans les trois subdivisions : Forécariah, Taibé et Benty et l'année de leur ouverture ces trois magasins recevaient 20.000 kilos de graines sélectionnées et 50 tonnes de riz.

Somme toute, des résultats positifs pouvaient être marqués dans l'ensemble. De là à croire qu'il n'y avait qu'à étendre cette mesure à toute la Guinée pour en cueillir les fruits, il n'y avait qu'un pas à franchir. C'est ce

qu'essaya de réaliser la circulaire du 25 janvier 1909 qui prescrivait d'organiser des greniers de réserve dans tous les cercles de la Colonie. La généralisation d'une pareille mesure fut loin d'être immédiate et seul, le cercle du Rio Pongo, quelques mois après cette décision, pouvait s'enorgueillir de ses 13 greniers de réserve de riz-paille. Encore y avait-il eu à Boffa de violentes protestations de la part de certains commerçants qui reprochaient à l'Administration d'accaparer le riz sur le marché, et de supprimer les besoins des indigènes nécessaires aux échanges.

C. Les deux initiatives du Baol et du Siné-Saloum :

A peu près à la même époque, et au Sénégal, naissaient cette fois deux embryons de Sociétés de Prévoyance, et toutes deux sous l'empire de besoins différents : le manque d'eau au Baol et, au Siné-Saloum, le désir d'échapper à la spéculation éhontée dont étaient victimes les indigènes au moment des semailles.

Le Baol est cette région du Sénégal qui, située non loin de la côte, touche cependant de près aux districts sablonneux du Ferlo. On y rencontre, le Sadorin mis à part, peu de rivières. Eleveurs et cultivateurs devaient compter, pour faire vivre leurs troupeaux et assurer la croissance de leurs cultures, sur la nappe d'eau souterraine qu'ils atteignaient en forant des puits. Or, en 1909, la nappe d'eau souterraine commença à s'assécher singulièrement, réduisant les zones de culture et les terrains de parcours. Il fallait, de toute évidence, creuser plus profondément pour atteindre d'autres masses d'eau, et construire des puits d'un modèle spécial, analogues à ceux que le capitaine Frery avait forés quelques années auparavant sur la ligne de chemin de fer Thiès-Kayes.

Mais cela nécessitait un matériel perfectionné et coûteux que les indigènes ne pouvaient acquérir individuellement avec leurs maigres ressources. Les idées de mutualité étaient dans l'air à cette époque et l'Administrateur du cercle, M. Théveniault, leur conseilla de se grouper et de réunir les fonds nécessaires à l'achat d'un matériel de forage et à l'engagement d'un personnel spécialisé. La peur étant, dit-on, le commencement de la sagesse, les indigènes s'affilièrent en foule à cet organisme naissant et d'importantes sommes furent recueillies dans les premiers mois de 1909.

Elles s'élevaient à 1.080 francs au 16 avril 1909 ;
à 9.230 francs au 22 avril 1909 ;
à 12.280 francs au 24 avril 1909 ;
à 38.000 francs au 12 mai 1909 ;
à 103.785 francs au 21 mai 1909.

En un mois, le fonds social dépassait donc 100.000 francs. Un succès si foudroyant ne laissa pas, cependant, que d'inquiéter le Chef-Lieu qui voyait ainsi un de ses fonctionnaires en possession de sommes importantes, illégalement collectées. Il décida de faire cesser cette caisse occulte et prescrivit à l'administrateur commandant le cercle d'en déposer le montant en compte courant à la Banque de l'A. O. F. en attendant que la réglementation des Sociétés de Prévoyance, en gestation, ait vu le jour. Il fallait néanmoins régulariser la situation existante. Ce fut l'œuvre du décret du 2 septembre 1909 qui dota la Société du Baol d'un Conseil d'Administration.

La Société du Siné-Saloum naquit sous l'effet d'autres nécessités. Ici, la question de l'eau ne se posait pas, car le cercle est suffisamment arrosé par les rivières qui

viennent se jeter dans le Saloum. Mais c'était une région où la spéculation, nous venons de le dire, pratiquée cruellement par une catégorie de traitants à l'occasion des prêts de semences, avait atteint le plus haut degré. Sans parler de la période de traite où des abus de toute sorte étaient commis (fraudes sur les poids, chutes concertées des cours...), les indigènes étaient régulièrement « tondus » en mai-juin au moment des semailles. S'étant débarrassés de toutes leurs graines à l'ouverture de la traite, ils s'adressaient à quelques traitants des escales voisines qui leur avançaient des graines d'arachides à un taux atteignant parfois 300 % pour les 5 ou 6 mois qui séparaient la mise en terre de la récolte. Il en résultait, pour les communautés indigènes, de très lourdes charges dont elles ne se libéraient qu'avec peine. L'Administrateur du cercle, M. Lefilliatre, s'émut de cette situation, et décida de constituer dans son cercle des greniers de réserve, collectifs puisque les indigènes étaient incapables de conserver eux-mêmes leurs semences. L'initiative de l'administrateur reçut le bienveillant appui du gouvernement local qui mit à sa disposition, en juillet 1907, une somme de 20.000 francs pour réaliser son programme. Par ailleurs, les circonstances étaient exceptionnellement favorables à un tel essai. La famine, qui sévissait dans la région, avait obligé l'indigène à manger une bonne partie de ses semences. L'administrateur fit alors savoir aux environs de Kaolack qu'il délivrerait des semences d'arachides à 5 % d'intérêt seulement. Au surplus, cet intérêt était remboursé en nature, c'est-à-dire que le cultivateur devait rendre 105 kilos d'arachides pour 100 reçus. L'engouement, on s'en doute, fut très grand puisque à la même époque le commerce local con-

sentait seulement des prêts portant intérêt de 2 à 300 %. L'année suivante, les récoltes furent belles et abondantes. L'administrateur se préoccupa alors de faire rentrer les 20.000 francs avancés aux populations sous forme de graines d'arachides. Il réunit, à cet effet, un Conseil d'administration comprenant les chefs de région et un ex-traitant, cultivateur de l'escale même de Kaolack. Cet organisme décida de demander, pour 1908, aux indigènes non seulement le remboursement de l'intérêt de 5 %, mais encore une cotisation en nature de 5 francs par tête. Cette disposition avait pour résultat de rendre les cotisants membres de la Société et de leur réserver, à eux seuls, la faculté d'emprunter. En décembre 1907, les 20.000 francs furent intégralement remboursés, majorés de 4.896 fr. 60, représentant les intérêts. Au total, le capital social s'élevait à 24.896 fr. 60, sous forme de 124.493 kilos d'arachides (arachides à 20 fr. les 100 kilos) et le nombre des membres était de 962. Pour accroître encore ce fonds social, le conseil décida, en décembre 1908, de porter à 25 % le taux du remboursement en nature, celui de la cotisation restant le même. En juin 1908, les remboursements s'élevèrent à 186.739 kilos 500 contre 124.493 avancés. Le bénéfice en poids pour la Société était donc de 86.738 kg. 500 et de 8.010 fr. 90 en espèces (arachides à 15 fr. les 100 kg.) Au 1^{er} janvier 1909, le capital total de la Société s'élevait à 186.739 kilos de graines représentant 28.010 fr. 90.

On conçoit qu'une telle réussite ait inquiété le commerce local. Il ne se fit pas faute de protester violemment, comme il l'avait fait à Boffa et à Diourbel. Cependant l'Administration, qui par ailleurs étudiait une réglementation qui devait voir le jour quelques mois après,

tout en écoutant leurs doléances, ne modifia pas sa ligne de conduite. La Société du Siné-Saloum, pas plus que celle du Baol, ne fut dissoute. Le 29 juin 1910, le décret créant les Sociétés de Prévoyance de secours et de prêts mutuels agricoles était promulgué et le 8 décembre de la même année, un arrêté local du Gouverneur du Sénégal autorisait les deux Sociétés de Diourbel (Baol) et de Kaolack (Siné-Saloum).

Ainsi le décret du 29 juin 1910 n'était que l'aboutissement d'une longue évolution. Il était la consécration d'un état de fait, d'une série de mesures extra-législatives nées sous l'empire d'un même besoin : celui de parer à l'imprévoyance des indigènes de nos possessions de l'Ouest Africain. Surtout conçu, au début, sous l'empire de cette nécessité urgente, ce décret n'allait pas tarder cependant à être modifié par toute une réglementation subséquente qui assignait aux sociétés des buts moins immédiats. Elle nourrissait au premier chef le dessein d'intégrer toute l'Afrique Occidentale Française dans un système de mutualité et de coopération cohérent et organisé.

Ce qu'a été la législation de 1910; ce que fut la législation postérieure et comment sont organisées à l'heure actuelle, administrativement et financièrement, les Sociétés de Prévoyance, telles sont les questions qui vont retenir notre attention dans notre Troisième Partie.

ORGANISATION

Le décret organisateur du 29 juin 1910 n'est plus, à l'heure actuelle, en vigueur en A. O. F. Depuis cette date, le régime des Sociétés de Prévoyance a dû être profondément modifié en raison des lacunes de cette législation empruntée directement à l'Algérie.

Nous pouvons marquer ainsi les étapes de la réglementation des Sociétés de Prévoyance en Afrique Occidentale Française :

Décret du 29 juin 1910 ;
Décret du 12 février 1915 ;
Décret du 4 juillet 1919 ;
Décret du 5 décembre 1923 ;
Décret du 10 octobre 1930 ;
Décret du 9 novembre 1933.

Les textes fondamentaux en la matière sont : d'abord le décret du 4 juillet 1919, modifié par les décrets de 1923 et 1930, et qui reste encore valable dans ses grandes lignes. Ensuite le décret du 9 novembre 1933 qui tend à clore l'évolution des organismes dont nous nous occupons en en faisant des coopératives de vente.

Des arrêtés généraux, ceux du 23 janvier 1925, du 23 octobre 1931 et du 29 avril 1932, ont réglé les mesures d'application des décrets précités.

Les lieutenants gouverneurs de chaque Colonie ont

pris enfin des arrêtés locaux pour organiser et adapter les Sociétés de Prévoyance à leur propre Colonie. Ces derniers textes sont très nombreux et nous les signalerons au passage lorsque nous nous occuperons du fonctionnement des Sociétés.

Il semble bien que toute l'évolution législative des Sociétés de Prévoyance a été conditionnée par deux principes : celui de l'obligation pour l'indigène d'entrer dans ces organismes et celui de la présidence de la société, accordée soit au commandant de cercle, c'est-à-dire en fait à l'Administration, ou aux indigènes eux-mêmes. Les changements législatifs s'expliquent par l'adoption de l'une ou l'autre de ces solutions.

Quoi qu'il en soit, il paraît logique de distinguer :

I. La législation de 1910 et 1915.

II. La législation de 1919.

Le décret du 4 juillet 1919 est encore en vigueur aujourd'hui. Il a été complété par le décret du 9 novembre 1933 qui nous permettra d'esquisser l'organisation actuelle des Sociétés de Prévoyance.

I

LA LÉGISLATION DE 1910 ET 1915.

A. Le décret du 29 juin 1910 est un acte très court puisqu'il comprend au plus 17 articles. Créées sur le type algérien, on avait assigné aux Sociétés de Prévoyance de l'Afrique Occidentale Française, les mêmes buts qu'à leurs voisines du Nord. Elles devaient :

a) Constituer des réserves de graines pour les distribuer aux sociétaires lors des semailles.

b) Acheter des instruments agricoles qui seraient ensuite prêtés ou cédés aux indigènes.

C'était là de la vulgarisation agricole proprement dite.

c) Secourir les sociétaires atteints par la maladie ou les accidents. Par là, elles devenaient Sociétés de Secours Mutuels.

d) Les prémunir contre les conséquences de la sécheresse, des inondations, des épizooties et autres fléaux naturels.

Ici l'assurance faisait son apparition.

Ces buts étaient déjà vastes et pourtant le décret en laissait certains dans l'ombre. Que décider, dans le silence du texte, pour les travaux d'intérêt général ? Pour les forages de puits par exemple ? Des entreprises de ce genre étaient-elles régulières ?

Le décret n'en parlait pas et, pourtant, c'était la nécessité d'avoir des puits qui avait été à l'origine de la Société de Diourbel. Néanmoins, on s'accorda à considérer ces travaux comme entrant dans le cadre des attributions des Sociétés. Le Gouverneur général laissa la Société du Baol continuer dans cette voie, et la Société, sans faire preuve d'une très grande activité d'ailleurs, n'en continua pas moins à vivre régulièrement.

Le mécanisme de la création d'une Société se présentait de la façon suivante : des indigènes se réunissaient ; ils arrêtaient des statuts, les remettaient à leur commandant de cercle qui les transmettait au Gouverneur aux fins d'approbation. Ces statuts paraissaient au *Journal Officiel de la Colonie* et la création était définitivement prononcée par arrêté du gouverneur général. Il est à remarquer que l'adhésion était entièrement libre : ne s'associaient que les indigènes qui le voulaient bien. Ils

étaient alors divisés en deux catégories : membres honoraires, acquittant des cotisations ou versant des dons, et membres actifs participant à tous les avantages : prêts, secours, etc...

A côté de la règle de la liberté de l'adhésion, nous en relevons une deuxième : l'unité de Société par cercle. Il y avait un seul de ces organismes par cercle. Il lui était interdit, on ne comprend pas d'ailleurs très bien pourquoi, de s'associer à d'autres créations similaires, sauf pour contracter des assurances mutuelles. A l'intérieur du cercle, la société pouvait comprendre une ou plusieurs sections correspondant à un canton, un village ou un groupement ethnique.

En ce qui concerne l'administration de la Société, nous trouvons à sa tête une Assemblée délibérante, le Conseil d'Administration, comprenant des délégués élus par les sociétaires de chaque section. Cet organe comprenait en outre le préposé du Trésor ou son remplaçant, l'agent spécial qui tenait la caisse et s'occupait de toute la partie financière. Un fonctionnaire ou un agent de l'Administration était chargé des fonctions de secrétaire. Un président dirigeait le Conseil et avait seul le pouvoir de décision. Il était nommé par le lieutenant-gouverneur, après avis du commandant de cercle, sur une liste de trois membres présentée par le Conseil d'Administration.

Le décret accordait aux Sociétés de Prévoyance la personnalité civile avec tout ce que cette dernière comportait : possibilité d'avoir des meubles et des immeubles, de recevoir des dons et legs, des subventions et avances de la Colonie, pouvoir d'ester en justice (les litiges étaient portés devant les tribunaux de droit commun).

Leurs différents modes d'activité étaient soigneusement réglementés. En règle générale, elles étaient surtout créées pour faire des avances de graines à leurs membres ; mais elles pouvaient aussi consentir des prêts à long terme lorsque le bilan révélerait un excédent de l'actif sur le passif. Ces prêts n'étaient consentis que pour une durée inférieure à 10 ans, ceci afin de réserver l'avenir. Elles pouvaient encore ouvrir, avec l'approbation du gouverneur, des crédits à d'autres sociétés pour un délai au plus égal à 5 ans et limités au 1/10 du prélèvement affecté par la société à l'attribution des prêts ; contracter entre elles des assurances contre les risques intéressant l'agriculture ; déposer les fonds en compte courant à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le décret de 1910 réglait encore sommairement certains détails : dépôt des statuts, litiges, dissolution de la Société, etc...

La tutelle administrative s'exerçait d'abord par le commandant de cercle, le lieutenant gouverneur et le gouverneur général dont l'approbation était exigée pour tous les actes importants que faisait la Société. En outre, il y avait un contrôle *a posteriori* par l'intermédiaire d'une Commission de Surveillance siégeant au chef-lieu de la Colonie, et comprenant : le secrétaire général de la Colonie, président ; l'inspecteur des affaires administratives ; le chef du Service de l'Agriculture ; le chef du Service zootechnique et trois notables indigènes.

Il fut décidé, par ailleurs, que toute société recevrait du budget une allocation de 100 francs dès qu'elle atteindrait le chiffre de 100 membres.

Au total, c'était la transposition à peu près complète de la législation algérienne qui avait tant frappé l'Admi-

nistration en A. O. F. Mais toute institution qui a réussi dans un pays ne réussit pas obligatoirement dans un autre, et les résultats le prouvèrent puisqu'au début de 1915 on ne dénombrait qu'une douzaine de Sociétés de Prévoyance : 10 au Sénégal environ et 2 en Guinée dont l'activité était très irrégulière.

Comme le disait le ministre des Colonies dans son rapport de présentation au Président de la République du décret de 1915 : « Une expérience de trois années a permis de constater que la réglementation établie en 1910 offrait quelques lacunes qu'il importait de combler ».

B. Le décret du 8 janvier 1915, promulgué le 12 février de la même année, avait pour but de combler deux lacunes du décret organisateur, concernant, l'une, la liberté d'adhésion, et l'autre, la présidence des Conseils d'Administration. Le principe de la liberté d'adhésion, facilement admissible dans des pays évolués comme l'Afrique du Nord, se comprenait beaucoup moins en A. O. F. Il risquait de réduire les Sociétés de Prévoyance à des effectifs squelettiques et les obligeait à marquer un long temps d'arrêt, en raison de la lenteur avec laquelle les idées de prévoyance et de mutualité pénétraient dans les masses attardées. En face des forces économiques modernes, il fallait *imposer* un guide à l'indigène et ce guide ne pouvait être que la Société de Prévoyance.

Le décret de 1915 apportait donc deux modifications importantes : 1° l'obligation pour les indigènes de faire partie de la Société de Prévoyance ; 2° la présidence du Conseil d'Administration déférée à l'Administrateur commandant le cercle. C'était là deux réformes qui devaient

avoir l'influence la plus profonde sur l'essor des Sociétés au Sénégal. En consultant le graphique que nous avons annexé à la fin de cet ouvrage, on constate qu'à partir de 1916, première année d'application du décret, les actifs nets possédés par les diverses sociétés du Sénégal s'accroissent sans cesse et dans des proportions considérables : 1.600.000 francs environ en 1916, 2.200.000 francs en 1917, 2.800.000 francs en 1918, et 3.600.000 francs en 1919. De plus, les buts des Sociétés étaient précisés : elles devaient en plus des tâches qui leur avaient été assignées par le décret de 1910 constituer des réserves de graines *sélectionnées*, en vue des semailles, et améliorer les conditions de la culture, de la cueillette et de l'élevage. Enfin, innovation intéressante mais qui n'a pas reçu d'application en raison des faibles ressources en espèces possédées généralement par les Sociétés : elles pouvaient consentir des prêts mutuels à long terme. Comme conséquence du fait que la direction des Sociétés de Prévoyance était confiée aux commandants de cercle, le décret de 1915 décidait que les litiges seraient portés devant les tribunaux français.

Le même texte décidait encore que les cotisations seraient perçues comme des centimes additionnels à l'impôt et acquittées à l'aide de tickets semblables. Ces cotisations pouvaient d'ailleurs être perçues en nature et leur montant global était fixé chaque année par arrêté du lieutenant gouverneur en Conseil d'Administration.

La Commission centrale de Surveillance de 1910 subsistait. Elle avait pour but d'examiner les opérations des Sociétés et d'établir chaque année un rapport d'ensemble sur leur fonctionnement. Ce contrôle était, en outre, renforcé par la surveillance exercée par des fonction-

naires désignés par le gouverneur et chargés de vérifier les écritures. Le chef du Service de l'Agriculture s'occupait du contrôle des magasins de graines, de leur aménagement et de leur construction.

Ainsi donc les réformes essentielles instituées par le décret de 1915 étaient :

1° La présidence des Sociétés donnée aux administrateurs de cercle.

2° L'adhésion obligatoire des indigènes.

3° La création de prêts à long terme.

4° Le renforcement du contrôle.

5° L'attribution aux tribunaux français de la connaissance des litiges.

Cette législation, en dépit des améliorations qu'elle apportait, fut très attaquée. Certains lui reprochèrent l'idée d'obligation qu'elle consacrait. Ils dirent encore qu'elle conduisait tout simplement à la création d'un impôt supplémentaire, sans profit véritable pour les communautés, car les cotisations, forcément peu élevées, ne permettaient pas aux sociétaires de disposer de fonds importants. Enfin, le contrôle leur paraissait trop rigoureux. Bref, cette législation, selon eux, découlait d'une conception étatiste inopportune en l'occurrence.

Sans méconnaître la nécessité, pour de telles sociétés, d'avoir des ressources substantielles pour leur donner l'élan indispensable au début, on ne voit pas de quelle façon les sociétés auraient pu se procurer ces fonds : le Gouvernement général était opposé, avec raison d'ailleurs, au principe des subventions. En attendant l'organisation du Crédit agricole en A. O. F., organisation réalisée par la suite en 1926, la majorité des ressources des Sociétés ne pouvait provenir que de leurs membres.

Ce furent cependant des critiques d'un autre ordre qui entraînèrent la disparition du décret de 1915. Ces critiques émanèrent de l'Inspection mobile, qui, dès la deuxième année d'application du décret, en 1918, dénonça le rôle autocratique que jouaient les administrateurs commandant des cercles, dans la gestion des sociétés. « Rôle d'autant plus dangereux, dirent les inspecteurs, que leur gestion était pratiquement sans contrôle », et ils concluaient qu'en l'état actuel, il était nécessaire de revenir sur ce point au régime de 1910.

Ainsi naquit le décret du 4 juillet 1919, encore valable aujourd'hui dans ses grandes lignes et modifié sur certains points seulement, par les décrets du 5 décembre 1923, 10 octobre 1930. Le décret du 9 novembre 1933, clôt enfin la série des textes législatifs concernant les sociétés de prévoyance en autorisant lesdites sociétés à organiser la vente des récoltes de leurs adhérents.

II

DÉCRET DU 4 JUILLET 1919. — LÉGISLATION ACTUELLE.

A. — Le décret de 1919 est né de deux considérations :

a) Conserver ce qu'il y avait de meilleur dans le décret de 1910.

b) Tenir compte des critiques formulées par l'Inspection mobile.

En ce qui concerne les buts tout d'abord, ils restent les mêmes : l'article 2 du décret de 1919 reproduit exactement les mêmes articles du décret de 1910. L'ancienne interdiction de s'associer entre organismes semblables est

maintenue. On ne voit d'ailleurs par trop pourquoi, comme nous l'avons déjà dit, car les sociétés de prévoyance n'ont jamais été des syndicats turbulents et la crainte de les voir dévier vers la politique était chimérique. L'article 3 reproduit la règle de l'unité : une société, et une seule, par cercle, subdivisée en sections, en cas de nécessité. Elle ne doit comprendre que les « seuls cultivateurs et éleveurs de statut indigène qui en font *obligatoirement* partie. » Donc, la règle de l'adhésion obligatoire subsiste et s'applique aux cultivateurs et indigènes, auxquels il faut joindre les récolteurs de produits de cueillette, même dans le silence du texte. Le mécanisme de création de société était remarquable : les indigènes qui voulaient fonder une société (il suffisait qu'ils soient deux) se réunissaient pour faire une demande au Gouverneur et, à cette demande, ils joignaient un projet de statuts. Le commandant de cercle était chargé de transmettre cette demande au lieutenant-gouverneur; celui-ci l'examinait, demandait son avis à la Commission centrale de surveillance, et le Gouverneur général décidait, en dernier ressort, de l'autorisation à donner. La volonté de deux indigènes pouvait donc suffire à englober tous les indigènes d'un cercle dans une société de prévoyance, après autorisation du Gouverneur général. C'était encore une règle du décret de 1915 qui subsistait.

Dans chaque cercle, si le besoin s'en faisait sentir, il pouvait être créé des sections correspondant à des villages ou à des groupements ethniques. En réalité ces sections avaient une vie très ralentie, malgré leur organisation solidement charpentée : un président, assisté d'une commission de cinq membres et d'un secrétaire comptable, contrôlés par un commissaire. Cette commission

déléguait certains de ses membres pour siéger au conseil d'administration de la société.

Quant au conseil d'administration de la société, il comprenait au moins six membres. A sa tête se trouvait un président indigène nommé par le lieutenant-gouverneur sur une liste de trois membres présentés par le conseil et le commandant de cercle. C'était donc le retour au régime de 1910 et l'abandon du principe de la présidence dévolue aux commandants de cercle, posé par le décret de 1915.

Schématiquement, on peut ainsi se représenter la société de prévoyance : une pyramide dont la masse des sociétaires formerait la base. Ces sociétaires nomment, pour les représenter, des commissions de section; les membres de celles-ci, à leur tour, choisissent pour les représenter les membres du conseil d'administration, lesquels choisissent leur président.

L'assemblée des sociétaires se constitue deux fois par an en assemblée générale et, à ces occasions, elle prend connaissance du rapport annuel sur la situation financière et morale de la société, du projet de budget et du plan de campagne. Le bureau de l'assemblée, à cet effet, est constitué par le président du conseil d'administration, assisté des deux plus anciens membres du même conseil.

Seul dans cette organisation, le président du conseil a un pouvoir indiscutable : il mandate les dépenses, autorise les recettes, procède aux achats et peut même ester en justice sans y être autorisé, sauf à rendre compte au conseil.

Le décret de 1919 avait prévu des auxiliaires pour aider le président dans sa tâche. C'était :

1° Le commandant de cercle visant tous les actes de la société, désignant le secrétaire, proposant le président, nommant le commissaire-contrôleur.

2° Le secrétaire qui conserve les archives de la société et s'occupe en général de toutes les écritures.

2° Le trésorier. C'est d'une façon générale le payeur ou l'agent spécial du cercle.

4° Le commissaire-contrôleur qui surveille d'une façon permanente les actes de la société et vise certaines pièces.

Le contrôle sur les sociétés de prévoyance s'exerçait non seulement par l'inspecteur des affaires administratives, par l'Inspection mobile, mais aussi par la commission centrale de surveillance siégeant au chef-lieu. Toutes les fonctions étaient gratuites, à l'exception de celles du secrétaire et du trésorier qui recevaient une remise ou indemnité sur les fonds de la société.

Telle était l'organisation de 1919, satisfaisante dans son ensemble et qui permettait le fonctionnement des sociétés de prévoyance sans difficulté de la majorité des cercles.

Cependant, une grande erreur était à la base de l'organisation de 1919 : la présidence des Conseils d'administration accordée à des membres indigènes. Certes, l'inspection mobile avait pu relever parfois dans la gestion des commandants de cercle une tendance fâcheuse à confondre finances du cercle et finances de la société, mais que dire de celle des présidents indigènes ! Dans beaucoup de cercles, il avait d'abord été quasiment impossible de trouver des notables ayant une autorité suffisante, ou même sachant lire et écrire, pour tenir convenablement leur rôle. Il arrivait alors fréquemment

ceci : que les fonctionnaires étaient obligés d'apprendre au président de la Société à dessiner son nom, afin qu'il puisse signer des mandats de dépenses ou des ordres de recettes élaborés par eux. On conçoit sans peine quelle pouvait être la gestion de pareils présidents. D'ailleurs le fait de charger seulement des membres indigènes de la présidence des Conseils n'empêchait pas l'immixtion des administrateurs dans le fonctionnement des sociétés, d'abord pour cette raison primordiale qu'ils étaient chargés de les contrôler.

B. Une réforme s'imposait donc : ce fut le décret du 5 décembre 1923 qui la réalisa, décret pour l'application duquel le gouverneur général a pris un arrêté le 23 janvier 1925, le gouverneur du Sénégal un arrêté local le 17 juin 1925.

L'article 5 du décret du 4 juillet 1919 était ainsi modifié : « L'administrateur commandant le cercle est président du Conseil. Il est assisté d'un vice-président, choisi par le lieutenant-gouverneur, après avis du commandant de cercle, sur une liste de trois membres présentée par le Conseil. » On en revenait donc à la conception du décret de 1915. La gestion des commandants de cercle était contrôlée, comme auparavant, par les inspecteurs des colonies, les inspecteurs des affaires administratives, ou par des fonctionnaires délégués à cet effet par le lieutenant-gouverneur. La commission centrale de surveillance du chef-lieu subsistait et son contrôle s'exerçait comme par le passé.

A côté de cette réforme fondamentale, le décret de 1923 introduisait une décentralisation bienfaisante, se manifestant lors de la création ou lors de la dissolution des sociétés. Les sociétés de prévoyance, au lieu de néces-

siter pour leur création un arrêté du gouverneur général pris en conseil de gouvernement, pourront se créer simplement par arrêté du lieutenant-gouverneur pris en conseil privé ou en conseil d'administration. La société pourra alors fonctionner dès qu'il y aura eu approbation du gouverneur général¹. Toujours sous réserve d'approbation du gouverneur général, la dissolution de la société pourra être prononcée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil privé ou d'administration « lorsque le chef de la colonie est saisi par un vote de l'Assemblée générale des sociétaires² ».

Telles ont été les modifications apportées par le décret du 5 décembre 1923, fort importantes on le voit. Le décret du 10 octobre 1930 ne devait apporter que des modifications de détail : il dispose, dans son article 5, que les fonctions de secrétaire et de trésorier sont confondues et exercées « par un fonctionnaire ou un agent de l'administration choisi par le lieutenant-gouverneur sur la proposition du commandant de cercle », et qu'une indemnité ou remise lui est attribuée sur les fonds de la société.

C. Plus importantes devaient être les réformes précisées par le dernier texte qui régit à notre connaissance les sociétés de prévoyance : le décret du 9 novembre 1933. On peut les résumer ainsi :

1. Les buts des sociétés sont précisés : Les sociétés sont chargées de prendre « toutes mesures contribuant au développement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la cueillette, ainsi que des conditions dans

1. Article 1 du décret de 1919 modifié par décret du 5 décembre 1923.

2. Article 14 du décret de 1919 modifié par décret du 5 décembre 1923.

lesquelles s'effectuent la récolte, la préparation, la circulation, la conservation *et la vente des produits. Elles peuvent notamment organiser la vente des produits de leurs adhérents* ».

Grâce à ces quelques mots introduits dans les textes réglementant les sociétés de prévoyance (article 1^{er} du décret de 1933), ces dernières s'orientent dès lors nettement vers le type des coopératives de vente. Un vaste champ d'activité s'ouvre devant elles. Cette disposition a fait couler beaucoup d'encre, et nous nous réservons d'y revenir lorsque nous étudierons les sociétés sénégalaises.

2. Il met en harmonie la législation des sociétés de prévoyance avec celle du crédit mutuel agricole. Le crédit mutuel agricole a été en effet introduit en Afrique occidentale française en 1926. Désormais, l'activité des organismes de prévoyance, en ce qui concerne le crédit, est très diminuée. C'est le crédit agricole qui, par l'intermédiaire des caisses centrales, consent les prêts. Il est vrai qu'il ne les consent qu'en faveur de collectivités : associations coopératives, associations mixtes, etc., et sociétés de prévoyance.

L'indigène, pour emprunter, est ainsi mis dans l'obligation d'être affilié à l'une quelconque de ces collectivités.

3. Il autorise les associations ou unions des sociétés de prévoyance et la création de fonds communs à plusieurs de ces organismes.

4. Il rend les tribunaux indigènes seuls compétents des litiges soulevés par eux.

5. Il essaie de réaliser des économies dans leur admi-

nistration intérieure, en décidant que toutes les fonctions sans exception seront gratuites.

6. Il étend leur personnalité civile en leur accordant le bénéfice de l'expropriation pour obtenir les immeubles qu'ils n'auront pu se procurer à l'amiable¹, autre disposition qui a soulevé une assez grande émotion parmi les milieux commerciaux.

7. Il modifie enfin la composition de la commission centrale de surveillance, en lui adjoignant un président de société de prévoyance à la désignation du lieutenant-gouverneur, un représentant du commerce désigné de la même façon et il ramène à 2 au lieu de 3 le nombre de notables indigènes.

D. Telle est la dernière phase de la législation des sociétés de prévoyance.

Comment donc à l'heure actuelle se présente cette organisation dans son ensemble ? Essayons d'en esquisser un schéma rapide. L'arrêté général du 23 janvier 1923 et le décret du 9 novembre 1933 nous serviront de base.

En ce qui concerne tous les détails concernant la réglementation des sociétés, on peut se reporter aux statuts-types envoyés par le gouvernement général au chef-lieu de chaque colonie. Notre but ici n'est que d'en tracer les grandes lignes.

Nous n'insisterons plus sur les buts qui peuvent s'offrir aux sociétés de prévoyance. Nous y avons assez insisté précédemment. Nous rappellerons simplement que le décret du 9 novembre 1933 les a précisés et habilite ces organismes à prendre, nous répétons le texte,

1. Une maison de Rufisque a intenté, à l'occasion de cette disposition, un pourvoi devant le Conseil d'Etat pour excès de pouvoir,

« toutes mesures contribuant au développement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la cueillette, ainsi que des conditions dans lesquelles s'effectuent la récolte, la préparation, la circulation, la conservation et la vente des produits. Elles peuvent notamment organiser la vente des produits de leurs adhérents ». Ces quelques lignes, en même temps qu'elles transforment les sociétés de prévoyance en coopératives de vente, comme nous l'avons vu, les autorise cette fois explicitement à entreprendre certains travaux : barrages, pistes et forages de puits. Il est vrai que déjà l'arrêté général du 23 janvier 1923 les autorisait à faire de tels travaux. On ne comprendrait d'ailleurs pas pourquoi de tels travaux échapperaient à leur activité : La société du Baol, comme nous l'avons souligné, naquit précisément de ce besoin de puits et, d'ailleurs, les puits ainsi forés ne font naturellement pas double emploi avec ceux construits par l'administration du cercle.

Le titre premier de l'arrêté du 23 janvier 1925 explique la formation de la société. Il rappelle que sont considérés comme seuls membres d'une société de prévoyance, les habitants du cercle de statut indigène s'occupant d'agriculture, d'élevage et de cueillette¹. Ainsi, des habitants de statut français ne peuvent faire partie de la société. On a voulu marquer ainsi que la société de prévoyance est un organisme à la disposition des seuls indigènes exclusivement. Certaines personnalités² ont été d'avis d'y englober des métropolitains. Mais, outre qu'une grande partie de ces derniers est assez hostile à

1. Ce texte exclut les femmes. On a englobé dans certaines Sociétés de Prévoyance des cultivatrices, mais outre qu'une telle extension est en contradiction formelle avec les textes, elle heurte au plus haut point l'organisation de la famille indigène.

2. M. de Warren.

cette création, leur inclusion ne paraît pas souhaitable. D'abord, parce que la société indigène de prévoyance, avec ses faibles cotisations et ressources, ne procurerait que des avantages réduits à ses membres métropolitains, si bien que ceux-ci seraient là, en définitive, sur un plan économique très disproportionné à celui sur lequel ils ont la nécessité d'évoluer.

La société de prévoyance est un organisme encore trop en tutelle et trop étatisé pour convenir à des citoyens français évolués.

Passons sur les statuts, dont plusieurs exemplaires doivent être déposés au chef-lieu de la colonie, aux archives, au siège social et chez les présidents des commissions des sections.

L'article 3 dispose qu'il peut être créé une section autonome correspondant à un groupement ethnique déterminé ou à une division territoriale du cercle, lorsque ce dernier n'est pas encore mûr pour former une société de prévoyance. Dans ce cas-là, la section autonome est administrée, soit par le commandant de cercle, ou, à défaut, par un délégué ou par le commandant de la subdivision. C'est là une excellente mesure et qui permet de bien adapter la législation de ces organismes au pays.

Le titre II règle l'administration de chaque société. Dans la section tout d'abord, il existe une commission de section élue par les sociétaires, conformément aux coutumes locales, et sans limitation de la durée de leur mandat. Chaque groupement ethnique y a un nombre de commissaires proportionnel à son importance numérique.

A la tête de la société : le Conseil d'administration. Celui-ci est formé des délégués de chaque section, mais ces délégués sont distincts des commissaires de section.

Ils sont élus par les sociétaires de chaque section, à raison d'un délégué au moins par section, et pour une durée de trois ans. Un tiers de ces délégués est renouvelable chaque année. C'est donc le principe de l'élection qui fonctionne à tous les degrés. Peut-être aurait-il été souhaitable, en raison des difficultés qu'a soulevées la pratique de l'élection en certaines régions, de prévoir un autre fonctionnement ? Tout en conservant, par exemple, la section, on aurait pu diviser cette dernière en « groupements » comprenant chacun un ou plusieurs villages. A la tête de la section, on aurait pu placer un chef de section assisté d'une commission comprenant tous les chefs de groupements. Ces derniers, auxiliaires des chefs de section, seraient désignés par les sociétaires suivant les coutumes locales. Enfin les chefs de section feraient automatiquement partie du Conseil d'administration qui comprendrait, en plus de l'administration du cercle président, le trésorier et le secrétaire.

Malgré l'élection à la base, la constitution des sociétés de prévoyance n'a pas rencontré de trop grandes difficultés. Il est vrai que les membres du Conseil peuvent être révoqués par le lieutenant-gouverneur pour négligence ou faute grave, sur la proposition motivée du commandant de cercle (titre II, article 5).

Ne nous arrêtons pas à l'article 6 du même titre, puisque, depuis le décret de 1933, toutes les fonctions sont gratuites.

Le président du Conseil d'administration a le droit de prendre toutes décisions, sauf dans certains cas pour lesquels un vote de l'Assemblée générale ou un avis du Conseil sont indispensables. En l'occurrence, il peut même prendre, en cas d'urgence, toutes décisions utiles,

sauf à les faire ratifier par le Conseil au cours de sa prochaine séance. En fait, c'est donc l'administrateur du cercle qui dirige effectivement la société.

Quant à l'Assemblée générale, en plus du président du Conseil, du vice-président et des délégués des sections, membres du Conseil, elle comprend des délégués spéciaux élus à raison d'un par village ou groupe de villages, sans toutefois que le nombre des dits délégués puisse être inférieur à deux par section. Elle se réunit deux fois par an, au siège social, sur convocation du président. Un bureau est constitué. Il est formé par le président du Conseil d'administration, le vice-président et le plus âgé des membres du Conseil. Ses attributions sont, en réalité, peu importantes : elle prend connaissance de la situation morale et financière de l'exercice écoulé, examine le projet de budget et le programme d'améliorations agricoles pour l'exercice suivant.

Dans son titre III, l'arrêté du 23 janvier 1925 règle l'organisation financière des sociétés. Pour faire face à ses opérations principales : achat de matériel et de machines agricoles, d'animaux de labour et d'animaux reproducteurs, d'engrais, de matériel et d'animaux de transport, exécution des divers travaux d'intérêt général agricole (canaux d'irrigation, barrages, puits), conservation, préparation et transformation des produits agricoles ou d'élevage, elles disposent de ressources financières importantes.

L'article 12 énumère les diverses sources de recettes constituant le fonds social. Elles sont au nombre de treize :

1° Cotisations annuelles en espèces.

2° Les mêmes cotisations perçues en nature au lieu de

l'être en espèces lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent.

3° Des biens immobiliers ou mobiliers, du matériel, des animaux, des plants, du produit des cultures entreprises par la société ou, d'une manière générale, des réserves de toute nature possédées par la société ou achetées par elle.

4° Des capitaux placés en compte courant et des intérêts échus de ces placements.

5° Des espèces en caisse et des valeurs à encaisser.

6° Des subventions accordées par la colonie.

7° Du produit des dons et legs en argent ou en nature.

8° Des emprunts et des prêts consentis par les Caisses de crédit agricole mutuel (arrêté général du 23 octobre 1931).

9° Des prêts en espèces ou en nature consentis par la société, des intérêts desdits prêts ou du supplément prévu à titre de frais de gestion pour les prêts de toutes sortes consentis aux sociétaires islamisés.

10° Des dépôts de fonds en compte courant effectués par les sociétaires.

11° De la location ou de la cession aux adhérents, aux conditions prévues par les statuts, du matériel et des machines agricoles, des animaux de labour, du matériel et des animaux de transport, des animaux reproducteurs appartenant à la société.

12° De la vente aux adhérents, aux conditions prévues par les statuts, des engrais achetés par la société.

13° De la vente des produits et matières appartenant à la société.

De toutes ces recettes, les plus importantes paraissent

être : les cotisations (en espèces ou en nature), les biens mobiliers et immobiliers et le matériel des sociétés, les prêts en espèces ou en nature et les intérêts de ces prêts consentis aux sociétaires, l'argent provenant de la location ou de la cession aux adhérents du matériel agricole et des animaux; enfin les ressources résultant de la vente des produits et matières appartenant à la société.

Les cotisations ont longtemps été considérées — et le sont encore — comme la source des revenus fondamentale des sociétés. Dans le bilan de 1933 des sociétés de prévoyance de l'A. O. F., nous relevons que, sur un total de 14.404.850 francs, les cotisations en espèces des membres, représentent 8.506.168 francs contre 4.452.147 francs de recettes diverses¹. Elles sont toujours perçues comme s'il s'agissait de centimes additionnels à l'impôt et leur taux est presque uniformément fixé à un franc par sociétaire, ce qui donne donc pour 1933 plus de 3 millions d'adhérents. Leurs conditions de perception et leur taux sont fixés chaque année par arrêtés des lieutenants-gouverneurs.

Autre partie importante du fonds social : les biens mobiliers et immobiliers. Ils comprennent les divers magasins ou seccos possédés par les sociétés, le matériel de transport (camions, camionnettes...) le matériel agricole en stock, les animaux, les plants et les produits des cultures entreprises par les sociétés. Tous ces éléments sont évalués en argent dans les bilans annuels, mais, en réalité, cette évaluation ne peut donner qu'une idée très approximative car, pour plus de commodité, certains travaux ont été estimés à des sommes forfaitaires très au

1. Bulletin mensuel de l'Agence économique de l'A. O. F. (décembre 1934).

dessous de la valeur réelle. C'est ainsi que les puits ont été estimés à 1 franc l'unité.

Le remboursement des prêts en nature ou en espèces, majorés de l'intérêt, de la bonification statutaire ou des frais de gestion pour les sociétaires islamisés, est une opération qui a pris un très grand développement ces dernières années. C'est l'opération typique des sociétés de prévoyance. Les graines de semences ou de ravitaillement prêtées sont remboursables à la recette suivante, majorées d'une bonification statutaire qui est, en général, de 20 %. Le capital est ainsi reproduit en 5 ans.

Les prêts de graines représentent à l'actif des bilans, particulièrement au Sénégal, des sommes extrêmement importantes. Néanmoins la récupération de ces prêts n'est pas un mince souci pour les sociétés. Certaines ont dû accorder des délais à leurs adhérents, si bien que les postes « Débiteurs » représentent depuis quelques années des montants assez élevés.

N'insistons pas sur les prêts en espèces : ils sont devenus exceptionnels depuis que la Caisse centrale de crédit agricole effectue seule ce genre d'opération.

Les produits de cession ou de location d'animaux ou de matériel agricole ne sont pas négligeables et s'accroissent de jour en jour.

La vente des produits et des matières appartenant aux sociétés, en particulier, d'une partie des stocks provenant des remboursements de graines effectués par les adhérents, procure aux organismes des ressources immédiates. Elle a permis aux sociétés sénégalaises de faire face au remboursement des annuités de l'emprunt que leur a consenti le Gouvernement général en 1932.

Si les ressources provenant des capitaux placés en

compte courant et des intérêts échus de ces placements ont une certaine importance, principalement au Sénégal où les disponibilités placées en compte courant s'élevaient à 2.152.703 francs au 31 décembre 1933, par contre, celles provenant de dons et legs, des subventions de la Colonie et même des prêts consentis par la Caisse centrale de crédit agricole, sont infimes. Ce dernier organisme, en particulier, n'a reçu en 1933, pour le Sénégal, qu'une seule demande d'avances de 200.000 francs au profit de la Société de Louga. Les opérations des sociétés de prévoyance découlent de ce que nous venons de dire. Elles perçoivent des cotisations : elles consentent des prêts mutuels agricoles à court, moyen et long terme, suivant une procédure arrêtée par le lieutenant-gouverneur; contractent des emprunts (art. 15), des assurances collectives auprès des sociétés d'assurance contre la mortalité des bestiaux, les sinistres agricoles : incendies, inondations, etc.... (art. 16). Elles constituent un matériel agricole, achètent des animaux (art. 17), et consentent des secours et avances à leurs membres (art. 20).

On conçoit qu'une telle gestion soit lourde pour l'administrateur président qui a, en outre, à s'occuper des affaires de son cercle. Il doit veiller à la rentrée des cotisations, au remboursement des prêts en espèces et en nature, éviter les pertes que causent les mauvais débiteurs, enquêter sur les sinistres, examiner les demandes de secours, acheter le matériel nécessaire, les grains vivrières ou de semences quand celles contenues dans les magasins ne suffisent pas; vérifier la comptabilité, préparer les affaires à soumettre au conseil d'administration, répondre aux chefs de section, leur donner des instructions, réunir l'assemblée générale et le conseil, rédi-

ger les procès-verbaux, exécuter les décisions prises. C'est une tâche qui absorbe pleinement l'activité d'un homme, même rompu aux affaires. Ceci est encore plus vrai lorsqu'il s'agit de sociétés importantes, telle celle de Kaolack qui groupe la moitié du capital total environ des sociétés sénégalaises.

Pour le soulager le législateur a placé auprès de lui des auxiliaires : le secrétaire et le trésorier, confondus depuis 1930 en une seule et même personne : le secrétaire-trésorier. Ce personnage, nommé par le lieutenant-gouverneur sur la proposition du commandant de cercle, tient les archives sociales. Celles-ci comprennent, d'une part, les documents administratifs (registre des délibérations du Conseil et de l'assemblée, registre des inventaires, sommier des prêts, dossier des correspondances et copie de lettres, contentieux etc...) et d'autre part les documents comptables (registre journal des recettes et des dépenses, grand livre et comptes annexes s'il y a lieu, compte des tickets prévu pour l'acquit des cotisations en argent, etc...). Dans la pratique, au point de vue comptable, le secrétaire-trésorier se borne à tenir un registre journal des recettes et des dépenses et un grand livre.

Pour simplifier cette comptabilité de façon à ce qu'elle puisse être tenue même par une main non spécialisée, il a été envisagé la tenue d'un seul livre en partie double, suivant les méthodes habituelles. On pourrait ainsi vérifier en quelques instants le mouvement général des opérations sans recourir à l'utilisation d'un personnel trop strictement comptable. Quelques sociétés de prévoyance ont déjà adopté cette forme de comptabilité simplifiée qui facilite singulièrement l'élaboration du rapport annuel.

L'exercice financier est de douze mois. Il commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre (art. 27). Pour chaque exercice le président du conseil d'administration établit le projet du budget et le programme général sommaire des améliorations ou travaux agricoles. Ces deux documents délibérés par le conseil sont arrêtés par l'assemblée générale et parviennent au chef de la colonie aux fins d'approbation, deux mois avant la fin de l'exercice en cours. Celui-ci l'examine et peut demander une nouvelle délibération au conseil ou à l'assemblée générale, suivant le cas. Ils sont ensuite rendus exécutoires mais avec cette particularité, pour le budget, qu'avant d'être définitif, il doit encore être soumis à la commission centrale de surveillance.

L'exécution du budget peut alors être commencée. Le président délivre les ordres de recettes et les mandats de dépenses, et a toute autorité pour engager les finances de sa société dans les limites, bien entendu, des prévisions budgétaires. En ce qui concerne les crédits supplémentaires, nécessaires en cours d'exécution, ils doivent être proposés, délibérés, arrêtés et approuvés dans la même forme que le budget.

Les travaux dont le prix estimé dépasse 6.000 francs sont soumis à l'approbation préalable du chef de la colonie. Dans ce cas, un devis estimatif sommaire avec indication des motifs, doit lui être transmis. La même règle est appliquée pour les adjudications ou marchés passés par le conseil pour des sommes excédant 5.000 francs, et pour les ventes de produits ou de matières appartenant à la société et dépassant 5.000 francs (art. 29).

Deux mois après la clôture de l'exercice, le président du Conseil d'administration établit le rapport de gestion

de la société pour l'année. Il y annexe le bilan et transmet ces deux documents au lieutenant-gouverneur.

Confiées au soin de ce dernier, deux opérations sont encore prévues en fin d'exercice. Il établit d'abord l'inventaire général avec la collaboration effective de trois membres du conseil et du secrétaire; inventaire général qui est la résultante des inventaires particuliers établis dans chaque section. Il utilise ensuite l'excédent des recettes sur les dépenses s'il y a lieu, de la façon suivante :

1° 1/10 constitue le fonds de réserve destiné à parer aux événements imprévus et est placé en titres de rentes de l'Etat, bons du Trésor ou de la Défense Nationale ou titres d'emprunt de la colonie garantis par l'Etat; 2° Le reliquat est placé en compte courant (art. 24).

Pour en avoir terminé avec l'organisation actuelle des sociétés de prévoyance exposée ici sommairement, il nous reste à examiner deux questions : leur contrôle et leur dissolution.

Il y a d'abord un contrôle sur place s'exerçant par l'inspecteur des affaires administratives, des fonctionnaires délégués spécialement par le lieutenant-gouverneur et par les inspecteurs des colonies. Tous ces fonctionnaires peuvent se faire communiquer au siège social les divers documents : livres, registres, procès-verbaux, etc... Il existe en outre, un contrôle sur pièces qui s'exerce à deux échelons: celui relevant du lieutenant-gouverneur et du gouverneur général d'une part, et celui relevant de la commission centrale de surveillance du chef-lieu d'autre part.

L'administrateur du cercle, président de la société, adresse au lieutenant-gouverneur dans les deux mois qui

suivent la clôture de l'exercice un compte rendu sur la situation morale et financière de la société. Celui-ci fait parvenir à son tour annuellement au chef de la fédération, la situation d'ensemble de toutes les sociétés de prévoyance de sa colonie. Quant à la commission centrale de surveillance, dont la composition définitive a été fixée par le décret du 9 novembre 1933, à côté d'un certain nombre de questions sur lesquelles elle est obligatoirement consultée (art. 36) : création et dissolution des sociétés, approbation et modifications à apporter aux statuts, elle a un pouvoir général de contrôle sur toutes les sociétés. Depuis 1923, nous l'avons vu, la dissolution d'une société peut être prononcée par simple arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil privé ou d'administration lorsque le chef de la colonie est saisi par un vote de l'assemblée générale des sociétaires. Le gouverneur général donne ensuite son approbation.

Il peut y avoir lieu à dissolution d'office par arrêté pris dans les mêmes formes que le précédent et après approbation du gouverneur général, lorsque la société n'a pas observé les prescriptions du décret, de l'arrêté général, des statuts ou pour tout autre motif.

A la dissolution, un délégué chargé de procéder à la liquidation définitive est alors nommé par décision du lieutenant-gouverneur, et tous documents : livres, registres, procès-verbaux, pièces comptables, etc... lui sont communiqués. L'activité de la société est suspendue. Le liquidateur règle les dettes de la société en premier lieu, puis restitue aux sociétaires le montant de leurs versements, moins les intérêts. Ce remboursement a lieu soit intégralement, soit au marc le franc. Le restant, s'il y a

lieu, est destiné à effectuer des travaux d'intérêt général agricole dans le cercle.

La liquidation est ensuite homologuée par le lieutenant-gouverneur, après avis de la commission centrale de surveillance.

L'article 17 du décret de 1919 prévoit le cas où un cercle se démembre en totalité ou en partie. Il dispose, dans ce cas, que les sociétaires font partie de la société de prévoyance du nouveau cercle à laquelle ils apportent leur actif et leur passif. S'il n'y a pas de société dans le nouveau cercle et s'il n'en a pas été créé une dans un délai de six mois, l'ancienne société sera dissoute suivant les règles exposées ci-dessus.

A la fin de cette étude de l'organisation des sociétés de prévoyance, la question qui vient inévitablement à l'esprit, comme dans tous les cas d'ailleurs où l'on étudie de pareilles institutions, est celle de leur nature juridique. Les organismes, dont nous venons d'étudier les règles, présidant à leur création, leur fonctionnement et leur dissolution, sont-ils des personnes morales de droit public ou des personnes morales de droit privé ? Et si l'on admet cette dernière solution, sont-ce des sociétés civiles ou commerciales ? La question ne présente pas qu'un intérêt doctrinal. La nature juridique de ces organismes peut donner lieu à des conflits de compétence malaisés à résoudre. Distinguons : le doute ne peut s'élever lorsqu'il y a procès entre les adhérents et la société assignée en la personne de son conseil d'administration. Ici, le décret du 9 novembre 1933 dans son article 4 est formel : les tribunaux indigènes sont seuls compétents. Mais le véritable conflit de compétence risque de se produire à l'occasion, par exemple, d'un procès intenté par

un tiers à la société de prévoyance et alors la question reprend tout son intérêt ¹. Ces conflits de compétence, qui sont déjà très difficiles à résoudre dans la Métropole, où il y a pourtant une législation hiérarchisée et une doctrine stable, le seront davantage aux colonies avec la législation par décrets.

En tout cas, il est certain que des organismes aussi complexes que les sociétés de prévoyance ne peuvent, pour l'instant, que prêter à l'ambiguïté. Mais il ne fait aucun doute, en premier lieu, que les sociétés indigènes de prévoyance sont des personnes morales de droit public. Cela ressort d'abord, des buts qui leur sont fixés et qui sont des buts d'administration au sens large du mot : fixation et éducation des indigènes au point de vue économique, mise en valeur des terres, développement de certaines cultures, assurances contre les accidents et les sinistres. En dernier lieu cela ressort d'une caractéristique indiscutable : leur dépendance étroite vis-à-vis de l'administration. Elles sont créées par arrêté du lieutenant-gouverneur (décret du 5 décembre 1923) ; leurs statuts sont approuvés par la même autorité. Elles sont administrées, certes, par un conseil de membres indigènes, mais ce conseil est présidé par l'administrateur commandant le cercle et les fonds sont gérés par un secrétaire-trésorier qui est un fonctionnaire ou un agent de l'administration. Enfin, il y a un contrôle administratif permanent et leur dissolution peut être prononcée d'office.

Tous ces caractères en font incontestablement des personnes morales de droit public. Mais dans ce cas, avons-

1. Voir audience du tribunal de première instance de Kaolack du 6 octobre 1932 et audience de la Cour d'appel de l'A. O. F. du 2 juin 1932 (affaire Zogheib contre Société de Prévoyance du Siné-Saloum).

nous affaire à des établissements publics ou à des établissements d'utilité publique ? La question n'est pas indifférente. Suivant l'une ou l'autre solution des règles quelque peu différentes s'appliqueront. Si la société de prévoyance est un établissement public ses comptables, par exemple, seront soumis aux règles de la comptabilité publique posées par le décret de 1862. Un président de conseil d'administration faisant un faux certificat risquera d'être passible de la peine qu'entraîne le délit de faux en écritures publiques, alors qu'il ne sera passible que de la peine de faux en écritures privées si l'organe est un établissement d'utilité publique.

L'étude des buts des sociétés de prévoyance et de certaines de leurs règles de fonctionnement nous permet de faire la discrimination.

Tout d'abord, qu'entend-on par établissements publics ? Incontestablement, des organismes créés dans le but exclusif de satisfaire des intérêts généraux : pour assurer, par exemple, la constitution ou le fonctionnement d'un service public. Or, il est certain que les sociétés de prévoyance ne poursuivent pas seulement un but exclusif d'intérêt général. A côté de l'intérêt général, peut-être un peu lointain, elles visent avant tout la satisfaction des intérêts privés de leurs membres. Certaines règles nous éclairent encore : à la dissolution de la société, par exemple, l'actif est partagé entre les membres. Il y a donc affectation privée du fonds social, affectation qui ne saurait jamais s'appliquer à de véritables établissements publics. L'article 10 du décret de 1919 enfin, qui n'a jamais été modifié, peut nous permettre d'éclaircir définitivement la situation. Il dispose que les litiges où une société de prévoyance est partie seront

portés devant les tribunaux de droit commun. Si, par tribunaux de droit commun, il faut entendre, comme il est de coutume, les tribunaux de l'ordre judiciaire, il ressort nettement alors qu'à aucun moment, la société de prévoyance ne peut revendiquer la compétence administrative. Elle relève de la compétence judiciaire et, par là, nous apparaît comme un établissement d'utilité publique.

Ajoutons que la jurisprudence paraît bien fixée maintenant en ce sens. La cour d'appel de l'A. O. F., dans son audience du 2 juin 1933, a infirmé un jugement du tribunal de première instance de Kaolack qui avait décliné sa compétence à l'occasion d'un conflit survenu entre la Société du Siné-Saloum et un de ses fournisseurs, le sieur Zogheib. Le tribunal alléguait, dans les motifs du jugement, que la Société de prévoyance étant un établissement public, le contrat passé entre le sieur Zogheib et la société étant un marché de fournitures qui relevait, comme tel, de la juridiction administrative, en l'espèce le Conseil de contentieux. La cour d'appel, au contraire, en a jugé autrement. Elle a estimé que la Société du Siné-Saloum, de par ses buts, les règles de son organisation et l'article 10 du décret de 1919, était plutôt un établissement d'utilité publique et qu'il appartenait, par conséquent aux parties d'aller devant le juge de droit commun.

Les sociétés de prévoyance peuvent donc être considérées comme des établissements d'utilité publique.

Mais à côté de l'intérêt général, elles visent, avons-nous dit, la satisfaction d'intérêts privés plus immédiats. Peut-on alors les assimiler à des sociétés civiles privées ? L'assimilation est délicate sinon impossible. L'article 1832 du

Code civil définit ainsi la société : un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. » Or, il semble bien que dans la société de prévoyance, la volonté des membres de se grouper n'est pas pleinement manifeste. Il suffit d'un petit nombre d'indigènes qui demandent à s'associer pour englober tous les autres indigènes du cercle dans la société. Il est vrai, pourrait-on dire, qu'il y a acceptation tacite du contrat par le fait du paiement de la cotisation. Mais d'autre part, si il y a bien un fonds social après la création, celui-ci n'existe pas à l'origine même. Il n'y a rien de mis en commun au début. Enfin l'intention de réaliser un bénéfice est assez douteuse. Cependant, le fait de vendre les récoltes des adhérents ou de distribuer des secours par exemple, peut être considéré comme un bénéfice réalisé par la société au profit de ses membres, bénéfice qui n'est pas immédiat d'ailleurs et qui n'apparaît pas dans la comptabilité.

En forçant l'interprétation des textes, on peut ainsi, sinon assimiler ces organismes à des sociétés civiles, tout au moins affirmer qu'elles ont quelques points communs entre elles.

On peut même aller un peu plus loin et dire qu'elles participent à certains caractères des sociétés commerciales. Avant le décret du 9 novembre 1933, le caractère commercial était douteux sinon inexistant, mais depuis ce dernier texte, il semble bien que les sociétés de prévoyance soient habilitées à faire des actes de commerce. « Elles peuvent notamment organiser la vente des produits de leurs adhérents » dit l'article 2 du décret de 1933. Il est hors de doute que la vente des produits avec

l'intention de réaliser un bénéfice, qualifie bien l'acte de commerce. Toutefois, le Code de commerce répute commerçants « ceux qui font des actes de commerce et en font leur profession *habituelle* ». Tel n'est pas le cas des sociétés de prévoyance. La révente avec l'intention de réaliser un bénéfice n'est pas leur fonction essentielle. Elles font de temps en temps quelques actes de cette nature, mais non pas d'une façon continue. Mieux encore, une société pour se livrer à ces opérations doit avoir été habilitée spécialement. Si elle n'a pas été autorisée par le gouvernement général, elle ne peut jouir *de plano* de la latitude laissée par le décret de 1933. En l'état actuel des choses il n'est donc pas permis d'assimiler les sociétés de prévoyance à des sociétés commerciales. Néanmoins, il faut reconnaître que, depuis 1933, les sociétés de prévoyance participent plus qu'auparavant aux caractères de sociétés commerciales.

On peut donc arriver à une formule satisfaisante, en disant que les sociétés indigènes de prévoyance sont incontestablement des établissements d'utilité publique, mais participant à divers caractères des sociétés privées, civiles ou commerciales.

Telle est la réglementation actuelle et la nature juridique des sociétés de prévoyance en Afrique Occidentale française. Après plus de 20 ans de tâtonnements, il semble bien que l'on soit arrivé à une formule satisfaisante. Cette formule tient compte de deux considérations différentes. D'abord, celle que les sociétés doivent encore être tenues en tutelle par l'administration. Elles sont encore trop jeunes pour pouvoir prendre une forme plus libérale et longtemps encore, vraisemblablement, l'administration en aura la direction et le contrôle. Telles qu'elles,

elles permettent, en outre, au Gouvernement de les prendre en main et de s'assurer leur entier concours pour la réalisation de ses objectifs. Par là, elles sont avant tout des instruments de mise en valeur.

Si toutefois, le besoin se faisait sentir de modifier leur organisation, les décrets de 1919 et 1933 sont assez souples pour permettre toute modification. Par ailleurs des arrêtés locaux peuvent adapter très bien la législation d'ensemble aux conditions particulières du milieu.

Après avoir dessiné, dans ses grandes lignes, l'organisation administrative et les moyens d'action financiers des sociétés de prévoyance, il nous reste à examiner maintenant le fonctionnement de ces organismes, de leur création à nos jours et dégager ainsi les résultats obtenus.

FONCTIONNEMENT

Lorsqu'on suit les sociétés de prévoyance depuis leur création, en 1910, jusqu'à nos jours, un fait frappe immédiatement l'esprit : leur croissance rapide au Sénégal où presque tous les cercles en sont dotés quelques années après. En revanche, dans les autres colonies, le développement n'a commencé en fait, que ces toutes dernières années. Au Soudan, si l'on excepte la Société de Nara dont l'origine remonte à 1920, l'impulsion ne date guère que de 1930. En Guinée, il faut attendre l'arrêté local du 3 septembre 1932 pour voir naître une organisation d'ensemble. En Côte d'Ivoire, l'arrêté local d'organisation date bien de 1926, mais pour les voir fonctionner il faut attendre 1930-31. Le Dahomey les a organisées il y a trois ans à peine (1932). Quant à la Mauritanie et au Niger, elles sont en nombre infime dans la première de ces colonies et généralisées depuis un an seulement dans la seconde.

Ces sociétés de prévoyance ne diffèrent pas seulement par la date de leur développement, mais encore par leur activité. Alors que celles du Sénégal s'intéressaient avant tout au problème de l'arachide, vital pour cette région, les sociétés des autres colonies répondaient à des buts moins exclusifs : distribution de semences, développement des cultures tropicales dans les colonies côtières, industrialisation de la production, etc.,

Aussi, l'étude de leur fonctionnement nous amène à distinguer :

I. — Les sociétés sénégalaises ou sociétés de l' « Arachide ».

II. — Les sociétés des régions à cultures tropicales ou équatoriales.

III. — Les sociétés des autres colonies de la fédération : Mauritanie, Soudan, Niger.

I

LES SOCIÉTÉS DE L' « ARACHIDE ».

Le point de départ du mouvement au Sénégal, nous l'avons vu, fut la création des deux sociétés de prévoyance des cercles du Baol et du Siné-Saloum dont les arrêtés d'approbation remontent au 8 décembre 1910. L'exemple fut contagieux. Successivement et dans l'espace de quelques mois, plusieurs autres sociétés se constituèrent. Ce furent :

Le 21 décembre 1910 : La Société du Cayor (Tivaouane).

Le 14 mars 1911 : La Société de Louga.

Le 17 mars 1911 : les sociétés de Kédougou et Podor.

Le 31 octobre 1911 : La société de Thiès.

Le 8 décembre 1911 : Les sociétés de Bakel et Matam.

Le 13 février 1912 : La Société de Dagana.

Le 13 juin 1912 : La Société du Niani-Ouli (Tambacounda).

En Casamance, le mouvement sera plus tardif. Nous avons à faire, en effet, dans ces territoires à des popula-

tions (Balantes, Diolas) dont l'esprit de prévoyance est sensiblement plus prononcé que dans les autres régions du Sénégal. L'arachide n'y donnait lieu qu'à un trafic peu important. En revanche, les produits de cueillette : caoutchoux, noix de kolas et surtout le miel, représentaient la majeure partie de l'activité. Aussi, il faut attendre 1921-22 pour voir naître les Sociétés de Bignona, Sedhiou, Kolda, Ziguinchor. Mais, ce qui est caractéristique, c'est qu'elles ont été créées au moment de la crise du caoutchouc et de son remplacement en Casamance par l'arachide. Ceci nous confirme donc une fois de plus que les sociétés sénégalaises ont été fonction de l'arachide.

Quoiqu'il en soit, leur nombre s'élève à l'heure actuelle à 15. Ce sont :

1° La société de prévoyance du Siné-Saloum (siège : Kaolack).

2° La société de prévoyance Baol (siège : Diourbel).

3° La société de prévoyance de Thiès.

4° La société de prévoyance de Louga.

5° La société du Djollof (siège : Linguere).

6° La société de prévoyance de Kédougou.

7° La société de prévoyance du Niani-Ouli (siège : Tambacounda).

8° La société de prévoyance du Bas-Sénégal (siège : Saint-Louis).

9° La société de prévoyance de Matam.

10° La société de prévoyance de Podor.

11° La société de prévoyance de Bakel.

12° La société de prévoyance de Ziguinchor.

13° La société de prévoyance de Bignona.

14° La société de prévoyance de Sedhiou.

15° La société de prévoyance de Kolda.

A peu près tous les cercles de la colonie sont donc pourvus à l'heure actuelle de leur société de prévoyance et leur développement en nombre se trouve ainsi fixé.

L'évolution de ces sociétés, depuis 1910, a d'ailleurs passé par deux phases bien différentes. Dans une première période allant de 1910 à 1931 environ, les sociétés en dépit de reculs momentanés dus à des crises passagères, des famines, des épidémies, suivent une marche ascendante et leurs actifs s'accroissent régulièrement. Mais, depuis 1932, une ère nouvelle, le mot n'est pas trop fort, s'ouvre pour elles. Le grand emprunt de 1929 leur permet de détenir la presque totalité des semences nécessaires à la colonie pour assurer la campagne et la faculté de vendre les graines de leurs adhérents, consacrée par le décret de 1933, les amène vers le type de coopératives de vente. Aussi, plus que jamais peut-on dire que les Sociétés de Prévoyance du Sénégal sont intégrées dans le plan de production de cette Colonie et sont entièrement au service de l'Administration qui, grâce à elles, compte intervenir vigoureusement dans l'orientation économique du pays.

Pour bien comprendre leur rôle, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur la place de cette colonie dans l'économie Africaine, sur ce qu'elle représente effectivement. En d'autres termes sur le problème agricole sénégalais.

On a dit et répété que le Sénégal représente exactement le type du pays monoproduiteur, en ce sens que ses terres ne produisent presque exclusivement que de l'arachide. Cette appréciation est exacte dans l'ensemble, quoique, en réalité, à côté de cette culture essentielle, le riz, le maïs, le manioc, le sisal et le ricin aient une cer-

taine importance. Mais on a coutume de réserver à ce terme de monoproduction un sens péjoratif. Pourtant, il faut se rendre à l'évidence : l'arachide est et restera probablement encore longtemps la culture de base du Sénégal. Le pays est en effet tout spécialement désigné pour ce produit : terres légères, excellence de ses grains dont la coque est plus riche en huile que celles de Coromandel, frais d'évacuation sensiblement moins élevés que dans maints autres pays producteurs. Incontestablement, comme on l'a dit, le Sénégal est fait pour l'arachide; il bénéficie à cet égard d'une « rente de production ». Dès lors, pourquoi vouloir réduire cette production et se lancer dans d'autres cultures industrielles dont les essais risquent d'être toujours aléatoires. Les cultures vivrières ? Il suffit de leur assigner la place qui leur revient : l'alimentation du cultivateur sénégalais. Le Sénégal serait-il même déficient à ce point de vue, le Soudan, à ses portes, serait là pour lui fournir des vivres comme il lui fournit déjà sa main-d'œuvre. A cela, on nous objectera sûrement la surproduction qui existe sur les marchés et la baisse catastrophique des cours. A quoi nous pourrions répondre, d'abord, que dans la production mondiale de l'arachide, le Sénégal n'intervient que pour 9 %. Il y a donc une certaine marge, et, la production Sénégalaise peut être augmentée sans crainte d'écraser encore le cours du marché mondial. Nous ajouterons ensuite que, si l'on tient pour illusoire un relèvement des prix de l'arachide au niveau de ceux de 1928-29, il ne reste qu'une chose à faire : compenser la diminution des prix par une augmentation du tonnage exporté.

Il est vrai qu'une telle mesure se heurterait à certains obstacles : le manque de terres disponibles par suite des

jachères et l'impossibilité de faire produire davantage à chaque cultivateur individuellement en raison des moyens précaires dont il dispose. On avait calculé par exemple, que pour obtenir un tonnage à l'exportation de 400.000 tonnes environ, le Sénégal devait produire environ 600.000 tonnes. La différence était absorbée par les semences, les besoins des huileries locales, la consommation des indigènes et une forte portion perdue par suite des dégâts : maladies de la plante, ravages des insectes. Si l'on ajoute qu'il y a environ 400.000 cultivateurs au Sénégal et que le rendement est d'environ 600 tonnes à l'hectare, pour obtenir une production brute de 600.000 tonnes, chaque cultivateur devait donc cultiver 2 hectares par an. Comme, par ailleurs, il devait assurer sa subsistance, il fallait qu'il réserve 1 hectare au moins pour ses cultures vivrières. Au total, l'indigène devait donc cultiver 3 hectares par an. Cette proportion semblait le maximum à atteindre et le chiffre de 600.000 tonnes fut considéré comme le plafond de la production Sénégalaise.

Un premier ordre de problème se posait donc. Il fallait agir sur la technique de la culture de l'arachide par la sélection, la conservation et la distribution des semences. Il fallait, en outre, rappeler à la vie des terres nouvelles, introduire un matériel agricole moderne. Il fallait enfin, et parallèlement à l'effort concernant l'arachide, développer d'autres cultures et particulièrement des cultures vivrières afin de faire vivre l'indigène et assurer à la Colonie une gamme de produits variés.

Telles étaient les mesures qui s'imposaient en ce qui concerne la technique de la culture. Mais un autre ordre de problème se posait concernant cette fois la technique

commerciale. A quoi bon produire davantage, si cette production devait être laissée pour compte aux cultivateurs en raison de ses prix trop élevés ? Il fallait, comme le disait M. le Gouverneur Général Brevié à l'ouverture de la session du Conseil de Gouvernement du 1^{er} décembre 1930, arriver à ce résultat : « tout en dépensant moins, produire davantage et avoir un produit meilleur. » Et il répétait devant cette même Assemblée à la session de 1934 : « Nous n'avons plus qu'un recours possible : poursuivre la valorisation du produit par la normalisation de toutes les opérations auxquelles il donne lieu dans la Colonie et par la suppression de tous les frais parasites qui l'alourdissent sur le marché mondial. » Et parmi ces frais parasites le Gouverneur Général voyait surtout : les frais généraux relatifs à l'achat et à l'emmagasiner de la graine, les avances d'intermédiaires onéreux et parfois peu sûrs, l'obligation d'aller chercher la graine par matériel automobile dans des postes lointains. La suppression de tels inconvénients devait résulter d'une organisation coopérative de vente, organisation coopérative aux mains des Sociétés de Prévoyance.

Ces réformes ne seront amorcées qu'en 1932. Avant cette date, les Sociétés de Prévoyance se sont surtout préoccupées d'agir sur la technique de la culture de l'arachide et des cultures vivrières. Par ailleurs elles poursuivaient la satisfaction d'autres buts pour lesquels elles avaient été créées : distributions de secours aux victimes de sinistres, travaux d'intérêt général agricole, etc....

Comme nous venons de le voir, le problème de l'arachide restait et reste encore au premier plan des préoc-

cupations du Gouvernement. De ce fait, cet oléagineux et sa conséquence, la culture de subsistance, sont les objets les plus importants réclamant l'activité majeure des Sociétés de Prévoyance. C'est ce que nous pouvons appeler leur fonction « Graines ».

A côté de cette tâche essentielle, les Sociétés de Prévoyance du Sénégal ont fait des efforts méritoires pour développer d'autres cultures industrielles : le coton, le sisal, ricin, sésame, etc. Il n'y a donc pas eu d'effort obstinément orientés dans une seule voie, mais des initiatives, des recherches et des réalisations ont été prises, poursuivies, et effectuées. Mais une telle politique nécessitait de puissants leviers. Pour développer la production à un degré convenable, il fallait que, parallèlement, les sociétés Sénégalaises mettent en œuvre divers moyens, il fallait :

1° Qu'elles aient une politique de l'eau. Effectivement elles ont fait forer de nombreux puits.

2° Qu'elles aient une politique de la culture attelée, c'est-à-dire qu'elles répandent de plus en plus l'emploi des instruments mécaniques de culture.

3° Qu'elles vulgarisent les procédés agricoles modernes. C'est là de la vulgarisation agricole proprement dite dont l'intérêt ne leur a pas échappé.

4° Qu'elles aient une politique des transports. Il fallait qu'elles améliorent les moyens de transport et de communication, et cela plus particulièrement à l'intérieur du pays.

Comme tâches accessoires à ce thème principal, nous pouvons observer que les Sociétés de Prévoyance se sont occupé aussi du reboisement, du développement des arbres fruitiers, de l'amélioration du cheptel. Leur ini-

tiative s'est exercée aussi quelquefois dans le domaine proprement social et certaines se sont préoccupé d'améliorer l'hygiène et la santé de l'indigène.

Ainsi se présente le cadre sommaire dans lequel ont agi les Sociétés de Prévoyance, cadre défini et tracé par les directives gouvernementales, et action étroitement intégrée donc dans le plan Sénégalais de mise en valeur.

L'examen de leur activité essentielle, concernant l'arachide et les cultures vivrières, s'impose donc d'abord à notre attention.

A. La Fonction « Graines ».

C'est la tâche urgente qui s'imposait aux Sociétés de Prévoyance. D'abord parce que le mécanisme des prêts de semences augmentait leur capital en leur procurant à côté des cotisations, des ressources substantielles; ensuite parce que le problème des semences était d'un intérêt vital pour le Sénégal.

A) L'arachide : l'indigène, au moment de la création des Sociétés de Prévoyance n'avait pas toujours des graines en quantité suffisante pour assurer ses ensemencements. Il n'en avait pas assez parce qu'à l'époque des récoltes, voulant obtenir à tout prix de l'argent, il cédait tout son avoir au commerce local et négligeait de constituer des réserves ou n'en constituait que d'insuffisantes. Au moment des semailles, il était alors obligé d'emprunter des graines au commerce local. Ce dernier lui en procurait, mais à des taux d'intérêts souvent exorbitants atteignant parfois 200 ou 300 %. En outre, les graines ainsi prêtées n'étaient généralement pas selec-

tionnées. De qualité médiocre, elles ne pouvaient conduire qu'à des récoltes de qualité médiocre.

Nous avons vu que c'est ce besoin de semences qui a été à l'origine de la création de la Société du Siné-Saloum. Il paraissait donc nécessaire : 1° de constituer des stocks de graines d'arachides pour les futurs ensemençements; 2° de sélectionner les graines ayant une telle destination.

La première fonction avait été assumée par les greniers de réserve. Après la création des Sociétés de Prévoyance, elle continua à être ainsi assumée mais concurremment avec celles-ci. En tout cas les greniers de réserve ne présentaient pas toutes les garanties désirables. Outre qu'en certaines régions de telles institutions étaient mal vues des indigènes, le contrôle des réserves s'avérait difficile et les chefs de greniers n'apportaient pas toujours toute la conscience morale et tous les soins que nécessitait une telle fonction. La Société de Prévoyance, avec le contrôle incessant de l'Administration, était incontestablement toute indiquée pour remplir ce rôle. Néanmoins, Sociétés de Prévoyance et greniers de réserve coexistèrent. Mais il arriva que certaines années ces derniers n'assumèrent pas leur fonction et qu'ils ne se remplirent pas de graines aux époques voulues. Les Sociétés de Prévoyance achetèrent alors, avec l'appui du Gouvernement, des graines au commerce local et les distribuèrent aux indigènes. C'était le mécanisme du prêt de semences qui devait apparaître par la suite comme une des opérations essentielles des Sociétés. La Société du Siné-Saloum fut, nous l'avons vu, la première à développer ce genre d'activité. En 1911, elle avançait à ses membres 317 tonnes 205 de graines d'arachides; en 1916,

ces prêts s'élevaient à 3.473 tonnes; à 2.142 tonnes en 1921; 3.157 tonnes en 1922; 4.852 tonnes en 1927 et 6.325 tonnes en 1929. Toutes les autres Sociétés du Sénégal s'étaient d'ailleurs orientées vers les prêts de semences. Dans le bilan de celle de Diourbel, au 31 décembre 1931, les graines prêtées représentent 778.327 fr. 52. Elles figurent à la même date pour 753.580 fr. 80 dans celui de la Société de Tivaouane et pour 387.379 fr. 80 dans celui de Thiès. Les Sociétés de Casamance, elles-mêmes, qui n'étaient pas situées dans des régions de grandes culture de l'arachide, se mirent à distribuer des graines. En 1927, par exemple, la Société de Sedhiou a avancé 455 tonnes 916 de graines à ses adhérents.

Bref, on calculait qu'en 1929 les prêts de semences d'arachides, consentis par les Sociétés de Prévoyance aux cultivateurs sénégalais s'élevaient dans l'ensemble à 13.500 tonnes.

En valorisant ces graines à 1 franc le kilo, ainsi que le prescrivit le Gouvernement Général en 1923 afin de pouvoir estimer les stocks, les prêts de graines intervenaient donc pour 13.500.000 francs dans l'actif global des Sociétés du Sénégal en 1929.

En 1930 les distributions atteignirent 14.000 tonnes et 18.000 tonnes en 1931 représentant donc 18.000.000 de francs.

L'accumulation des graines remboursées, majorées de la bonification statutaire, nécessita rapidement la création de magasins, seccos et hangars. Les magasins construits l'ont été la plupart du temps à ciel ouvert. Il n'y avait aucun danger à cela puisque les semences n'étaient stockées que pendant la saison sèche et redistribuées au début de l'hivernage. Cependant, comme les Sociétés

étaient appelées à avoir aussi des stocks permanents, il devint indispensable de construire des entrepôts rigoureusement clos, où les graines fussent mises à l'abri des intempéries et des dégâts des insectes. Aussi, dès 1916, la Société du Siné-Saloum fit construire de solides greniers en béton armé et des magasins. En 1921, elle transformait l'ancienne résidence de Nioro en magasins à graines et portait le nombre de ceux-ci à 28. D'autres sociétés s'étaient d'ailleurs engagées dans la même voie, en particulier Tambacounda, Thiès, Diourbel, Matam, Kolda, Bigogna. Les chiffres, figurant dans les bilans ne donnent qu'une idée fausse de la valeur de ces diverses constructions, car, dans un but de simplification elles sont généralement sous-estimées. Le nombre des constructions nouvellement édifiées est beaucoup plus significatif. En 1926, 19 magasins nouveaux s'ajoutent aux constructions existantes. En 1929, on pouvait évaluer à 109 le nombre des magasins dont 23 en maçonnerie avec couverture en tôle. Dans la seule année 1932, 51 seccos et 19 magasins seront édifiés ou agrandis et 416.850 francs seront consacrés à la construction, et 67.820 francs à des travaux de réparation. La Société de Kaolack, cette année-là, a fait construire à elle seule 1 magasin et 21 seccos. En 1933 la progression a continué : 48 nouveaux seccos ont été construits représentant une dépense de 263.044 fr. 33, et 38.744 fr. 26 ont été consacrés à des travaux de réparation.

Les Sociétés de Prévoyance Sénégalaises se trouvent donc en possession, à l'heure actuelle, de très nombreux bâtiments de stockage.

Toutefois, il ne suffit pas d'emmagasiner des graines, même en quantité considérable, encore faut-il que les

récupérations et distributions aient lieu en une qualité de graines irréprochables, évitant la dégénérescence de la plante et donnant des rendements intéressants.

Dans ces conditions la question de la sélection des semences se posa très tôt. A l'origine déjà les graines emmagasinées dans les greniers de réserve ou les seccos des sociétés, au début de l'hivernage, étaient assez soigneusement triées. Mais à partir de 1923 l'Administration, par l'intermédiaire des Sociétés, décida de baser la sélection sur d'autres principes : non plus la sélection des graines triées, mais le perfectionnement de la variété locale. En d'autres termes, il ne suffisait pas d'avoir des graines germant toutes et donnant naissance à une plante, mais les graines donnant naissance à des plantes dont le rendement en graines serait supérieur.

Pour aboutir à cette sélection scientifique, l'Administration usa de deux moyens :

1° La sélection par isolement des lignées : Cette opération devait être faite dans une station expérimentale où travaillerait un personnel idoine. C'est ainsi que naquit — en même temps que les stations de La Me et de Pobe en Côte d'Ivoire et au Dahomey pour le palmier à huile — la Station Expérimentale de Bambey pour la sélection de l'arachide. Le but principal de cet établissement était de rechercher les meilleures espèces d'arachides adaptées aux différents sols et climats. Il fut décidé, en outre, que les Sociétés de Prvoyance distribueraient chaque année aux cultivateurs un certain nombre de tonnes de graines provenant de la Station. Ainsi, on avait de grandes chances d'éviter la dégénérescence de la plante comme cela s'était produit pour le palmier au Dahomey.

2° Parallèlement, les Sociétés de Prévoyance devaient opérer une sélection au premier degré en partant de cultures hétérogènes. Cela supposait un certain nombre d'opérations.

a) Un travail de sélection sur le terrain. Les Sociétés étudient la plante pendant toute la période de végétation et sur des champs différents.

b) Elles achètent ensuite la production des champs ayant retenu l'attention et en assurent la récolte, le triage et la conservation.

c) Dans les champs d'essai qu'elles possèdent, les Sociétés de Prévoyance ensemencent à l'aide des graines qui ont ainsi retenu l'attention.

La distribution des semences s'effectuera alors à l'aide des graines provenant, ou de la Station de Bambey, ou des cultures indigènes, soigneusement triées lors de la réception,¹ ou des champs d'essai de la Société.

La sélection s'opérait ainsi par trois moyens différents. Ainsi, la politique des Sociétés de Prévoyance, à partir de 1924, s'inspirait surtout de cette considération : ne plus servir seulement de caisses d'avances, mais agir à la façon de véritables coopératives agricoles qui essaient d'améliorer la production. On peut dire que, depuis cette date, ces organismes se sont efforcés de distribuer autant que possible des semences de choix à leurs adhérents.

Les prêts avaient ainsi pris une importance très grande dans le pays. En 1932, on pouvait évaluer les stocks récupérés par les Sociétés de Prévoyance sur les prêts de 1931, à 17.311 tonnes 307. Par ailleurs, les

1. Pendant la traite 1925-26 les Sociétés de Prévoyance ont mis des cribles à la disposition des adhérents pour le triage des graines : 415 dans le Siné-Saloum, 77 à Thiès, 50 dans le Cayor, 40 environ à Louga.

Sociétés avaient acquis par achat au comptant au commerce local, 117 tonnes 541. En janvier 1932, selon le Lieutenant-Gouverneur du Sénégal, les Sociétés disposaient de 18.070 tonnes. Les greniers de réserve qu'on avait organisés un peu partout sur les conseils du commerce, ne possédaient en tout et pour tout que de 7.560 tonnes.

C'est alors qu'éclata la crise des semences. La récolte subit en 1931 un fléchissement notable : de 500.000 tonnes en 1930, elle passa à 200.000 tonnes environ. Avec un tel déficit, l'extension des cultures et même les ensemencements se trouvaient compromis puisqu'il faut déjà 50.000 tonnes de graines environ pour les semences annuelles.

Le gouvernement local, soutenu par le Gouverneur Général, prit alors une mesure énergique. Comme les Sociétés avaient des stocks insuffisants (18.000 tonnes), il garantit l'achat au commerce local par les Sociétés de 20.477 tonnes de semences. Les fonds nécessaires à une telle opération provenaient du reliquat de l'emprunt mis par la Métropole à la disposition de l'A. O. F. Le mécanisme était le suivant : les commerçants tiraient des traites sur la Colonie du Sénégal et le Gouvernement Général, et ceux-ci acceptaient d'avaliser ces effets qui arrivaient à échéance à partir du 1^{er} janvier 1933. Les Sociétés devaient rembourser au Gouvernement les sommes ainsi empruntées productives d'un intérêt de 5,30 % en 50 annuités s'élevant chacune à 1.700.000 francs environ. A l'échéance, et pour leur permettre de se libérer, les sociétés avaient la latitude de réaliser les bonifications des 38.000 tonnes avancées aux indigènes. Comme ces bonifications représentaient 25 % du tonnage prêté,

c'était donc près de 9.500 tonnes qu'elles pouvaient jeter annuellement sur le marché. Les Sociétés de Prévoyance ont usé de cette latitude et, en 1933, les ventes d'excédents ont porté sur 8.681 tonnes représentant 3 millions 835.954 fr. 87.

En 1932, les Sociétés disposaient donc d'une masse de manœuvre de 38.200 tonnes d'arachides environ. C'était la presque totalité des semences nécessaires à une campagne. Ce stock s'est d'ailleurs accru les années suivantes. En 1933, il a été porté à 41.736 tonnes et à 45.379 tonnes en 1934. Le problème délicat des semences était donc résolu.

Mais en même temps, le rôle des Sociétés de Prévoyance avait singulièrement grandi. Désormais la culture de l'arachide au Sénégal dépendait presque uniquement d'elles. Seules, elles répartissaient, et avec une très grande rapidité¹ entre villages et familles, la quasi totalité des graines nécessaires à une campagne. Le commerce local n'était plus seul ainsi à assumer la responsabilité d'une de ses opérations traditionnelles. Il ne faut pas sous-estimer l'importance d'une telle mesure. L'initiative de l'Administration a probablement sauvé le Sénégal de la ruine au moment où celui-ci était devenu un champ clos, où s'exerçait la déplorable activité spéculatrice d'un puissant trust étranger.

Mais dès lors qu'on accordait aux Sociétés de Prévoyance le droit de vendre une partie de leurs bonifications, une question se posait. Ces organismes ne devaient-ils pas, et n'allaient-ils pas se transformer en

1. La distribution lors des dernières campagnes fut effectuée en 45 jours grâce aux moyens de transport automobiles des Sociétés de Prévoyance.

coopératives de vente ? La vente des bonifications des prêts, n'allait-elle pas entraîner le pouvoir pour les Sociétés de vendre les récoltes elles-mêmes de leurs adhérents ? et par là le Gouvernement n'avait-il pas là un moyen pour intervenir dans la traite ? C'était en un mot leur transformation en coopératives de vente qui se posait.

Logiquement une telle évolution devait se produire. Déjà le 7 juillet 1932, le Lieutenant-Gouverneur du Sénégal, dans son discours d'ouverture de la session du Conseil Colonial, la laissait entrevoir. « N'est-on pas conduit à penser, disait-il que les ventes auxquelles ils (ces organismes, les Sociétés de Prévoyance) procèderont, dirigées et contrôlées par l'autorité administrative, finiront par exercer une influence régulatrice sur le marché intérieur et que l'exemple répété d'une opération de cette nature, contribuera sérieusement à éduquer l'indigène dans le sens de la sauvegarde de ses intérêts de producteur ? Partant de là, ne voit-on pas, dans un temps peut-être assez proche, les sociétés de prévoyance débordant du cadre assigné à leur activité originelle, prendre la forme de coopératives de vente ? »¹

C'est en effet ce qui est arrivé et le décret du 9 novembre 1933 a accordé aux Sociétés de Prévoyance le droit de vendre les récoltes de leurs adhérents. De par une telle réforme, ces organismes débordaient, en effet, du cadre qui leur avait été primitivement assigné. Ils devenaient des coopératives de vente, mais des coopératives aux mains du Gouvernement Général de l'A. O. F. puisque ce sont essentiellement, de par leur organisa-

1. *Journal Officiel du Sénégal*, 1932, page 524,

tion, des organes administratifs. Le Gouvernement Général manifestait ainsi ouvertement son intention d'intervenir vigoureusement dans la vie économique.

Une innovation d'une telle importance a soulevé une émotion très vive dans certains milieux commerciaux. Les Chambres de Commerce de la Colonie et divers groupements ont protesté auprès du Gouvernement Général. L'Union Coloniale s'est faite l'écho de ces reproches et sa Section de l'A. O. F. a condamné à plusieurs reprises l'expérience que tentait l'Administration en Afrique Occidentale Française.

Essayons d'exposer, le plus impartialement possible, les arguments des uns et des autres dans ce conflit.

Les griefs, formulés par le commerce local, visent surtout la latitude donnée aux Sociétés de Prévoyance de vendre les récoltes de leurs adhérents et le bénéfice de l'expropriation qui leur a été accordé afin qu'elles puissent posséder les immeubles nécessaires à leur fonctionnement. Mais, au delà de ces critiques précises, certains sont allés jusqu'à attaquer l'institution des Sociétés de Prévoyance en elle-même et lui dénier toute utilité.

Tous ces reproches découlent d'ailleurs d'une même idée : l'Administration obéissant à une mystique préconçue, à savoir que le Commerce réalise des bénéfices injustifiés sur le dos des indigènes, se livrerait à une expérience étatiste funeste, et pour les commerçants, et pour la Colonie elle-même.

Pour les commerçants d'abord. L'administration chercherait à les évincer du marché Sénégalais en imposant ses prix et en obligeant les indigènes, pour vendre leurs récoltes, à passer par l'intermédiaire des Sociétés de Prévoyance. Le commerce, éliminé déjà du mécanisme

des prêts de semences aux cultivateurs, se verrait obligé d'acheter aux Sociétés de Prévoyance, à des prix supérieurs à ceux pratiqués couramment, déterminés par la libre concurrence. Ses bénéfices, déjà restreints, deviendraient inexistants. Par contre, les bénéfices apparents réalisés par la vente confiée aux Sociétés, ne profiteraient pas en définitive aux indigènes, ceux-ci étant obligés de ristourner 25 % sur les prêts qui leur sont consentis afin de faire face aux charges et aux frais d'administration très élevés. Le bénéfice de l'indigène se convertirait donc en un impôt supplémentaire.

Bien mieux, disent les adversaires de la réforme, le commerce local, déjà obligé d'acheter aux sociétés de prévoyance, disparaîtrait inévitablement au bout de quelques années par suite de l'étatisme envahissant que de tels organismes portent en germe en eux-mêmes; il serait en outre obligé de répartir les pertes, réalisées inévitablement dans les achats d'arachides, sur les diverses marchandises qu'il vend en même temps aux indigènes, en élevant le prix de celles-ci. La logique conduirait alors l'Administration à s'approprier aussi le monopole de la vente des marchandises. Qui sait même si elle s'arrêterait là ? Ne confierait-elle pas aux Sociétés de Prévoyance d'autres opérations ? et par exemple, n'instaurerait-elle pas le fonctionnement, à titre d'essais, de certaines Sociétés sur le circuit complet jusques et y compris la vente C. A. F., c'est-à-dire en fin de compte, la vente directe sur le marché métropolitain au moyen de la mise aux enchères, C. A. F. port Français, accompagnée d'une entente forfaitaire avec une société d'affrètement ?

Dès lors, ce serait la disparition inévitable du Com-

merce Sénégalais et la ruine d'une quantité de gens à qui une certaine partie de la prospérité de la Colonie est due.

Une telle expérience conduirait d'ailleurs le Sénégal à la faillite. L'Administration n'a aucune capacité et aucune expérience pour se charger d'opérations commerciales. Le Commerce, par contre, a une expérience centenaire qui lui permet, par le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande, de payer à l'indigène, les prix les plus avantageux. D'autre part, les bénéfices apparents provenant de quelques ventes réalisées par les sociétés de prévoyance seraient largement compensés par les frais énormes engendrés par le fonctionnement de ces organismes. A ces frais énormes s'ajouteraient inévitablement des impôts plus lourds qu'aurait à payer l'indigène par suite de la disparition du commerce local, supportant à lui seul, à l'heure actuelle, la presque totalité des charges de la Colonie.

« Nous pouvons donc affirmer sans crainte de nous tromper, s'écriait M. Carrière, président de la Chambre de Commerce de Rufisque, dans une allocution qu'il prononça devant sa Compagnie dans les derniers jours de 1934, que le cultivateur ne peut tirer aucun bénéfice de ses ventes aux Sociétés de Prévoyance, mais qu'au contraire sa vie sera diminuée et rendue plus misérable, ce qui l'incitera à l'exode vers les colonies étrangères et consacrera aussi la ruine définitive de ce pays et la faillite de la Colonisation Française. »

Telles sont les critiques adressées par le commerce local à la nouvelle organisation.

Le gouverneur général et le lieutenant-gouverneur du Sénégal n'ont pas manqué, en présence d'une telle

émotion, d'exposer et de préciser leur point de vue sur ce sujet. Tout d'abord, M. le gouverneur général Brevié explique en quoi consiste la vente des graines. « De quoi s'agit-il en somme ? De permettre aux cultivateurs qui en font la demande, et à ceux-là seuls, de faire vendre leurs graines aux prix du demi-gros par les sociétés de prévoyance, habilitées par le décret de 9 novembre 1933, à procéder auprès du commerce local à des mises en adjudication ¹. » Et de préciser ensuite que l'organisation nouvelle n'aura aucun caractère obligatoire : « Seuls seront admis à en bénéficier ceux qui en auront fait la demande ». On autorisera d'abord quelques Sociétés, parmi les mieux gérées, et ce n'est que si les essais réussissent que l'expérience pourra être généralisée. Mais même dans ce cas le commerce aura sa place toute trouvée dans la nouvelle organisation. Les Sociétés feront appel aux compétences locales, l'Administration se gardant d'intervenir dans leur fonctionnement et n'exerçant que de loin son haut pouvoir de contrôle administratif et politique indiscutable. Avantages indéniables pour les uns et pour les autres. Pour les commerçants en leur permettant d'alléger tous leurs frais généraux afférents à l'achat et l'emmagasiner de la graine, la « suppression d'intermédiaires onéreux et parfois peu sûrs, et des avances qu'il doit leur consentir, enfin la libération de cette lourde sujétion de recourir à des achats de matériel automobile pour aller quérir la graine dans les postes lointains. »

Pour l'indigène, les avantages ne seront pas moins évidents. Il aura une garantie contre la spéculation désordonnée qui règne au moment de la récolte et qui, toujours selon les paroles de M. le gouverneur général

1. Discours d'ouverture de la session du Conseil de Gouvernement (*Journal officiel de l'A. O. F.*, 8 décembre 1934).

Brevié, a « pour conséquence d'augmenter la valeur de la graine dès qu'elle cesse d'appartenir à celui qui la produit ». Il recevra, contre remise de sa marchandise, un reçu négociable dont la valeur sera calculée exactement sur les cours cotés en France au jour de la vente. « Il ne sera plus astreint à jeter sa récolte sur le marché dans les deux mois qui suivent l'ouverture de la traite ».

Rien par ailleurs, d'après le chef de la Fédération, ne permet d'affirmer que le commerce sera évincé du marché. Il lui sera toujours loisible de se porter acquéreur au moment des adjudications pour les quantités qu'il voudra. Par contre, une telle organisation permettra au gouvernement de prolonger la période de traite, le temps qu'il faudra, d'intervenir comme régulateur dans les échanges, et d'adapter le commerce local aux besoins des marchés extérieurs. Ainsi pourra cesser cette spéculation démoralisante, profitant d'ailleurs uniquement à certaines puissances financières étrangères, et qui risquerait de conduire le Sénégal à la ruine par l'abstention des cultivateurs.

Et en terminant le Gouverneur Général se défend d'avoir obéi à une « mystique étatiste ». Il ne voit dans cette nouvelle réglementation, qu'un aspect de l'organisation rationnelle de la production qu'il entend mener à bonne fin. Et de rappeler que, si on avait dû taxer d'étatiste son administration, il aurait fallu le faire en 1930 et 1931, lorsqu'il consentit des mesures de soutien et de sacrifice pour parer aux conséquences de la crise bancaire; en 1932, quand il est venu au secours de la production Sénégalaise en garantissant l'achat au commerce par les Sociétés de Prévoyance de 20.000 tonnes de semences : coût 29 millions. « Je n'ai encore perçu aucune

protestation à cet égard... Etatisme encore que les primes à la production, qui s'en est plaint ? »

Il fait remarquer encore qu'en prenant, d'accord avec le Département, le décret de 1933, il n'a fait qu'obéir aux prescriptions de la loi du 6 août 1933 qui instituait une taxe à l'importation des corps gras étrangers en France, et en ristournait le profit à l'Afrique Occidentale Française. Le Parlement, en accordant de tels avantages financiers à la Colonie, a entendu fixer l'emploi de ces fonds. Cette même loi du 7 août 1933 disposait que les fonds ainsi mis à la disposition de l'A. O. F. « profitassent aux Sociétés de Prévoyance et organisations similaires et d'une manière générale, *au financement de toute mesure susceptible d'améliorer la production et de bénéficier directement au producteur local* ».

Le Gouverneur Général clôt alors son argumentation en invoquant l'exemple des pays étrangers :

« Et d'autre part, au nom de quel principe refuserions-nous au paysan africain le droit si légitime, si naturel qu'il sollicite de confier à des organismes coopératifs la vente de ses récoltes, alors surtout que la mutualité agricole a fait partout ses preuves, qu'elle a pris une extension remarquable, particulièrement en Afrique du Nord, au Congo Belge et tout récemment dans le Gold Coast britannique où plus de deux cents sociétés vendent directement les produits de leurs adhérents ? Assurément pas de la constatation faite récemment, que les ventes effectuées par les Sociétés de Prévoyance ont permis au producteur indigène de récupérer 100 francs de plus par tonne que par les procédés jusqu'ici pratiqués. »

Tels sont donc les arguments invoqués des deux côtés. Qu'en conclure ?

Il semble bien, en tout cas, que des apaisements aient été donnés au commerce local et le Lieutenant-Gouverneur du Sénégal, M. Beurnier, disait à la séance d'ouverture de la scssion du Conseil Colonial, le 10 janvier 1935, que l'Administration ne cherchait nullement à stocker tout ou partie des récoltes et à imposer des prix, et que, le voudrait-elle, elle « n'aurait ni les moyens légaux ni les moyens matériels pour les réaliser. »

Le fait d'ailleurs que le système du décret de 1933 n'a pas un caractère universel ni obligatoire, doit déjà rassurer bien des craintes. En ce qui concerne enfin le droit d'expropriation qui peut fonctionner au profit des Sociétés de Prévoyance, le Gouverneur Général a précisé et promis : « Qu'en aucun cas il ne sera porté atteinte à des intérêts commerciaux légitimes. »

Il est évidemment trop tôt encore pour juger une telle entreprise.

Au début de la dernière traite, la Société de Prévoyance de Siné-Saloum, la seule qui à notre connaissance, ait déjà organisé la vente des récoltes de ses adhérents, a cédé 200 tonnes d'arachides à des cours avoisinants 57 fr. 60 et 58 francs. Ce sont des prix certes intéressants, mais sur lesquels il faudra encore d'autres vérifications pour en tirer des conclusions définitives.

Quoi qu'il en soit, le rôle joué par les sociétés de prévoyance dans le problème de l'arachide a été vital pour le Sénégal. Nous avons assisté à l'évolution profonde des organismes étudiés, qui, simples caisses de secours au début, sont devenues à l'heure actuelle coopératives de vente. Ainsi qu'on l'a dit, elles ont été « l'âme du succès du plan quinquennal ».

C. Les graines vivrières : Le problème de l'arachide

n'a pas été la seule préoccupation des Sociétés de Prévoyance. Elles se sont intéressées aussi comme nous l'avons vu, au développement des cultures vivrières. Une économie bien comprise nécessitait, à côté des champs d'arachides, des cultures de plantes alimentaires afin d'assurer la subsistance des travailleurs. Il ne fallait plus compter exclusivement sur la vieille association Sénégal-Niger, le second fournissant ses ressources alimentaires au premier, comme il lui fournissait déjà sa main-d'œuvre. Le Sénégal devait s'organiser en une « autocratie vivrière ». Telles ont été dans leurs grandes lignes, les idées du plan Sénégalais de la production, qui ont préparé leurs voies aux Sociétés de Prévoyance. Deux considérations ont guidé ces dernières : fournir des vivres aux indigènes lorsque le besoin s'en faisait sentir, et développer à côté les plantations de mil, maïs, manioc, etc., afin d'assurer des ressources vivrières à la Colonie. Dès 1920 la Société du Siné-Saloum constituait des réserves de mil et celle de Diourbel distribuait des vivres à ses adhérents. La Société du Cayor faisait des essais de cultures de la pomme de terre. Celle de Thiès distribuait 100 tonnes de mil à ses adhérents, introduisait la culture de la pomme de terre dans la région des Niayes entre Dakar et Saint-Louis, et tentait des essais de cultures maraîchères. Dès 1924, le mil était sélectionné comme l'arachide à la Station de Bambey qui en approvisionnait les Sociétés de Prévoyance. Par ailleurs, on essayait de développer dans le pays la culture du manioc, plante de très grande valeur alimentaire, qui peut, en outre, caractéristique appréciable, rester trois ans en terre en parfait état de conservation.

Les sociétés de Louga et Thiès fournissaient, en 1927,

respectivement 41 et 40.000 boutures de ces tubercules à leurs adhérents. A Dagana, un champ d'une étendue de 900 mètres carrés, était planté en majeure partie en manioc dans le but de fournir des semences de choix. En 1931, les Sociétés procédaient à d'importants achats de riz pour pourvoir à l'alimentation d'une partie de leurs sociétaires. Mais dès 1932 ces prêts devenaient plus rares en raison de l'excellente situation de la Colonie. Seules les Sociétés de Lynguer et de Kaolack distribuèrent des semences à leurs adhérents. La première répartit 250 tonnes de mil provenant soit d'achats à d'autres Sociétés de Prévoyance, soit de récupération de prêts antérieurs; la deuxième 60 tonnes de mil seulement. Un nouvel effort était alors tenté pour le développement du manioc et l'introduction de cultures nouvelles d'appoint. En 1930 on calculait que les Sociétés de Prévoyance du Sénégal avaient distribué plus de 1.200.000 boutures de manioc. Kolda répartissait 18 tonnes de riz aux habitants du cercle victimes des sauterelles. Diourbel faisait délivrer à ses adhérents 4.000 kilos de semences de niébès, 4.000 kilos de maïs et 1.200 kilos de pommes de terre; Lynguer 1.500 kilos de maïs et 1.500 kilos de Niébès. Quant au manioc, Diourbel et Lynguer remettaient à titre gratuit à leurs adhérents, l'une 10.000 boutures et l'autre 15.000.

Cette extension des cultures vivrières ne se fait d'ailleurs pas sans plan. Il a été convenu de développer la culture du maïs avant tout dans les terres avoisinant la vallée du fleuve Sénégal, c'est-à-dire en fin de compte, dans les cercles de Podor, Matam, Bakel. C'est ainsi qu'en 1933, les Sociétés de Prévoyance de ces deux derniers cercles ont avancé à leurs membres, respectivement 55

et 50 tonnes de maïs. On espère ainsi obtenir, dans très peu de temps, une quantité de cette céréale dépassant un millier de tonnes.

Bref, on peut conclure que les distributions de semences ont pour but, à l'heure actuelle, plutôt que de constituer des secours alimentaires pour les indigènes, d'améliorer et de développer les cultures. Cette politique a déjà donné des résultats très intéressants et a mis le pays à l'abri des famines.

Telle a été dans son ensemble la fonction « graines » qu'ont assumée et menée à bonne fin les Sociétés de Prévoyance. Que ce soit pour l'arachide, pour le mil ou les autres céréales, elles ne se sont pas bornées à jouer le rôle de caisses de secours, elles se sont procuré des graines et des plantes, en ont sélectionné, distribué en quantités importantes et ont ainsi joué un rôle de premier plan dans le développement de la production.

B. Extension des cultures industrielles autres que l'arachide.

L'arachide est donc la grande culture industrielle du Sénégal. On pourrait même dire que c'est l'unique, si le Gouvernement n'avait recommandé aux commandants de cercle et aux services de l'agriculture, de porter leurs efforts également dans d'autres domaines : le ricin, le coton, le sésame, le sisal, etc... On peut dire qu'à ce point de vue il y a eu une certaine division du travail selon les aptitudes. Les cinq grands cercles de l'Ouest et du Centre restaient réservés à la culture de l'arachide. Matam devait surtout servir de champ d'essai pour le coton ; quant au sisal, on devait essayer de le développer

dans les autres cercles, et en particulier ceux de l'Est.

Ici encore, les Sociétés de Prévoyance devaient intervenir au premier chef.

En ce qui concerne le coton, on peut relever tout d'abord quelques résultats. Certaines sociétés ont essayé d'en cultiver dans des champs d'essai. C'est ainsi que celle de Thiès a produit en 1926, 504 kilos de coton brut, donnant en tout 126 kilos de fibres égrenées. En 1929, la production sénégalaise de coton, cultivé comme nous l'avons dit dans les terres argileuses des bords du fleuve, s'est élevée à 235 tonnes, ce qui constitue une légère progression par rapport aux années précédentes. Actuellement, on peut évaluer cette production à 450 tonnes environ en brut, provenant de 4.500 hectares mis en culture. Matam vient en tête représentant à lui seul 300 tonnes. Ces chiffres constituent évidemment un encouragement, mais ils représentent assez peu de choses comparé aux énormes possibilités du Soudan en ce domaine. De toute façon, il ne faut pas compter voir le Sénégal devenir un très gros producteur de ce textile.

Il en va de même pour le sisal, cultivé surtout dans les provinces orientales (Tambacounda) et dans les cercles de Kolda et Thiès. Cette production est d'ailleurs presque entièrement aux mains des Européens, mais les Sociétés de Prévoyance ont distribué des graines à leurs adhérents afin de répandre parmi eux cette culture.

Il est une autre plante à l'extension de laquelle les Sociétés de Prévoyance se sont intéressées : le sésame dont l'huile sert à la fabrication des savons. En 1925, des essais ont été faits par les Sociétés de Casamance et en 1926, toujours dans la même région les sociétés de Ziguinchor et Bignona ont fait des distributions de grai-

nes de sésame dépassant 5 tonnes. Sedhiou, en 1927, opérait une répartition de 2.200 kilos de cette graine entre les chefs de famille de façon à favoriser la naissance de champs individuels et non collectifs de village. La même année, Bignona agissait de même et délivrait individuellement à quelques 3.000 adhérents, 3 à 4 kilos de semences laissant espérer une récolte de 150 à 200 tonnes.

Quant aux semences de ricin, les distributions commencèrent à partir de 1929 et furent effectuées surtout à Louga, Diourbel, Tambacounda, Kaolack et dans la banlieue de Rufisque. Bref, partout où l'on trouve des sols argileux et lourds convenant à cette plante (terres riches du Siné-Saloum, de la Casamance et du Fleuve). Notons qu'en 1932 la Société de Matam a réparti 1 tonne de semences de graines de cet oléagineux.

Enfin, parallèlement et pour terminer ce tour d'horizon sur l'action des Sociétés de Prévoyance dans l'œuvre des développements des cultures, il faut noter aussi que ces organismes ont tenté des essais très intéressants d'introduction de la culture des légumes dans la banlieue de Dakar et de Saint-Louis. Le jardinage pourrait permettre aux indigènes de retirer des bénéfices intéressants par la vente de ces produits sur les marchés des grandes villes ou par l'approvisionnement en légumes frais des bateaux qui font escale. De leur côté, les Sociétés de Casamance ont commencé à répandre les arbres fruitiers et les agrumes. C'est ainsi qu'en 1934, par exemple, la Société du cercle de Ziguinchor a commandé en Guinée 5.000 rejets d'ananas, 10.000 rejets de bananes et 6 kilos de semences d'orangers.

Ainsi donc tout en consacrant la majeure partie de leur activité à l'arachide dont le problème se posait avec

tant d'acuité, les Sociétés obéissant aux directives du chef-lieu, se sont efforcées de répandre d'autres cultures afin de doter le Sénégal d'une production harmonieuse et variée.

Pour réaliser une telle œuvre et la mener à bonne fin, elles ont dû néanmoins résoudre d'autres questions et mettre en œuvre de puissants moyens qui semblaient faire défaut à la colonie.

Pour développer et améliorer notablement la production, il fallait :

De l'eau.

Des procédés de culture plus modernes.

Des moyens de transport permettant un écoulement plus facile de la production.

Toutes ces questions retinrent l'attention des organismes considérés.

C. La politique de l'eau.

Le Sénégal est situé dans la zone torride. Les pluies, sauf dans la région de la Casamance, au Sud, y sont rares. Aussi fallait-il de toute évidence conserver les points d'eau existants, creuser en d'autres endroits pour atteindre la nappe souterraine. Tout cela s'est donc traduit par un programme de forage de puits et d'entretien des puits existants.

La Société du Baol est née, nous l'avons vu, du souci d'avoir de l'eau afin de conserver les zones de culture et de parcours pour l'élevage. Les autres Sociétés, d'ailleurs, se trouvèrent elles aussi en face du même dilemme et se mirent également à forer des puits. Pourtant, ce genre d'activité n'était pas spécifié dans les buts des sociétés. Les décrets de 1910 et 1915 étaient muets sur ce

point. Seulement comme il s'agissait d'une question d'intérêt vital pour le Sénégal, le Gouvernement laissa cette activité s'exercer. D'ailleurs, des décrets postérieurs vinrent bientôt légaliser cette situation. On peut noter qu'en 1921, la Société du Siné-Saloum possède 424 puits, ce qui représente, compte tenu de l'étendue du cercle, 1 puits par carré de 5 kilomètres de côté.

Pendant la seule année 1926, les Sociétés de Prévoyance du Sénégal ont creusé ou aménagé 91 puits se répartissant ainsi : 3 à Bakal, 9 à Podor, 11 à Louga, 13 à Thiès, 28 à Diourbel, 5 à Kédougou, 7 à Bignona, 15 à Kaolack. En 1928, Tivaouane en faisait forer 22. Fin 1929, on pouvait chiffrer à 764 le nombre de puits entretenus par les Sociétés de Prévoyance, dont plus de 400 pour Kaolack seulement ; 138 pour Diourbel et 119 pour Thiès. En 1932, il a été consacré 70.142 fr. 90 pour le forage de 22 nouveaux puits et 14.569 francs pour l'entretien de ceux existants. En 1933, 93 puits nouveaux ont été achevés et 81 en cours d'exécution, le tout représentant une dépense de 175.864 francs. Kaolack dans ce total venait naturellement en tête avec 47 nouveaux puits forés, et Diourbel suivant avec 21.

Dans l'ensemble, on pouvait estimer fin 1933 que les Sociétés de Prévoyance sénégalaises étaient propriétaires de 1.217 puits. La Société de Thiès de son côté avait construit un barrage au marigot de M'Baba, afin de tenter des essais de cultures irriguées. Enfin, selon M. Beurrier, lieutenant-gouverneur du Sénégal¹, le programme des Sociétés de Prévoyance pour 1935 comporte l'achèvement de 81 puits commencés et la construction de

1. Discours de M. le lieutenant-gouverneur Beurrier à l'ouverture de la session du Conseil colonial du Sénégal (décembre 1934).

179 ouvrages nouveaux représentant une dépense totale de 476.000 francs.

De tels chiffres se passent de commentaires. Ils montrent que la fondation « eau » des Sociétés de Prévoyance égale en importance leur fonction « graines ».

D. La diffusion des instruments agricoles modernes.

Du moment que l'on demandait à l'Agriculture indigène des rendements plus importants, il devenait nécessaire de mettre à sa disposition des instruments agricoles plus perfectionnés. Il fallait en particulier remplacer l'antique daba et l'hilaire qui égratignaient à peine le sol, par des machines aratoires modernes et cependant bien adaptées au pays. D'autre part, tout en portant ses efforts vers la traction mécanique de ces appareils, il était indispensable, pour l'instant, d'associer le bétail à la culture, par le dressage des bœufs du pays par exemple.

L'Administration comprit qu'il fallait agir rapidement dans ce sens et elle entreprit une œuvre de diffusion par l'intermédiaire des Sociétés de Prévoyance. Assez tôt des essais avaient été effectués dans le Siné-Saloum. Sous l'impulsion de M. l'Administrateur Siadous, une ferme-école avait été créée près de Kaolack où on avait étudié les divers avantages et inconvénients d'instruments agricoles utilisables dans le pays. D'après les constatations faites, il résultait que les charrues employées dans certaines conditions et le bincur Planet pouvaient donner de bons résultats. Mais ces essais étaient peut-être un peu prématurés et, en général, l'outillage que se

procurèrent ainsi les Sociétés de Prévoyance à leur début était inutilement compliqué et coûteux.

Il faut arriver à 1929 pour voir se dessiner une politique d'ensemble des instruments mécaniques agricoles et de la culture attelée.

Le Service de l'Agriculture du Sénégal avait étudié la mise au point d'un modèle de charrue et de semoir. Les essais qui eurent lieu aux environs de Kaolack en 1929 ont donné toute satisfaction. D'autre part, un concours a eu lieu à Bambey en 1930 où diverses maisons de construction ont exposé leur matériel, lequel concours a permis de déterminer les types d'instruments les mieux adaptés au pays. Ces instruments concernaient surtout la culture de l'arachide, et des constatations faites, il ressortit qu'ils permettaient « pour une même main-d'œuvre agricole un accroissement sensible des surfaces emblavées et une augmentation de rendement à l'hectare ». Par la diffusion de ces instruments, on peut donc espérer voir la culture à bras céder peu à peu la place à la culture attelée, première étape elle-même de la motorisation future.

Le plan de la campagne de diffusion de 1930 a porté sur un cycle de trois stades successifs :

1° La démonstration : dans cette première phase, la Société de Prévoyance prête du matériel au cercle, et des cultures sont effectuées sous la direction de l'agent de l'Agriculture, en présence du plus grand nombre possible de cultivateurs indigènes.

2° La vulgarisation : le cultivateur indigène ayant assisté aux séances de démonstration travaille sur son propre champ avec du matériel prêté par les Sociétés de Prévoyance et sous le contrôle technique de l'agriculture.

3° L'application : les deux premiers stades ont occupé les années 1929, 1930, 1931. En 1932, on passa à l'application : les cultivateurs achetant du matériel à la Société de Prévoyance et travaillant pour leur propre compte.

En 1931, il y avait déjà en service 600 houes et 200 semoirs.

La campagne suivante ne se borna pas à des utilisations d'instruments sur des champs de démonstration et de vulgarisation. Au contraire, les quatre grands cercles de Thiès, Kaolack, Diourbel et Louga, purent recruter des acheteurs volontaires et passèrent des commandes s'élevant à 338 houes Fabre et 349 houes-semoirs Beauvais-Robin (tous appareils munis de harnais).

Le financement de l'opération fut effectué grâce aux prêts à moyen terme remboursable en 3 ans consentis aux Sociétés de Prévoyance par la Caisse centrale de Crédit agricole. Seule la Société de Kaolack ne fit pas appel à la Caisse centrale de Crédit agricole et fit elle-même l'avance des fonds nécessaires à ces achats.

Les indigènes doivent se libérer vis-à-vis des Sociétés de Prévoyance en trois annuités. 293.687 fr. 90 ont été ainsi dépensés pour l'achat de ces houes et semoirs dont 223.000 francs provenaient de prêts de la C. C. C. A.

Les Sociétés de Podor et de Kolda se sont procurées respectivement 11 charrues et 6 hilaires (6.915 francs) et 8 charrues et 12 hilaires.

En 1933, les espaces cultivés mécaniquement s'élevaient à 5.000 hectares environ et la même année le mouvement de diffusion des instruments aratoires s'amplifia. Les quatre Sociétés de Thiès, Tambacounda, Diourbel et Louga achetèrent 477 houes, 500 semoirs et 774 harnais représentant au total une dépense de

435.554 fr. 20. Sur cette somme, Louga venait en tête avec 400 houes, 400 semoirs et 600 harnais, le tout s'élevant à 349.974 fr. 20.

L'année 1933 vit encore un nouveau concours d'outillage mécanique les 24 et 25 septembre à Bambey (cercle du Baol). Plusieurs firmes Beauvais-Robin, Ulysse Fabre et Bajac y exposèrent leurs appareils les plus récents. La maison Beauvais-Robin présenta deux appareils distincts : semoir et houe et les maisons Fabre et Bajac un appareil réunissant sur le même bâti, semoir et houe.

Des prix de 4.000 francs furent attribués aux deux premières maisons et 1.000 francs à la deuxième. A la suite de ce concours des commandes furent adressées aux maisons Beauvais-Robin et Ulysse Fabre, et les Sociétés de Prévoyance décidèrent de diffuser ces appareils suivant un plan rationnel. Le Sénégal fut divisé en deux régions. Dans la première, comprenant les cercles de Kaolack, Djolof, Matam, Louga, Baol, on répartit exclusivement des instruments Beauvais-Robin comprenant 295 semoirs simples, 12 semoirs doubles, 320 houes, 150 harnais, 1 bineuse, 3 arracheuses.

Dans la deuxième région englobant les cercles de Thiès, Tambacounda, Kolda, on mit à la disposition des indigènes exclusivement des appareils de la maison Ulysse Fabre, s'élevant à 545 semoirs simples, 145 houes et 475 harnais.

Au total, fin 1934, on pouvait estimer à 2.803 houes, 1.542 semoirs et 4.142 harnais, représentant une dépense totale de 1.158.000 francs, les instruments acquis et répartis entre les cultivateurs. Pour la campagne de 1935, les Sociétés de Prévoyance ont passé commande de 465 houes, 840 semoirs simples, 12 semoirs doubles et 625 harnais (dépense totale : 370.000 francs environ).

Il semble donc bien qu'après les perfectionnements apportés en 1933 à ces divers appareils le choix des agriculteurs se soit fixé sur des types bien déterminés, ayant donné lieu à d'importants achats. En tout cas, les surfaces cultivées mécaniquement qui s'élevaient à peine à 80 hectares en 1930 ont été portées à 5.000 en 1933 et 7.000 en 1934. Ces surfaces se répartissent en champs d'étendues très diverses, depuis le champ de 2 à 3 hectares entretenu par un cultivateur aidé d'un enfant, jusqu'aux terrains de 40, 50, 100 et même 400 hectares sur lesquels évoluent à la fois des dizaines d'appareils. C'est donc à une transformation profonde de la culture indigène à laquelle nous assistons et dont les résultats vont se faire sentir incessamment.

E. La vulgarisation des procédés de culture moderne.

La distribution de semences sélectionnées, la diffusion d'un outillage agricole mécanique relèvent à la vérité d'une même idée : la vulgarisation des procédés modernes de culture. Cependant même à ce point de vue, il y avait encore d'autres efforts à accomplir. Ces efforts se résumaient surtout dans l'enseignement à l'indigène de nos méthodes de culture, lui permettant d'améliorer son travail et son rendement en lui faisant connaître, par exemple, l'utilisation des engrais, l'assolement, les procédés de récolte, etc., etc.. Tout cela forme à proprement parler de la vulgarisation, et est l'objet d'un enseignement qui est distribué en France dans nos écoles pratiques d'agriculture. Les Sociétés de Prévoyance n'ont pas négligé ce puissant facteur du développement de la production. En 1920, la Société de Kaolack édifie, sous

l'impulsion de son président M. l'Administrateur Siadous, une ferme-école où les jeunes indigènes sont habitués aux méthodes agricoles modernes. Le même souci se rencontre encore dans les Foires-Expositions, organisées en 1926 par les Sociétés de Kaolack, Matam et Bakel, où furent exposés des produits agricoles, forestiers ou industriels obtenus selon la dernière technique.

A l'heure actuelle les Sociétés de Prévoyance interviennent dans le fonctionnement des fermes-écoles de Louga qui comporte 52 hectares, de Soringho (cercle de Matam) où l'on sélectionne le mil, le coton, l'arachide, le dah et le sisal, ainsi que dans le jardin d'essai de Sor.

Mais à la vérité, la création de fermes-écoles et la diffusion des procédés agricoles ne sera qu'une œuvre de longue haleine et ne peut être considérée dès maintenant, comme un but immédiat imposé aux Sociétés de Prévoyance. Celles-ci n'ont pas intérêt à disperser leurs efforts d'autant plus que les tâches qu'elles assument sont déjà fort nombreuses. D'autre part, l'organisation de fermes-écoles et d'exploitations agricoles nécessitent des dépenses très lourdes en personnel et en matériel.

Une telle œuvre exige donc une longue préparation et des moyens importants. C'est surtout au Service de l'Agriculture, par l'intermédiaire de leurs agents, ingénieurs agronomes, qu'incombe cette tâche. Ils y seront puissamment aidés par l'enseignement agricole pratique, qui est distribué aux indigènes dès leur jeune âge dans les écoles, et aussi par l'œuvre, au premier abord un peu puérile, mais cependant pleine d'intérêt, qu'accomplissent ces mutuelles scolaires qui sont déjà développées, non seulement au Sénégal, mais dans toutes les colonies de l'A. O. F.

F. Les moyens de transport.

Plus immédiat apparaissait comme but à assigner aux Sociétés, le développement des moyens de transport et l'achat d'un matériel leur permettant d'effectuer plus aisément leurs distributions et récupérations de graines, ainsi qu'en général toutes leurs opérations. Il est bien évident qu'on ne pouvait leur demander de se substituer à l'Administration proprement dite pour construire des chemins de fer, des routes ou des pistes..., tous travaux qui incombent à cette dernière. D'après ce que nous avons vu, le champ des attributions des Sociétés de Prévoyance s'est constamment accru. En particulier, cette possibilité qui leur a été donnée de vendre une partie de leurs stocks de graines, ainsi que la récolte de leurs adhérents, créera pour elles la nécessité d'être en possession d'un matériel de transport assez important.

L'écoulement des graines d'arachides est essentiel. Si l'on veut faire disparaître les trop nombreux points de traite, il faut des moyens de transport permettant une concentration rapide de la graine dans les silos coopératifs. Ce problème des transports, d'autant plus aigu, pour certaines Sociétés, Kédougou par exemple, qu'elles sont éloignées de toute voie de communication, fut longtemps résolu par la traction animale.

Le transport des arachides était effectué par les chameliers Maures qui traversaient le fleuve en novembre-décembre, pour se rendre dans tous les lieux de traite. Les producteurs indigènes payaient des sommes énormes, des millions, à ces transporteurs. Le Maure, dans beaucoup d'endroits, en arrivait à prélever 30 % de la valeur payée pour les graines dans les escales.

Les Sociétés de Prévoyance envisagèrent le problème sous ses deux faces : traction animale, traction mécanique. La Société de Kaolack, quelque temps après sa fondation, s'était procurée un baudet étalon en Argentine, afin de produire des mulets plus forts que ceux de la race du Saloum. Des essais de dressage de bœufs furent effectués en Casamance, en particulier à Bignona en 1926.

Mais à partir de 1930, les Sociétés du Sénégal se mirent à acheter des véhicules automobiles. Elles consacraient en 1932 une somme de 243.846 francs, à l'achat de 12 camionnettes ou torpédos, dont 6 voitures neuves et 4 camions, dont 3 véhicules neufs. A la fin de 1932, le total du matériel roulant des Sociétés s'élevait à 20 camionnettes ou torpédos et 8 camions. Kaolack à elle seule au 31 décembre 1932 possédait 4 camions et 7 torpédos. On avait constaté dans ce dernier cercle que le prix des transports pour la récupération des graines d'une campagne n'avait pas excédé 2 fr. 25 par tonne kilométrique.

Ainsi la traction mécanique présentait-elle un gros intérêt dans ces régions pauvres en bétail porteur, ou particulièrement éloignées des centres d'achat.

En février 1934, furent livrés d'autres véhicules dont l'acquisition avait été prévue en janvier : 1 camion Citroën pour Kaolack, 1 camion Chevrolet pour Kolda, 2 camionnettes Renault pour Kaolack et Tambacounda, enfin 6 voitures Citroën commerciales transformables de 10 CV pour Bakel, Matam, Kolda, Sédhiou, Bignona, Ziguinchor.

Tous ces achats de véhicules, souvent onéreux, furent effectués à l'aide des disponibilités en espèces déjà importantes des Sociétés.

G. Les tâches accessoires.

A côté de cette œuvre extrêmement importante intéressant toute la mise en valeur de la colonie, et réalisée par les Sociétés de Prévoyance sur les suggestions de l'Administration et en coordination avec celle-ci, les Sociétés ont encore exercé leur activité sur d'autres plans. A vrai dire à ce point de vue, elles dispersèrent un peu leurs efforts et les tâches que nous allons examiner maintenant sont d'une importance très secondaire, comparées à celles qui concernent l'arachide ou les cultures vivrières par exemple.

Nous avons noté au passage que certaines, la Société de Kaolack notamment, avaient créé des fermes-écoles. Malheureusement, le manque de ressources ne permit pas de développer pleinement cette création.

Elles s'occupèrent aussi des produits de cueillette. Les Sociétés de Podor et de Dagana ont compris dans leurs plans de campagne l'amélioration des peuplements de gommiers, véritable source de richesse pour la région du Fleuve. Des puits furent creusés dans l'étendue des peuplements de gonakiers, afin de fixer dans cette région une main-d'œuvre indigène les exploitant rationnellement. Les Sociétés de la Basse et Moyenne Casamance sont entrées dans la voie de la propagation des arbres fruitiers et ont orienté leur activité vers la culture des kolatiers (2.300 plants distribués en 1934 par la Société de Ziguinchor), du palmier à l'huile (achat d'un concasseur par la même société), toutes cultures convenant bien à ces régions humides.

Le reboisement des terres sénégalaises dénudées, condition d'un régime de pluies normal, ne les a pas laissés

indifférentes et elles ont essayé de reboiser certaines régions particulièrement désolées à l'aide de filaos et d'acacias.

Elles ont agi aussi sur l'élevage. On a vu des haras, des porcheries s'élever dans quelques cercles. Dès 1923, certaines Sociétés se procurèrent des animaux reproducteurs et les mirent à la disposition de leurs adhérents. Il y eut des essais d'amélioration de l'élevage en basse-cour ; des œufs venus de France furent mis à couver sans grande réussite d'ailleurs. Des ruches perfectionnées furent acquises.

Parfois même elles s'assignèrent des objectifs sociaux précis. Plusieurs Sociétés ont prévu dans leurs dépenses l'achat de médicaments pour soigner leurs sociétaires, œuvre qui dépassait le cadre de leurs statuts et qui relève surtout des fonctionnaires d'autorité en leur cercle. D'autres se sont occupées du problème du logement et se sont souciées d'assurer à l'indigène des cases confortables. La Société de Kaolack, notamment, avait fait construire une briqueterie destinée à fournir des matériaux pour la construction de nouvelles habitations indigènes.

Tous ces efforts sont évidemment intéressants. Cependant, comme le rappelait le rapport de 1929, les Sociétés doivent éviter de se disperser en multiples objectifs dont l'ordre d'importance est très secondaire par rapport aux lourdes tâches qu'elles assument déjà.

**

Quoi qu'il en soit, malgré les à-coups : épidémies, famines, sinistres..., qui les ont parfois momentanément ralenti, leur progression a été concluante.

Le capital social a suivi, depuis 1911, la marche suivante :

1911	196.944 francs
1915	1.251.229 francs
1925	10.110.133 francs
1929	19.333.872 francs
1930	13.133.821 francs
1931	15.692.170 francs
1932	30.242.198 francs
1933	26.142.162 francs

Le diagramme que nous reproduisons à la fin de cet ouvrage donne une idée assez exacte de cette croissance brusque du capital social. Plusieurs points paraissent intéressants. C'est tout d'abord la montée que l'on observe de 1925 à 1929 où le capital s'élève de 10.110.133 francs à 19.333.872 francs. Ce phénomène s'explique par les redressements opérés cette année-là dans la situation des différentes Sociétés, redressements qui ont permis de fixer les disponibilités exactes en graines. Ces dernières y figurent pour plus de 13 millions de francs, car elles sont valorisées à 1 franc le kilo. La chute observée de 1929 à 1931 est due à la grave crise des semences qui a éclaté en 1930 au Sénégal, rendant très délicates les récupérations des avances. En 1932, le capital social double presque : il passe de 15.692.170 francs à 30.242.198 francs, soit une augmentation de 14.550.028 francs. Cette augmentation porte principalement sur le poste « Graines » — (24.073.283 francs contre 10.444.520 francs en 1931) — et s'explique par les achats à terme que les Sociétés ont fait cette année-là pour parer à la conséquence de la crise des semences. En tenant compte de

cette dette, l'actif net paraît en diminution sensible sur 1931. Mais cette diminution n'est qu'apparente et résulte du fait que la valorisation des graines n'a pu être faite dans les bilans de fin d'année qu'à des cours très inférieurs aux achats à terme pratiqués en avril-mai 1932 auprès du commerce (140 francs les 100 kilos contre 40 francs en moyenne fin 1932). Il s'ensuit une dévalorisation des graines qui, pour certaines Sociétés, a eu pour conséquence de faire apparaître leurs engagements comme supérieurs à leur actif. Néanmoins, cette constatation n'a rien d'inquiétant, car les obligations contractées sont à long terme et leur amortissement annuel est couvert par des recettes périodiques provenant de la vente d'une partie des bonifications statutaires.

Fin 1933, le bilan des Sociétés de Prévoyance du Sénégal a pu s'établir ainsi :

Espèces en caisse	734.163,93
Dépôts à vue	1.418.539,95
Graines :	
a) en magasins (au cours du jour)	16.340.062,28
b) prêts à rembourser (au cours du jour)	3.334.917,12
Matériel	1.198.052,57
Animaux en étable	2.324,25
Cotisations en retard et intérêts à percevoir	336.091,35
Divers débiteurs	1.434.836,92
Immeubles	894.217,19
Titres en portefeuille	887.462,29
Total	26.580.667,85

De ce total, il faudrait retrancher les sommes prévues pour le remboursement :

1° Des créanciers divers	125.176,81
2° D'emprunts contractés à la C. C. C. A. . . . , et à d'autres Sociétés	302.789,33
3° De l'emprunt contracté en 1932 auprès du Gouvernement pour l'achat de semences	28.976.785,92
Total	29.405.292,11

Dans ce total, néanmoins, il n'y a pas lieu de tenir compte de l'emprunt contracté en 1932, mais seulement des sommes à rembourser aux créanciers divers (125.716 fr. 81), et des emprunts à la C. C. C. A. et à d'autres Sociétés (302.789 fr. 33), dont le total général s'élève à 438.506 fr. 19. Si l'on retranche cette somme de 26.580.667 fr. 85, on obtient un capital total net de 26.142.161 fr. 66.

Somme toute, la différence avec le capital total de 1932 est beaucoup moins grande que celle qui existe entre 1931 et 1932.

La situation financière des Sociétés de Prévoyance n'est donc pas inquiétante, à condition, bien entendu, que l'on ne fasse pas entrer dans le passif le montant global de l'emprunt de 1932.

Dans la réalité, néanmoins, il faut tenir compte des charges relativement lourdes pour certaines Sociétés qu'impose le service de cet emprunt.

Au 31 décembre 1933, les dix Sociétés débitrices devaient rembourser :

Kaolack	6.380.934 fr. 86
Diourbel	4.225.050 fr. 42
Thiès	9.293.296 fr. 42
Louga	6.660.856 fr. 99
Linguère	. 747.394 fr. 52
Bas-Sénégal	. 528.503 fr. 92
Tambacounda	. 134.231 fr. 75
Kolda	. 435.023 fr. 13
Sédhiou	. 456.367 fr. 90
Bignona	. 115.077 fr. 01

Total 28.976.785 fr. 92

C'est donc une dette de près de 30 millions de francs qui grèvera les budgets des Sociétés de Prévoyance pendant 49 ans. Chaque année, elles devront rembourser des annuités comprenant : une somme représentant l'amortissement du capital et une autre somme les intérêts, dix fois supérieure à la précédente.

Cette dette est évidemment lourde, mais elle a été la rançon qui a permis de sauver en 1932 le Sénégal de la ruine.

D'ailleurs, les Sociétés, pour se libérer plus tôt de l'emprunt, ont la faculté de vendre une partie des bonifications qui leur rentrent chaque année. En 1933, ces ventes se sont élevées à 8.681 tonnes 061, représentant une somme de 3.835.934 fr. 87, qui a permis de payer deux échéances le 25 février et le 25 août 1933, s'élevant l'une à 188.527 fr. 45 (67.222 fr. 92 d'amortissement et 121.304 fr. 53 d'intérêts), et l'autre à 795.223 francs

(69.077 fr. 34 d'amortissement et 795.223 fr. 92 d'intérêts). En 1934, il a été réalisé 8.900 tonnes de bonifications.

La situation ne présente donc aucun danger.

En tout cas, les Sociétés sénégalaises avec leurs 1.257.413 adhérents, en fait donc la presque totalité de la population indigène, ont réalisé une œuvre qu'on peut qualifier sans exagération de remarquable. Œuvre d'autant plus méritoire si l'on considère que leur développement réel ne date que de 1920. Intégrées à toute l'économie sénégalaise, elles constituent un des plus puissants moyens d'action du gouvernement pour la mise en valeur du pays.

Au Sénégal, plus qu'en toute autre colonie, on peut dire qu'on assiste véritablement à la naissance d'un « coopératisme africain ».

II

LES SOCIÉTÉS DES RÉGIONS A CULTURES TROPICALES OU ÉQUATORIALES.

Les trois colonies côtières de l'Afrique Occidentale française, Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey, représentent assez bien le type de ce qu'on peut appeler le pays à cultures tropicales ou équatoriales. Nous sommes en effet là dans des zones à climat également chaud et surtout très humides. Au Dahomey, par exemple, pour des températures oscillant entre 25° et 30°, on note un état hygrométrique qui peut atteindre 94/100 degrés. Il en va de même en Guinée et en Côte d'Ivoire. Bien entendu ces caractères s'atténuent à mesure que l'on quitte la côte et que l'on s'avance vers le Nord. Mais dans toute la région

méridionale, la saison sèche est très courte ; en revanche, la saison humide occupe la majeure partie de l'année marquée par des précipitations atmosphériques continues. Le régime hydrographique est fortement influencé par un tel climat. Les rivières ont un cours large, abondant et présentent peu, tout au moins dans la zone forestière, de différences entre les maxima et les minima. Ces cours d'eau sont surtout le Rio Compony, le Rio Pongo et Mellacorée en Guinée ; Cavally, Sassandra, Bandama et Comœ en Côte d'Ivoire ; le Mono et l'Ouémé au Dahomey. De telles conditions climatologiques donnent naissance à une végétation luxuriante particulièrement le long de la bande côtière. C'est le domaine de la grande forêt. En outre, dans les clairières et sur le bord des lagunes, on trouve toutes les cultures tropicales : palmier à huile, bananier, cacaoyers, caféiers, colatiers, riz, manioc. Dans les terres situées plus au nord vers la zone soudanienne, croissent le sisal, l'arachide, le dah, le coton, le ricin, etc...

Les ressources alimentaires sont donc généralement abondantes et les famines relativement rares par rapport aux territoires soudanais et nigériens.

De plus, nous trouvons dans ces pays une mosaïque de races relativement évoluées, depuis longtemps au contact des navigateurs européens : Sosso, Bagas, Kroumen, Fon, etc... La colonisation européenne, sauf peut-être en Guinée, tient une place peu importante. La population indigène, surtout sur la côte, est très dense et les terrains vacants pour la colonisation sont très rares. C'est-à-dire que là, plus qu'ailleurs, la colonisation doit s'appuyer sur l'indigène. Celui-ci est plus cultivateur que n'importe où. Il a abandonné tous ses caractères guer-

riers pour s'adonner presque exclusivement à l'agriculture. En revanche, la population est extrêmement divisée, les champs familiaux prédominent et l'autorité des chefs est presque nulle. La population est extrêmement indépendante. Elle pratique peu la solidarité et est généralement imprévoyante.

Néanmoins, ici comme dans tout le reste de l'A. O. F., l'Islam a apporté son ciment collectiviste. De plus, nous retrouvons des formes d'associations à caractère religieux laissant croire à des germes de mutualité.

Les sociétés de prévoyance ont été introduites dans ces colonies depuis quelques années à peine : 1926 en Côte d'Ivoire, 1929 au Dahomey et 1932 en Guinée. Elles n'ont pas eu à y jouer le rôle très important que les sociétés sénégalaises ont joué en raison de la crise de l'arachide. Leur activité en ce qui concerne la distribution de secours vivriers et le forage de puits a été restreinte, puisque nous avons eu à faire à des pays possédant des ressources alimentaires généralement abondantes et d'autre part suffisamment arrosés.

Les cultures étaient sinon suffisantes, tout au moins répandues partout. Mais les sociétés de prévoyance avaient un autre rôle à jouer; elles devaient intervenir puissamment dans l'amélioration des récoltes et leur adaptation au point de vue technique et commercial. En un mot, elles devaient être des instruments par lesquels l'Administration interviendrait dans le contrôle de la production. Elles devaient assurer le conditionnement d'une production composée de produits essentiellement différents du Sénégal et les rendre aptes à l'exportation.

Il va sans dire qu'en raison de leur création trop récente, il est difficile de juger l'œuvre des sociétés de

Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey. Dans certaines régions même leur organisation a rencontré des résistances qui ont retardé leur succès. Certaines colonies, comme la Guinée, sont nettement en retard à ce point de vue sur la Côte d'Ivoire. Au Dahomey, par contre, le mouvement est bien lancé et on peut déjà enregistrer d'intéressants résultats.

Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle, le nombre des sociétés de prévoyance des trois colonies : Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey, dépasse la cinquantaine et elles groupent plus de 5 millions d'adhérents.

Examinons-les à l'œuvre.

A. Les sociétés de prévoyance guinéennes.

Il faut rechercher l'origine des sociétés de prévoyance de Guinée dans les greniers de réserve de Labé, Kouroussa et Melacorée organisés d'après la circulaire du 28 mai 1907.

A cette époque, les institutions de prévoyance se développaient au Sénégal et le Gouvernement général pensa pouvoir les introduire en Guinée. On avait à faire ici, en effet, à un pays fertile comprenant des races notablement plus élevées en civilisation que dans maintes autres régions. L'état de paix qui régnait dans la colonie depuis longtemps semblait un autre élément favorable. Un autre facteur activa la création d'institutions de prévoyance ; les famines qui périodiquement s'abattaient sur le pays en dépit de son sol fertile et en raison de l'esprit d'imprévoyance des naturels poussé au plus haut point. Malheureusement, si les résultats furent, comme nous l'avons vu, satisfaisants à Mellacorée, Taïbé et Benty, en raison du caractère évolué des populations (Sossos, Ba-

gas, Timénés, etc.) qui comprirent pleinement l'objet des greniers de réserve, ils furent beaucoup moins concluants dans le Fouta (Labé) et dans la Haute-Guinée (Kouroussa). La principale raison en était la méfiance des indigènes pour se dessaisir de leurs avoirs de grains. D'autre part, ils étaient rebelles à l'ancienne « Farilha » que l'on avait essayée de remettre en vigueur. Les chefs eux-mêmes profitèrent de cette expérience pour essayer de restaurer leur autorité. Ils ne virent dans l'institution du grenier de réserve qu'un nouveau moyen pour commettre des exactions. D'autre part, d'autres difficultés intervinrent : l'existence d'une classe d'esclaves héréditairement soumis à certaines personnes possédant la terre, et encore la répugnance de ces populations si mêlées à s'associer entre elles (Malinkés, Foulas, etc.). Bref, dans l'ensemble, ce fut un échec et la circulaire du 25 janvier 1909 prescrivant aux administrateurs de créer chacun dans leur cercle des greniers de réserve que l'on ferait évoluer ensuite vers le type de société de prévoyance ne fut suivie généralement d'aucun effet. De tous ces efforts, il ne restait que quelques résultats sporadiques, d'ailleurs intéressants : le Rio Pongo qui possédait dans ses 13 provinces 13 greniers de réserve et Mellacorée.

La mutualité s'était donc implantée tout au moins sur la côte.

Dans sa circulaire du 20 août 1920, le lieutenant-gouverneur rappelait aux commandants de cercles la situation économique de la colonie et constatait qu'aucun effort n'avait encore été accompli dans le domaine de la culture indigène : « A part quelques chefs de province qui pourraient se procurer des animaux et le

matériel nécessaire à l'exploitation de leur ferme, le reste des cultivateurs doit se contenter de fournir son travail au propriétaire des fermes ou de continuer à pratiquer les mêmes modes de culture que les ancêtres, en regrettant de ne pouvoir procéder différemment. »

On pouvait considérer que les sociétés de prévoyance guinéennes s'étaient presque toutes évanouies à cette date sans avoir en quoi que ce soit modifié l'état économique du pays.

Quoi qu'il en soit, les dirigeants de la Guinée française, au lendemain de cet échec, décidèrent d'implanter la mutualité sous une autre forme. Puisque l'idée d'association obligatoire répugnait tant aux indigènes, il fallait essayer de lancer le mouvement dans une autre direction : la mutualité comprise dans le sens du syndicat agricole libre de la loi métropolitaine de 1884, modifiée par celle du 2 mars 1920 promulguée en A. O. F. par arrêté général du 22 avril 1920.

La création d'associations et de coopératives agricoles donnait une place plus importante à l'élément européen assez nombreux dans cette colonie. Quelques syndicats de planteurs de bananes se constituèrent. Les associations agricoles indigènes libres prirent aussi un certain développement. Il en existe à l'heure actuelle une quinzaine dont la date de fondation remonte pour la plupart à 1927-28. La plus importante paraît bien être celle de Mamou qui groupe environ 2.670 membres. Malheureusement, la masse de la population n'est pas intégrée tout entière dans ces organisations. Le taux de la cotisation assez élevée (10, 20, 30 et même 50 francs) et d'autre part l'obligation de payer, en outre, un droit

d'entrée n'en permettent l'accès qu'aux chefs de villages et aux riches possesseurs de la terre.

Quoi qu'il en soit, l'introduction en 1931 du crédit agricole dans la colonie a permis de mieux lancer ce mouvement en lui donnant l'appui bancaire nécessaire et, grâce à ces moyens financiers puissants, la Guinée, terre d'élection de la charrue, a vu son outillage agricole se développer sur un rythme accéléré.

L'idée des sociétés de prévoyance ne fut cependant pas perdue de vue. A l'occasion de la réorganisation du crédit agricole mutuel, M. le Gouverneur général Brévié faisait remarquer, dans sa circulaire du 30 septembre 1931, que les indigènes, pour pouvoir bénéficier de ces prêts, devraient être affiliés à une des collectivités prévues par le décret du 26 juin 1931, et en particulier aux sociétés de prévoyance. Il rappelait en outre que le nombre de celles-ci était insuffisant, étant donné le degré d'évolution sociale et économique des populations administrées.

De telles idées se traduisirent en Guinée par une réorganisation des sociétés de prévoyance. Le texte essentiel est l'arrêté local du 19 mai 1932¹ qui s'inspire des modifications apportées à cette date à la réglementation générale des sociétés de prévoyance. Ce texte est très court puisqu'il ne comprend à peine qu'une dizaine d'articles. Il semble s'inspirer des idées suivantes : grande part d'initiative laissée aux autorités locales, représentation proportionnelle dans les sections de tous les éléments ethniques de la population. Par ailleurs, au point de vue des opérations effectuées par les sociétés, l'arrêté local est assez bref. Il n'insiste que sur le mécanisme des prêts

1. *Journal Officiel de la Guinée*, 1^{er} juin 1932.

annuels en *nature* : surtout prêts de semences obligatoirement remboursables à la récolte suivante. Ils sont toujours productifs d'un intérêt s'élevant à 20 % l'an. Les sociétaires musulmans, très nombreux en Guinée, ne versent pas d'intérêt, mais un supplément à titre de « frais de gestion », lequel est fixé lui aussi à 20 % l'an. En outre, les sociétés, en cas de disettes, d'épidémies, de sinistres ou de circonstances exceptionnelles, peuvent consentir à leurs adhérents des secours en nature ou en espèces, mais sans qu'un même sociétaire puisse toucher plus de 50 francs dans le cours d'une même année. Des avances de denrées peuvent avoir lieu dans les conditions prévues par l'arrêté général du 22 mars 1930, organisant l'Office de l'Alimentation en A. O. F.

Comme suite à cet arrêté local d'organisation, intervinrent d'autres textes créant des sociétés de prévoyance dans certains cercles de la colonie. Un arrêté du 3 septembre 1932¹ créa 16 sociétés de prévoyance dans 16 cercles. En 1933, deux nouvelles furent créées dans le cercle de Gaoual (ex-Koumbia) et Gueckedou (rattaché depuis à Kissidougou). Ainsi les 18 cercles de la colonie ont aujourd'hui leur société de prévoyance, à savoir :

- | | |
|----------------|------------------|
| 2. Boffa. | 10. Kissidougou. |
| 1. Beyla. | 11. Labé. |
| 3. Boke. | 12. Macenta. |
| 4. Conakry. | 13. Mamou. |
| 5. Dabola. | 14. N'Zerekore. |
| 6. Forecariah. | 15. Pita. |
| 7. Kankan. | 16. Siguiri. |
| 8. Kindia. | 17. Gaoual. |
| 9. Kouroussa. | 18. Gueckedou. |

1. *Journal Officiel de la Guinée*, 15 octobre 1932.

Elles groupent environ 1.804.312 sociétaires sur une population approximative de 2.100.000 habitants.

Malgré leur création toute récente, les difficultés du début et de la mise en marche, et grâce à la limitation des dépenses d'organisation, quelques résultats intéressants ont été obtenus.

Au point de vue agricole proprement dit, les sociétés ont paré tout d'abord au déficit des semences. Elles ont distribué des graines en quantités importantes : de riz dans la zone côtière ; de riz, d'arachide, de haricots, des semences de pommes de terre et des graines de sésame dans la région du Fouta. Ces distributions se sont continuées en 1934 et ont été effectuées la plupart du temps en graines sélectionnées provenant de remboursements antérieurs. Ainsi, l'année dernière, le cercle de Forécariah a vu sa production de riz doubler.

Bref, tous ces efforts se sont traduits par une augmentation notable des surfaces cultivées.

Par ailleurs, elles ont développé les cultures d'exportation. Elles ont acheté des noix de cola et du café en cerises et ont créé de nombreuses pépinières¹. Elles ont décidé en outre de créer des colaterales partout où cela serait possible, et en particulier dans la région forestière (Beyla, Macenta, etc., etc.). Dans ce domaine, elles ont agi en coordination avec la Direction du Service forestier et du Service de l'agriculture.

En même temps, elles ont essayé d'améliorer les moyens de transport. Elles ont acheté des camionnettes légères susceptibles de monter les rampes de la région

1. La Société de Prévoyance de Labé avait en janvier 1935, 207.000 plants de caféiers en pépinière, et 102.000 jeunes plants, ainsi que 127.000 plants en rapport. Celle de Macenta avait mis en terre 100.000 plants.

montagneuse et de transporter les produits aux centres commerciaux. Les sociétés de la zone côtière (Boké et Forécariah) ont même armé des côtes.

Elles ont poursuivi la diffusion des instruments agricoles que l'Administration avait brillamment inaugurée en Guinée. Plusieurs ont acheté des instruments agricoles pour leurs adhérents : charrues, herses, charrettes, etc...

L'équipement mécanique et l'industrialisation de la production ont reçu un commencement d'exécution par l'achat de trieurs à paddy, de trieurs et départeurs à café, du matériel de laiterie, etc... La réparation du matériel agricole a été confiée dans chaque cercle aux sociétés de prévoyance qui effectuent l'avance des pièces de rechange et des appareils neufs et en poursuivent le remboursement.

En 1933, un projet de création d'une usine à décortiquer le paddy a été mis au point par la société de Boké. Cette usine, mise en service dès les premiers mois de 1934, est installée à Bentimodia, centre accessible par voie maritime, desservie par une route automobilisable et située en plein centre de la région rizicole la plus riche de la Guinée.

Elles ont aussi étudié la possibilité d'aménager les peuplements de palmiers à huile et d'installer de petits postes mobiles pour le traitement des palmistes.

En accord avec le service de l'élevage, elles ont établi un programme d'organisation de parcs, de marchés et de routes caravanières pour le bétail du Fouta, destiné à l'exportation.

Certaines sociétés ont même lutté contre les fléaux naturels et ont, en particulier, organisé la lutte anti-

acridienne. Des dépôts de tôles, d'outils, de produits toxiques ont été créés un peu partout et des crédits spéciaux ont été prévus pour récompenser les indigènes signaleurs.

En 1933, première année de leur fonctionnement, elles ont fait approuver leurs projets de budgets. L'ensemble de leurs ressources s'élevait à 1.989.854 fr. 60, provenant presque exclusivement des cotisations puisqu'il s'agit d'un premier exercice. Sur ce chiffre, elles ont affecté :

A leur organisation	Fr. 546.080
A l'agriculture et élevage	971.036,30
A la prévoyance proprement dite..	472.738,30

Il ne fait aucun doute qu'au cours du fonctionnement dans les années qui vont venir, les ressources s'accroîtront sensiblement, leur permettant d'intensifier leur action.

La Guinée, qui était resté ainsi à l'écart du mouvement de mutualité ces dernières années, s'y lancera sans doute délibérément. Les résultats déjà obtenus sont de nature à vaincre les réticences indigènes. D'autre part, le développement des mutuelles scolaires, déjà nombreuses dans le pays, contribuera à faire entrer dans l'esprit des jeunes enfants et des adolescents, les souhaitables habitudes de prévoyance et de mutualité.

B. Les sociétés de la Côte d'Ivoire.

En Côte d'Ivoire plus encore qu'en Guinée, la production agricole indigène, sous forme de produits de culture ou de cueillette, tient une place éminente. Ici encore, la désintégration de la famille a conduit au morcellement

de la propriété et les races plus primitives de la forêt sont foncièrement individualistes.

En outre, nous avons à faire au pays du type tropical nettement caractérisé dont le sol produit toute la gamme variée des ressources de ces régions : huile de palme, cacao, café, riz, colas, arachides, coton, manioc, sésame, etc...

Une telle production, presque entièrement aux mains des indigènes, doit être développée et surtout contrôlée, et, comme nous avons à faire à de grandes matières exportables (cacao, café, palmier à huile...), industrialisée. Le contrôle s'est fait sentir par la division de la colonie en bassins économiques et circonscriptions agricoles : Bassin d'Abidjan, de Grand-Bassam, de Grand-Lahou, de la Sassandra, de Tabou. Une autre forme de l'intervention de l'Administration dans la production est à souligner : les Journées du Cacao, de la Banane et les deux foires-expositions dont la dernière s'est tenue en janvier 1935 à Abidjan.

Dans ce programme, les sociétés de prévoyance ont leur rôle à jouer. Elles doivent assurer le contrôle de la production en liaison étroite avec les divers services du Gouvernement. Bref, là comme au Sénégal, le développement économique tend à se faire sur le plan social.

Le texte qui a organisé les sociétés de prévoyance en Côte d'Ivoire date de quelques années. C'est l'arrêté local du 12 juillet 1926, aussi succinct pour la Côte d'Ivoire que celui de 1932 l'est pour la Guinée. L'initiative des autorités locales, des administrateurs de cercles, a par conséquent un champ très vaste pour s'exercer. La possibilité de créer de nombreuses sections est primordiale dans ce pays aux races si diverses.

Mais là encore, comme en Guinée, en dépit des magnifiques possibilités qui sont réservées aux sociétés de prévoyance, le mouvement n'est qu'à ses débuts et ne manifeste une certaine ampleur que depuis un an ou deux. Certes les sociétés de prévoyance, compte tenu du rattachement d'une grande partie de la Haute-Volta à la Côte d'Ivoire, sont actuellement au nombre de 26. Presque tous les cercles de la colonie possèdent donc leur société de prévoyance Citons-les :

- | | |
|-----------------|---------------------|
| 1. Agneby. | 14. N'Zi Comoé . |
| 2. Assinie. | 15. Odienne. |
| 3. Baoulé. | 16. Ouorodougou. |
| 4. Bassam. | 17. Sassandra. |
| 5. Bas-Cavally. | 18. Tagouanas. |
| 6. Bondoukou. | 19. Bobo-Dioulasso. |
| 7. Daloa. | 20. Dedougou. |
| 8. Gouros. | 21. Koudougou. |
| 9. Indenié. | 22. Kaya. |
| 10. Kong. | 23. Ouagadougou. |
| 11. Lagunes. | 24. Tenkodogo. |
| 12. Lahou. | 25. Guiglo. |
| 13. Man. | 26. Gaoua. |

Le volume global de leurs budgets s'élève actuellement à 4.900.000 francs. Ce chiffre peut paraître faible comparé au nombre de sociétés. Mais il faut tenir compte que le départ réel du mouvement ne date que de 1932. Auparavant, il n'existait que quelques sociétés qui, tout en ayant réalisé une œuvre méritoire, n'avaient pas joué, comme le faisait remarquer M. le Gouverneur Reste¹, le rôle très important qui doit leur revenir dans

1. Exposé du programme de M. le Gouverneur Reste, *Les Annales Coloniales*, octobre 1931.

un tel pays. L'insouciance, l'apathie des races et l'état de guerre qui ont régné longtemps dans la colonie ont été certainement pour beaucoup dans le retard de leur évolution.

Quoi qu'il en soit, l'origine des sociétés de prévoyance en Côte d'Ivoire remonte à 1926. Un arrêté local du 30 juillet 1926 approuvait les statuts de la société de prévoyance de Dabou dans le cercle des Lagunes.

Voici dans quelles circonstances elle naquit. Dabou est une subdivision du cercle des Lagunes. Le palmier à huile en est la principale ressource, et de temps immémorial, les indigènes travaillaient à en extraire l'huile. Cet arbre représentait une si grande richesse que la possession des palmeraies avait donné lieu autrefois à de sanglants conflits. En 1926, la région comportait une quarantaine de gros villages disséminés en plusieurs groupes suivant leur importance, et chaque groupe possédait des campements répartis dans la palmeraie.

Malheureusement les procédés de fabrication de l'huile étaient des plus primitifs. Voici sommairement comment procédaient les indigènes.

Pour séparer la pulpe de la noix, opération toujours délicate, ils entassaient les noix de palme en terre dans des trous et, sous l'effet de la fermentation, la pulpe se détachait de la noix.

Un tel procédé (par suite de la fermentation) augmentait l'acidité de l'huile.

Pour extraire ensuite cette dernière, ils se servaient d'un pressoir de fabrication très primitive.

Quant au bris des noix, il était fait à la main, généralement par les femmes et les enfants qui arrivaient ainsi à traiter à peine 2 kilos de palmistes par journée de travail continu.

En mars 1926, la station expérimentale de La Mé. avait obtenu des résultats satisfaisants en étudiant l'extraction de l'huile de palme au moyen d'un pressoir à claie circulaire, analogue à ceux dont nos viticulteurs de France se servent pour écraser les grappes de raisin. L'idée vint au service agricole de la colonie, qu'un tel appareil pouvait avantageusement être répandu parmi les indigènes de Dabou pour traiter leurs palmistes. Le Directeur de la station vint donc en mars 1926 à Dabou et fit fonctionner devant les indigènes réunis avec leurs notables et leurs chefs de villages le pressoir à claie circulaire ou pressoir « Simon ».

Ceux-ci furent frappés par la différence de rendement et de qualité d'huile obtenus avec ce nouvel instrument. Le pressoir « Simon » permettait de traiter des quantités plus grandes de noix de palme et opérait plus vite. En outre, alors que le pressoir primitif des indigènes rendait en huile 14,20 % du poids des fruits et 26,49 % du poids de la pulpe, le pressoir à claie circulaire, au contraire, donnait respectivement 16,78 % et 30,84 %. De plus, l'acidité de l'huile ne dépassait pas 3 % et celle des fruits fermentés 6,60 %, alors que les huileries indigènes accusaient 25 % d'acidité.

Une telle démonstration était de nature à influencer les indigènes et, de fait, elle les convainquit rapidement. Une grosse question se posait toutefois : Avec quel argent acquérir ces instruments relativement coûteux ? Les indigènes individuellement n'avaient pas assez d'argent. Il apparut alors aux notables et chefs de villages de Dabou, que seule une association, une société de prévoyance pouvait acquérir ces instruments et les céder sans bénéfice à ses adhérents.

C'est alors qu'intervint M. l'Administrateur en chef Siadous, commandant le cercle des Lagunes, le même que nous avons vu à l'œuvre aux environs de 1920 à Kaolack. Intimement persuadé des bienfaits de la mutualité, il organisa une société de prévoyance, perçut des cotisations et commanda un nombre important de pressoirs « Simon ».

C'est cette société qui fut approuvée par arrêté local du 30 juillet 1926, et qui devint la société de prévoyance des Lagunes dont le siège est à Dabou.

Ainsi naquit, sous la conjonction bienfaisante du Service agricole et du commandant de cercle, la première société de prévoyance de la Côte d'Ivoire. Une fois encore, on aperçoit le rôle social de l'administrateur convaincant les indigènes et les appelant à collaborer sur le plan économique.

La société de Dabou n'était donc pas née, à la différence de celles du Sénégal, de la nécessité de lutter contre l'usure ou de doter la région de points d'eau, mais du besoin d'industrialiser la production.

Tout de suite, la petite société de prévoyance manifesta de l'activité. La suppression du concassage manuel, premier objectif, tendait à disparaître. En 1929, on estimait que 50 groupes étaient dotés chacun d'un pressoir Simon permettant de traiter en dix heures de travail, 5.400 kilos d'huile. Des équipes bien entraînées accomplissaient ces tâches, sous la surveillance d'un conducteur de travaux agricoles, contrôlé lui-même par le commandant de cercle. En outre, un procédé de contrôle de l'acidité de l'huile était mis au point afin de permettre au commerçant de connaître la valeur de sa marchandise. Plusieurs concasseurs « Bussière » avaient aussi

été achetés afin de briser les noix de palme. Hommes et femmes collaboraient ainsi à la production, tout en restant unis et en se divisant les travaux. C'était un intéressant essai d'industrie familiale. En 1931, la société disposait d'un budget de 300.000 francs, alimenté surtout par les cotisations de 40.000 adhérents (1 franc la cotisation). A cette date, on pouvait estimer que chaque cultivateur important avait son pressoir que la société lui avait cédé au prix de revient.

Au total, en 1931, il y avait en service dans la subdivision de Dabou plus de 200 pressoirs. Il y avait en outre un concasseur à moteur mis à la disposition des adhérents dans des conditions analogues à celles des batteuses en France, c'est-à-dire se rendant de village en village pour traiter les noix de palme.

La société de Dabou marquait donc une étape des plus intéressantes vers le progrès : progrès économique et progrès social aussi, puisque sous l'égide de l'administrateur commandant le cercle, il appelait les divers éléments de la population à s'associer tout en restant dans leurs cadres traditionnels.

Cette première expérience, qui avait eu pour origine la nécessité d'améliorer la production de l'huile de palme, ne pouvait manquer d'avoir un grand retentissement dans toute la région lagunaire intéressée directement à ce problème. Le palmier à huile est en effet, comme nous l'avons dit, une grande richesse pour la colonie : il couvre une étendue de 700.000 hectares contre 600.000 au Dahomey et les palmeraies comportant 42 millions d'arbres contre 36 millions d'arbres pour celles du Dahomey.

De ce fait, d'autres créations suivirent dans la même

région : à Agboville, Soubré et à Bouaké où le problème de l'industrialisation de l'huile de palme se posait également. Mais le mouvement fut plus long qu'au Sénégal et le gouvernement local ne prit des arrêtés d'approbation qu'au fur et à mesure que les populations semblaient aptes à cette forme de mutualité. En 1932, cependant, 14 sociétés de prévoyance furent créées d'un seul coup. A l'heure actuelle, tous les cercles de la colonie, y compris ceux de l'ancienne Haute-Volta rattachés à la Côte d'Ivoire, ont leur société de prévoyance. Leur nombre total, nous l'avons dit, s'élève à 26.

En 1934, l'effort pour introduire le machinisme dans la population agricole pouvait se solder ainsi :

Etait en service, le matériel suivant :

500 charrues ;

28 véhicules de transport ;

135 cuiseurs pour l'huile de palme ;

290 presses à bras pour l'huile de palme ;

30 concasseurs à bras pour palmistes ;

10 moto-presses pour l'huile de palme ;

37 moto-concasseurs pour palmistes ;

620 bacs de fermentation pour le cacao ;

11 dépulpeurs et parcheuses pour le café ;

7 décortiqueuses pour les arachides ;

4 tracteurs.

C'est un résultat appréciable si l'on considère la répugnance que l'indigène manifeste pour abandonner ses instruments primitifs qu'il estime *a priori* mieux adaptés au pays.

Il est à observer que ce furent les instruments les plus simples qui furent utilisés avec le plus de faveur : les

bacs de fermentation pour le cacao, par exemple. En revanche, les appareils compliqués, même s'ils augmentent d'une façon considérable les rendements, les découragent vite lorsque leur fonctionnement n'est pas assuré d'une façon continue.

Les véhicules automobiles des sociétés de prévoyance rendent également de très gros services en dépit du prix élevé de la tonne kilométrique. Ils contiennent à assurer l'évacuation des produits vers les gros centres d'achat et éliminent les intermédiaires, en particulier les Dioulas, véritables parasites venus du Nord.

L'effort naissant des sociétés de prévoyance s'est porté sur toutes les cultures simultanément en ayant pour but, conjointement avec le Service de l'agriculture :

1° De développer la production partout où cela serait possible, notamment par les fumures et l'emploi de graines sélectionnées provenant surtout des stations expérimentales (La Mé, Man, Bingerville, etc.).

2° D'industrialiser la production par l'emploi du machinisme et la création de stations traitant les produits provenant de cultures sélectionnées et disposant d'un matériel perfectionné.

Elles ont, surtout depuis 1932, appliqué ces directives à toutes les plantations : palmistes, arachides, sésame, karité, café, cacao, coton, kapok, etc.

Dans le budget local de 1934, un crédit de 500.000 francs a été ouvert pour l'achat de graines d'arachides. 1.000 tonnes de ces graines furent livrées la même année aux sociétés de prévoyance.

A la même époque, et en collaboration avec le Service de l'agriculture, elles ont distribué plus de 30 millions de graines de caféier des variétés Arabica, Robusta,

Excelsa ou Libérica-Indénié. L'effort de la société du Baoulé à ce point de vue est à signaler. Elle possède de vastes pépinières, réparti de nombreux plants de caféiers entre les indigènes et entretient une plantation modèle de 100 hectares.

Dans la région de Bouaké, la société de prévoyance de l'endroit a poursuivi, avec la collaboration de l'Association cotonnière coloniale (A. C. C.), la culture du coton dans le cercle. Mettant au point la sélection mécanique des semences, elle a pu ainsi obtenir un accroissement notable de la production à l'hectare.

Des efforts intéressants ont également été faits en ce qui concerne le développement et l'industrialisation de la production du cacao. Des bacs de fermentation ont été acquis et au 31 décembre 1931, leur nombre dépassait 600. A Soubré, la société de l'endroit assure le fonctionnement d'une école de vulgarisation destinée à enseigner aux jeunes indigènes la culture du café et du cacao.

Ainsi, quoique de création récente, les sociétés de prévoyance de la Côte d'Ivoire ont manifesté une louable activité. Les indigènes, réticents au début, semblent mieux comprendre maintenant l'intérêt que représente cette institution, créée spécialement pour eux. Il ne fait aucun doute que lorsque les sociétés auront des ressources plus importantes, ne provenant pas uniquement des cotisations, un fonds social bien alimenté, elles pourront intervenir plus vigoureusement dans le développement de la production.

Déjà il n'est pas hasardeux de dire que leur intervention a été pour quelque chose dans la croissance continue des exportations de quelques grands produits. Le tonnage du cacao à l'exportation, par exemple, est

passé de 16.000 tonnes en 1929, à 31.064 tonnes en 1933, et dépasse 42.000 tonnes en 1934. Le café, de 405 tonnes en 1929, est passé à 2.000 tonnes en 1934.

Un champ immense s'ouvre donc devant elles : faire évoluer une production comportant la gamme la plus variée et la plus riche des produits tropicaux, et ceci à l'aide d'une population évoluant dans ses cadres traditionnels.

C. Les sociétés de prévoyance dahoméennes.

La colonie du Dahomey, d'étendue plus petite que la Côte d'Ivoire — 122.000 kilomètres carrés seulement — ressemble étrangement à cette dernière. Le climat, très chaud et très humide, particulièrement sur la Côte, donne naissance à une végétation luxuriante. Sur tout le littoral prospèrent les cultures tropicales : palmistes, caféiers, colatiers, etc... Cependant, à mesure que l'on s'avance vers le Nord, comme la colonie est toute en longueur, on rencontre alors les cultures à proprement parler soudanaises : arachides, karité, coton, etc... Les races indigènes sont très diverses, assez évoluées en général, car l'ancien royaume du Dahomey a longtemps entretenu des rapports avec les races civilisées. D'autre part, ces populations s'intéressent fortement à tout ce qui concerne les affaires sociales et politiques. Elles aiment passionnément à discuter des intérêts du groupement et en premier lieu des intérêts du village.

Bien entendu, ces caractères s'atténuent au fur et à mesure que l'on s'avance vers le Nord et l'Est (Bariabas, Yorubas, etc.).

La création de sociétés de prévoyance s'imposait donc dans ce pays, à la fois pour permettre le développement

économique du pays et pour alimenter l'activité physique et intellectuelle de ces groupements. Comme le disait le lieutenant-gouverneur du Dahomey¹, en créant les sociétés de prévoyance : « On proposait à l'ingéniosité des cultivateurs dahoméens, à leur esprit de réalisation, des objectifs immédiats, précis, cadrant admirablement bien avec leurs goûts et leurs tendances héréditaires. »

Elles sont pourtant d'introduction toute récente dans le pays. C'est un arrêté local du 3 septembre 1929 qui les a organisées².

L'engouement des indigènes pour ces organismes fut très vif, particulièrement dans le Bas-Dahomey : Porto-Novo, Ouidah, Grand-Popo, Allada, Abomey, Zagnanado. Un arrêté local créait le 15 octobre 1929³ dix sociétés de prévoyance dans les cercles suivants :

Cercle de Porto-Novo (Siège : Porto-Novo).

Cercle du Mono (Siège : Grand-Popo).

Cercle de Ouidah (Siège : Allada).

Cercle d'Abomey (Siège : Abomey).

Cercle de Zagnanado (Siège : Zagnanado).

Cercle de Holli-Kétou (Siège : Pobé).

Cercle de Djougou (Siège : Djougou).

Cercle de l'Atacora (Siège : Natitingou).

Cercle de Kandi (Siège : Kandi).

L'année suivante, deux autres étaient instituées dans les cercles de Savalou⁴ et du Borgou (siège Barakou)⁵. Vers la fin de 1930 donc, tous les cercles de la colonie

1. « Le Dahomey, réalisations et spectives d'avenir » in *Bulletin du Comité de l'Afrique Française* (Renseignements Coloniaux, n° 6 bis).

2. *Journal Officiel du Dahomey*, 1^{er} octobre 1929 (arrêté n° 1244).

3. *Journal Officiel du Dahomey*, 1^{er} novembre 1929.

4. *Journal Officiel du Dahomey*, 12 août 1930.

5. *Journal Officiel du Dahomey*, 23 août 1930.

étaient munis de leur société de prévoyance. C'était un signe évident de succès.

Le gouvernement local dès leur création s'occupait d'ailleurs de leur tracer un cadre dans lequel s'exercerait leur action et dont on peut tracer ainsi les grandes lignes :

1° Le plan d'ensemble de leur activité est donné par le gouverneur dans le cadre du plan de production économique et de mise en valeur. C'est ainsi, par exemple, que les programmes de travaux et les comptes de gestion sont approuvés par le gouverneur.

2° Une très grande initiative dans le choix des moyens est laissée au Conseil d'administration de la société.

3° L'organisation des sociétés de prévoyance correspond en partie à l'organisation administrative. Il existe ainsi en pratique une section par subdivision.

4° Les sociétés ont des budgets autonomes, les recettes étant surtout des cotisations et les dépenses à but déterminé (économique). Mais les divers budgets administratifs ont, le cas échéant, des relations avec les sociétés de prévoyance (subventions, aide apportée pour l'achat d'outillage mécanique, concours ou simplement avances). La Caisse centrale de crédit agricole leur consent des prêts importants.

5° Elles travaillent en collaboration avec le Service de l'agriculture et font appel à ses conseils techniques.

En principe indépendantes de l'Administration, les sociétés ont donc avec elles des rapports constants tant financiers qu'administratifs ou techniques. Comme dans les autres colonies de la Fédération, le gouvernement s'appuie sur elles comme sur son meilleur instrument pour faire évoluer des populations,

Dans quelles mesures sont-elles intervenues dans la mise en valeur du pays ?

Pour étudier leur action et enregistrer les résultats, nous diviserons cette longue bande de territoire qu'est le Dahomey en trois régions distinctes : Bas-Dahomey, Moyen-Dahomey, Haut-Dahomey. De telles divisions que nous rencontrons aussi en Côte d'Ivoire reposent sur la géographie physique, politique et économique du pays et forment chacune une entité bien distincte.

Région du Bas-Dahomey.

Nous pouvons appeler cette région la zone guinéenne du palmier à huile. Située en bordure du golfe du Bénin, elle présente un climat uniformément chaud et humide. La température, d'un bout à l'autre de l'année, n'a que de faibles variations et oscille presque toujours entre 25 et 35°. L'état hygrométrique varie entre 94/100 degrés maximum et 60/100 degrés minimum. Les cours d'eau sont larges et abondants, surtout à leur embouchure ; ce sont le Couffo, mais surtout le Mono et l'Ouémé. La végétation est nettement équatoriale et forestière, mais les cultures que l'homme a introduites ont trouvé leurs conditions optima dans les clairières : palmier à huile, café, maïs, manioc, cocotier, etc... En revanche, le climat est nettement défavorable à l'existence d'un cheptel. On comprend dans ces conditions que les risques de disettes soient rares et que les famines ne déciment pas les populations. Celles-ci, très denses, sont d'ailleurs assez évoluées : Djédès, Fons ou Dahoméens. Ces derniers, en relations constantes avec le commerce européen depuis fort longtemps, se sont installés dans le pays en soumettant, grâce à leur courage et à leur discipline, les popu-

lations autochtones. Par ailleurs, l'élément colonisateur européen est très réduit et seule la culture du cocotier pour la production du coprah donne lieu à quelques plantations européennes.

De tels éléments laissent donc bien augurer du succès des sociétés de prévoyance.

Quel a été le rôle de ces dernières ? On peut résumer leur action en disant :

qu'elles ont créé des pépinières,
distribué des semences de maïs,
organisé des plantations modèles,
perfectionné l'outillage mécanique.

A. *Pépinières :*

Les sociétés sont chargées de l'entretien des pépinières qui existent dans chaque cercle et qui appartenaient autrefois au Service de l'agriculture. Ce service continue d'ailleurs à contrôler et à donner tous conseils techniques utiles.

a) *Pépinières de palmier à huile :* Les palmeraies ont été longtemps la ressource unique de cette région. Mais depuis quelques années, d'autres cultures (café, cacao, etc...) ont pris de l'extension et occupent une place enviable à côté du palmier à huile. Celui-ci a paru même en régression ces dernières années, ce qui a incité le gouvernement à aménager et rénover les palmeraies qui vieillissent. Cette œuvre s'est faite par l'intermédiaire des sociétés de prévoyance et de la station expérimentale de Pobé. Cette dernière fournit annuellement 2 à 300.000 pieds de palmiers sélectionnés et poursuit parallèlement un travail scientifique de sélection. Elle livre aux sociétés de prévoyance des pieds bons à mettre en

pépinière. Ces pieds, après un passage d'un an dans ces pépinières, sont cédés gratuitement par les sociétés aux cultivateurs indigènes.

Ainsi s'accomplit petit à petit depuis 1932 la régénération de la palmeraie.

b) Pépinières de caféiers : Les sociétés entretiennent aussi des pépinières de caféiers. A la vérité, cette culture n'est introduite de façon méthodique que depuis quelques années. Les graines sont semées et donnent au bout d'un an ou dix-huit mois des plants bons à mettre en place au début de la saison des pluies. Ils sont cédés alors gratuitement aux cultivateurs indigènes qui en font la demande.

Les distributions ont atteint ces dernières années les chiffres suivants :

123.736 plants en 1929 ;
261.952 plants en 1930 ;
474.154 plants en 1931 ;
319.357 plants en 1932 ;
351.697 plants en 1933 ;
725.990 plants en 1934.

Total : 2.256.397 plants.

Les caféiers distribués ne donnent de récolte qu'au bout de quatre années. Les distributions ayant commencé en 1929, la première récolte importante ne date donc que de 1933.

Les exportations ont suivi la progression suivante :

1929 : 10 tonne 119
1930 : 0 tonne 369
1931 : 1 tonne
1932 : 32 tonnes
1933 : 42 tonnes
1934 : 75 tonnes environ .

La production est donc croissante et comme le prix de la tonne de café (4.500 francs environ) est de plus de dix fois supérieur à celui de la tonne d'huile de palme, on voit l'intérêt de l'indigène et le profit qu'il retire de cette culture.

L'activité économique de la région doit donc, grâce aux sociétés de prévoyance, se trouver et se trouve déjà accrue pour les raisons suivantes :

1° Suppression partielle de la monoculture : le palmier à huile, autrefois source unique des ressources indigènes, a vu le prix de ses produits tomber de 90 %. L'huile de palme vaut 300 francs la tonne au lieu de 3.000 environ en 1929 et parallèlement les palmistes 250 au lieu de 2.000.

Le café commence à suppléer à cette carence, bien que le pays vive encore surtout de palmier à huile (exportation d'huile : 12.000 tonnes en moyenne par an. Palmistes : 45.000 tonnes).

2° Production dans l'avenir de fruits de palmier à huile, donnant plus d'huile et plus de palmistes et moins de coques, au moyen de la campagne de plantations d'*arbres sélectionnés*.

c. Pépinières de cocotiers : Le cordon littoral, bande sablonneuse entre la mer et la lagune, convient parfaitement bien au cocotier. Les sociétés de prévoyance ont, dans cette région, constitué depuis deux ans des pépinières de cocotiers avec des noix provenant en majeure partie du Jardin d'Essai de Cotonou.

En 1932 l'effort a été particulièrement important : 75.000 noix ont été mises en pépinières dans la région située entre Cotonou et Porto-Novo. A elle seule, en 1934, la société de prévoyance de ce dernier cercle a mis en

terre dans ses cinq pépinières 52.500 noix de cocotiers. Les plants sont ensuite distribués aux indigènes. En 1932, 12.000 plants ont été mis ainsi en terre.

On peut dire qu'actuellement la zone côtière est presque entièrement plantée de cocotiers. Un arbre rapporte en moyenne 50 noix par an et le coprah obtenu est de bonne qualité.

La production de coprah des années à venir s'en trouvera augmentée.

Elle a été en 1932 de 178 tonnes.

Elle a été en 1933 de 133 tonnes.

Elle a été en 1933 de 301 tonnes environ.

Cette production n'est pas toute exportable car une grande quantité de noix est consommée dans la colonie, soit fraîches, soit sous forme d'huile.

B. Distributions de semences de maïs :

Le maïs est la base de l'alimentation des populations du Bas-Dahomey. Aussi de tout temps celles-ci se sont-elles intéressées à sa culture. Comme, d'autre part, l'esprit de prévoyance ne leur fait pas défaut, elles avaient pris l'habitude de constituer des réserves de graines de cette céréale.

La politique alimentaire des sociétés de prévoyance a donc été assez restreinte, et elles n'ont joué, à ce point de vue, qu'un rôle assez effacé. Cependant comme le plan de mise en valeur de la colonie, dans le souci d'éviter la monoculture, comportait à sa base l'extension de toutes les cultures, a-t-on développé la production du maïs pour l'exportation.

Celle-ci, inexistante dans les années précédentes a pris des proportions intéressantes. Elle s'est élevée pour l'ensemble du Dahomey en 1934 à : 5.653 tonnes, contre 16

tonnes en 1933, grâce il faut le dire, à la suppression des droits de douane à l'entrée en France.

C. Plantations modèles :

Les sociétés de prévoyance du Bas-Dahomey ont constitué des plantations-modèles, d'une superficie de 1 hectare chacune environ, de palmiers sélectionnés (associés avec le caféier), de caféiers et de cocotiers.

Ces plantations constituées sur les conseils techniques du Service de l'Agriculture procurent quelques ressources aux sociétés par la vente des produits, mais leur principal intérêt est surtout éducatif et social. Les indigènes apprennent ainsi comment une plantation doit être développée suivant les méthodes les plus modernes. Bref cette œuvre présente un intérêt de vulgarisation très élevé.

D. Perfectionnement de l'outillage mécanique :

Les indigènes ne connaissaient en effet que des instruments très primitifs, tant pour la culture que pour la fabrication et le conditionnement des produits d'exportation. L'antique daba et l'hilaire étaient ici, comme dans toute l'Afrique Occidentale française d'une utilisation courante. Quant à la fabrication et au conditionnement des produits naturels, ils étaient toujours mal assurés. L'entassement des noix de palme en terre pour séparer la pulpe de la noix était pratiqué couramment.

L'introduction d'un outillage mécanique moderne était donc indispensable à la fois pour augmenter la production et pour l'améliorer.

Le rôle des sociétés de prévoyance a d'abord été de montrer l'outillage mécanique par des démonstrations faites aux indigènes, et ensuite de le répandre parmi ceux-ci en remarquant que cette dernière tâche exige des ressources financières importantes.

a) Outillage pour le traitement des fruits de palmier à huile : Les indigènes extrayaient l'huile de palme, comme nous l'avons dit, suivant des procédés très primitifs. Les femmes et les enfants, en particulier, étaient chargés de casser les noix avec des cailloux pour obtenir les amandes.

Deux types d'appareils semblaient donc nécessaires pour la région : les concasseurs à noix afin de briser mécaniquement les noix de palme et les pressoirs à huile afin d'extraire l'huile de l'amande.

Les sociétés de prévoyance ont acheté un certain nombre de ces appareils.

Au début de 1931, la Société de Ouidah, par exemple, a distribué au prix de revient à ses adhérents, 6 pressoirs à huile et 10 concasseurs; celles de Mono et de Zagnanado, respectivement 5 et 11 pressoirs. Les sociétés d'Allada et d'Abomey se sont procurés l'une et l'autre, 1 et 6 concasseurs. Le mouvement a continué durant toute l'année 1931. Mais les sociétés ont acheté aussi un certain nombre de ces appareils mûs par un moteur à essence. Comme le coût de ces appareils est en général assez élevé (8 à 9.000 francs), les sociétés les transportent en des points fixes des cercles, et là ils traitent mécaniquement les noix apportées par les indigènes. Les sociétés perçoivent à cette occasion une petite redevance en nature ou en espèces qui vient d'autant grossir leurs ressources. Mais là n'est pas le but essentiel d'une telle activité. Elle agit surtout comme moyen de démonstration, de vulgarisation des méthodes modernes et présente un intérêt éducatif incontestable.

En 1931, la société d'Allada a acquis un camion automobile avec lequel elle effectue des tournées de démon-

tration du pressoir à huile. En 1934 deux nouveaux moto-concasseurs ont été acquis par la Société de Porto-Novo.

Comme nous l'avons vu déjà pour la Côte d'Ivoire, l'intérêt économique est évident. Les produits obtenus le sont plus rapidement et sont de meilleure qualité. Le degré d'acidité de l'huile notamment est bien plus restreint.

Certes les huiles de palme obtenues par les moyens mécaniques ne représentent que 2 % de la production, mais cette proportion croîtra rapidement avec les achats de matériel.

b) Outillage pour la fabrication du tapioca.

Avant 1934, le manioc, qui tient une place importante parmi les cultures vivrières du Bas-Dahomey, était en majeure partie consommé frais. Une faible part seulement était transformée en farine.

Aa partir de 1934 l'exportation a commencé, et on est arrivé à quelques chiffres intéressants. Là encore les sociétés de prévoyance ont procuré à l'indigène le matériel nécessaire à la transformation du produit : les râpeuses à manioc.

En 1934 la Société de Porto-Novo a mis en marché cinq râpeuses mécaniques qui ont donné 8 kilos d'un tapioca blanc et homogène pour 100 kilos de tubercules. On a obtenu en outre, 18 kilos d'un sous-produit excellent pour l'alimentation des animaux. Deux autres râpeuses fonctionnent encore dans le cercle de Ouidah, grâce à la société de prévoyance de l'endroit. Il en va de même du cercle du Mono où cinq râpeuses ont été introduites.

Ainsi la culture du manioc entre dans la gamme des productions qui éloigneront la région de la monoculture,

en même temps qu'elle constituera un élément important de l'exportation.

Région du Moyen-Dahomey.

Cette portion du territoire de la colonie, située entre le 8° et le 10° parallèle environ, est moins peuplée que la précédente. Au point de vue agricole la gamme des ressources est plus variée car on se rapproche du climat Soudanais. Ce sont surtout : le coton, le ricin, l'arachide, le maïs qui y sont produits. Le mil fait son apparition au fur et à mesure que l'on s'avance vers le Nord.

Les terres, comme dans le Bas-Dahomey, appartiennent dans leur quasi-totalité à l'indigène.

En raison des ressources vivrières abondantes, le rôle alimentaire des sociétés de prévoyance est assez restreint. En revanche, les cultures industrielles (coton, ricin, arachides) représentent la presque totalité de leur activité et alimentent une consommation locale ou une exportation qui tend à s'organiser depuis notre arrivée.

L'élevage, par suite du climat, est encore peu important.

Le rôle des sociétés de prévoyance, en cette région, s'est manifesté de quatre façons :

En créant des pépinières,

En organisant les campagnes annuelles de produits,

En introduisant l'outillage mécanique,

En forant des puits.

1° *Pépinières* : Le Moyen-Dahomey n'est pas la terre d'élection du palmier à huile ni du caféier. En revanche, les pépinières d'arbres fruitiers sont assez nombreuses. Il est permis de nourrir l'espoir que cette culture constituera une richesse supplémentaire pour la colonie.

2° *Campagnes annuelles des produits* : Les sociétés de prévoyance jouent un rôle prépondérant dans les campagnes annuelles des produits, c'est-à-dire dans les périodes qui vont depuis les semailles de certaines graines, jusqu'à leur récolte. Cela est visible pour plusieurs produits :

a) Le coton : Le coton cultivé dans cette région appartient à l'espèce *Gossypium Péruvianum* (variété locale acclimatée). Avant les semailles qui ont lieu à la saison des pluies (mai-juin) les opérations suivantes sont effectuées :

- 1° Récupération des graines aux usines d'égrenage,
- 2° Triage;
- 3° Distribution et semis.

Ces opérations sont effectuées par les sociétés de prévoyance qui utilisent à cet effet les camions et les hangars qu'elles possèdent.

Par ailleurs les sociétés font des essais de variétés sélectionnées et possèdent des champs d'essais et des champs modèles de ces variétés, le tout en accord avec le Service de l'Agriculture.

La campagne de vente commence en février de l'année suivante et comprend :

- 1° Rassemblement de la récolte d'une région en des centres choisis.
- 2° Envoi aux usines d'égrenage.
- 3° Récupération des graines et le cycle recommence.

Le rassemblement de la récolte en certains centres permet une centralisation qui évite la recherche de cette récolte dans des points souvent éloignés les uns des autres. De ces centres le coton est dirigé sur les 14 usines d'égrenage de la colonie par les camions des sociétés de

prévoyance. Enfin les sociétés viennent récupérer à ces mêmes usines les graines nécessaires aux prochaines semailles.

Les administrateurs de cercles, présidents des sociétés de prévoyance, interviennent auprès des indigènes afin que ceux-ci ne livrent point leur coton à des cours trop bas.

Les sociétés font ainsi office de régulateur des prix, fonction extrêmement précieuse. Mais elles peuvent aussi se porter acheteuses de certaines quantités de coton brut qu'elles font égrener et revendent ensuite aux exportateurs. Ces achats qui ont lieu à des prix assez bas, il faut le reconnaître, ont peut-être eu une influence sur les cours en les faisant remonter.

Enfin depuis 1933, elles peuvent aussi vendre le coton de leurs adhérents. Elles peuvent vendre, en outre, le coton sélectionné ou non, qu'elles ont récolté sur leurs propres champs d'essais.

Bref, les sociétés de prévoyance interviennent au premier chef dans les campagnes annuelles cotonnières. Leur influence entre certainement en ligne de compte dans la progression des exportations de cette fibre qui se sont élevées :

à 449 tonnes de coton égrené en 1932.

à 465 tonnes de coton égrené en 1933.

à 800 tonnes environ de coton égrené en 1934.

b) Ricin et arachides : En ce qui concerne ces deux cultures, nous retrouvons les mêmes opérations annuelles que nous signalions pour le coton et en particulier :

1° Distribution des graines ou contrôle de leur existence. Rassemblement des récoltes par centres.

2° Achats éventuels et revente aux exportateurs.

Les exportations de ricin et d'arachides pour le Dahomey entier, ont atteint les chiffres suivants au cours de ces dernières années :

Ricin : 228 tonnes en 1932.

940 tonnes en 1933.

1.763 tonnes en 1934 (dont 500 pour le seul cercle de Savalou).

Quant à l'arachide, qui était connue mais non exportée, l'exportation, insignifiante en 1932, a atteint 34 tonnes en 1933.

c) Maïs : Le maïs, ici comme au Bas-Dahomey, est cultivé pour l'alimentation. En outre, des essais ont été poursuivis et des semences distribuées pour obtenir un produit d'exportation.

Pour toutes ces productions l'administration était autrefois l'intermédiaire entre le producteur et l'acheteur à qui elle présentait des produits du cru méthodiquement préparés, d'une valeur très supérieure. Les sociétés de prévoyance ont aujourd'hui remplacé en grande partie l'administration dans ce domaine.

Cette action a d'ailleurs pu être intensifiée grâce :
1° à leurs ressources financières autonomes importantes et à destination essentiellement économique. Les dépenses ont surtout pour but de développer la production. Les frais d'administration sont réduits au minimum.

2° à leur matériel de transport important.

3° *Outillage mécanique* : Dans cette région économique du Moyen-Dahomey le matériel agricole concernait surtout le ricin et les arachides. Deux sortes d'appareils paraissaient à cet égard plus particulièrement nécessaires : les décortiqueuses à ricin et les égreneuses d'arachides. On n'en est cependant qu'à la période d'essai et

d'éducation des indigènes. Le stade du traitement ne tardera pas à suivre tout au moins en ce qui concerne les arachides. Mais avant d'atteindre cette phase, il faut être exactement fixé sur les appareils les plus aptes et les mieux adaptés au pays. Ceci exige encore des études et un choix assez long.

4° *Forage de puits* : Le Moyen-Dahomey a un climat beaucoup moins humide que celui de la région de Cotonou ou de Porto-Novo. Au fur et à mesure que nous avançons vers le nord, la saison sèche est plus longue et les pluies moins abondantes. Déjà on pressent le climat Soudanais des bords du Niger.

Aussi la question de l'eau, sans revêtir un caractère aigu comme au Sénégal, présente malgré tout une certaine importance. Les sociétés de prévoyance ont donc contribué à l'accomplissement d'un programme de construction de puits. Les travaux sont accomplis concurremment par l'administration et les sociétés. Certaines, celle de Djougou, consacrent chaque année dans leur budget, des sommes importantes pour le forage des puits.

Région du Haut-Dahomey.

Nous sommes ici en pleine zone soudanaise. La température subit dans le cours de l'année d'importantes variations. La saison sèche absorbe une grande partie de l'année et l'harmattan qui souffle alors donne une sensation de fraîcheur et même de froid. Au paysage de forêts-galeries a succédé celui de la plaine clairsemée de buissons et de temps en temps de baobabs. Paysage type du Soudan et du Niger. Les populations que l'on y rencontre sont sensiblement plus primitives que celles du Sud. Ce

sont surtout les Baribas parmi lesquels on trouve des villages Peuhls; d'autres semblent tout à fait arriérés : les Sombas. Tous ces gens-là, autrefois guerriers, sont devenus à l'heure actuelle surtout, des agriculteurs et éleveurs. Les cultures vivrières soudanaises forment la base de l'économie de cette partie du Dahomey. Ce sont : le mil, le manioc (introduit par nous), les ignames, le maïs, l'arachide. Pourtant le rôle alimentaire des sociétés de prévoyance a été ici assez marqué. Les cultures ne sont pas à l'abri des invasions de sauterelles qui viennent à certaines périodes détruire les récoltes.

Les deux cultures industrielles sont le coton et l'arachide.

Les produits de cueillette tiennent une certaine place dans l'activité des indigènes, surtout le kapok et le karité.

L'élevage fait son apparition. Alors qu'il est presque insignifiant au Moyen-Dahomey et surtout au Bas-Dahomey (petits bœufs des lagunes de Porto-Novo), le climat lui est ici très favorable. Les chevaux, les bovidés, les volailles, les porcs, les chèvres et les moutons sont assez répandus.

Le rôle des Sociétés de Prévoyance a été ici sensiblement étendu.

1° D'abord comme dans tout le reste du pays elles ont constitué des pépinières. Ce furent surtout des pépinières de kapokiers dans lesquelles les Sociétés ont planté des kapokiers à gousse indéhiscence (ceiba) qui présentent certains avantages relativement à l'espèce *Bombax* la plus répandue dans le pays.

En 1934, on calculait que les pépinières des Sociétés possédaient près de 325.000 plants de kapokiers. Les plus florissantes étaient celle de l'Atacora et de Djougou.

Elles possédaient aussi des pépinières d'arbres fruitiers.

2° Les Sociétés de Prévoyance ont distribué de ces plants de kapokiers et en ont repiqué dans les plantations qu'elles possèdent. A côté des plantations de kapokiers elles entretiennent également des plantations ou des champs d'essai pour les variétés intéressantes d'arachides et surtout de coton. Pour cette dernière culture, elles se sont surtout orientées vers les espèces « *Gossypium Punctatum* » et « *Gossypium Hirsutum* » et vers la variété « Allen » à courts cycles végétatifs.

3° Comme dans les autres régions, les Sociétés sont intervenues dans les campagnes annuelles de produits : coton, arachides, maïs. Pour le coton, en particulier, elles ont assuré le transport et la récupération des graines aux usines d'égrenage appartenant à l'Administration ou à l'Association cotonnière coloniale (Kandi, Djougou, N'Dali, etc...).

4° La question de l'eau n'a pas été négligée. Toutes les Sociétés de Prévoyance ont inscrit à leur budget des sommes importantes pour le forage et l'entretien des puits.

5° Leur rôle alimentaire a été efficace. Elles ont introduit une culture vivrière importante pour l'alimentation des indigènes et inconnue jusqu'alors : le manioc. Ce tubercule présente l'avantage de pouvoir rester longtemps en terre et d'être inattaquable par les sauterelles. Les sociétés de prévoyance se sont donc procurées des boutures de manioc et en ont effectué des distributions très importantes.

Dans l'Atacora notamment, la culture a été introduite en 1932 où elle était inconnue jusqu'alors, et cette année-là, la Société de Natitengou a distribué 13 tonnes 1/2 de boutures. Les distributions se sont élevées à 17 tonnes en 1934.

La culture semble à l'heure actuelle bien lancée dans tous les cercles. Bien mieux, une initiative intéressante a eu lieu à la ferme d'Ina : des cours sont faits aux femmes Baribas sur la manière de préparer ce tubercule qu'elles ignoraient ou qu'elles préparaient mal.

Ainsi donc s'est développée une récolte qui, en même temps qu'elle présente un intérêt vivrier important, permettra une exportation notable sous forme de tapioca.

6° Les possibilités du climat permettant l'élevage, les Sociétés n'ont eu garde de porter leurs efforts vers l'accroissement et l'amélioration du cheptel. Elles se sont occupées principalement du mouton et du porc. La Société de Prévoyance de l'Atacora a rassemblé des reproducteurs en vue de l'amélioration des races locales. Le troupeau de moutons du Macina, constitué en 1930 à Malanville, a été cédé en 1932 à la Société de Prévoyance du cercle du Moyen-Niger. La même année également la ferme d'Ina à Djougou a remis un verrat « Yorkshire » à la Société de Prévoyance du cercle pour des essais d'amélioration de la race du pays. Toujours à la même époque, cette dernière Société a acheté 8 truies pour la reproduction.

Sous ces efforts, le cheptel s'accroît et s'améliore petit à petit. En outre, pour stimuler l'activité indigène, les Sociétés organisent, conjointement à l'Administration, des concours à la suite desquels elles distribuent des primes aux éleveurs particulièrement méritants.

7° L'outillage mécanique n'en est encore qu'à ses débuts en cette région du Dahomey. Il concerne principalement l'arachide et le karité et pour ce dernier produit consiste surtout en moyens de transport facilitant l'écoulement vers les usines de transformation.

Ainsi, quoique l'action des Sociétés de Prévoyance soit seulement à ses débuts dans plusieurs régions, où elles n'ont pu agir encore qu'en peu de domaines, on peut dire néanmoins que le mouvement est partout bien lancé.

Ce qui le prouve, ce sont les chiffres de leurs budgets qui, en une seule année, de 1930 à 1931, se sont élevés de 561.469 francs à 3.139.372 francs. En même temps, l'actif total passait de 757.356 francs à 1.172.160 francs. C'est donc un signe évident de succès, succès provenant de leur intérêt indéniable pour toute la colonie et qu'on peut résumer en disant qu'elles ont développé la production industrielle partout et les cultures vivrières principalement dans le Nord.

Leur rôle éducatif, donc social, a été très important. Par l'introduction de l'outillage mécanique et la création de champ d'essai, elles ont agi vigoureusement sur l'indigène et ses pratiques.

Toute la production a ressenti leurs bienfaits : quantitativement par son augmentation constante, qualitativement par l'amélioration du produit et des méthodes.

Bref, comme le faisait remarquer en 1931 M. le Gouverneur Reste, alors chef de la Colonie : « Les Sociétés de Prévoyance du Dahomey ne sont pas vouées à l'inertie ni à la disparition. » Elles ont, au contraire, un brillant avenir devant elles et contribueront certainement à discipliner ce goût de la terre que possède déjà le cultivateur dahoméen et qui en fait un des premiers peuples africains.

III

LES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE DES COLONIES TERRIENNES.

Il s'agit de la Mauritanie, du Soudan et du Niger. Nous nous trouvons ici en présence de pays où l'institution, parfois de création ancienne, paraît avoir dans l'ensemble un avenir limité. C'est d'abord le cas de la Mauritanie en raison de ses aptitudes non spécialement agricoles ; du Soudan ensuite où d'importantes tentatives de colonisation sont en cours, reléguant pour le moment les Sociétés de Prévoyance à un second plan ; du Niger enfin, où probablement longtemps encore ces institutions risquent de jouer uniquement le rôle de greniers de réserves.

Bref, dans ces trois colonies, le Soudan mis à part peut-être, les organismes étudiés ne paraissent pas appelés à jouer un rôle de premier plan dans l'économie de ces pays. Les races ne sont-elles peut-être pas encore assez mûres pour un essai coopératif de grande envergure ? En tout cas, les institutions de prévoyance n'ont sûrement pas trouvé là un terrain d'élection aussi favorable qu'au Sénégal ou aux colonies côtières.

A. Les Sociétés mauritaniennes.

La première Société de Prévoyance fondée en Mauritanie fut celle du cercle de Chémama, dont les statuts, reproduction de ceux de Podor, furent approuvés par arrêté du gouverneur général en date du 20 mars 1922.

Pendant plusieurs années, ce groupement ne put réaliser aucun programme. Il se préoccupa simplement d'acheter des moulins à bras, afin de produire en com-

mun de la farine de mil. De cette façon, l'importante main-d'œuvre féminine employée auparavant au pilage du mil, base de l'alimentation, était rendue au travail de la terre. Elle réussit également à faire forer plusieurs puits en ciment, afin de favoriser la transhumance des troupeaux. L'eau en effet est d'une importance vitale pour ces régions en majeure partie désertiques.

Quoique n'ayant réalisé aucun programme bien défini, la Société avait néanmoins manifesté une certaine activité et eu un certain succès. C'est qu'en effet le cercle de Chémama, situé sur la rive droite du Sénégal, comprend des populations de race noire et les statuts de la Société de Prévoyance s'adaptaient bien aux habitudes de ses 15.474 adhérents, tous noirs.

Par contre, l'extension des Sociétés de Prévoyance à d'autres cercles de la Mauritanie s'avérait plus délicate. La colonie est, en effet, habitée presque partout par les Maures, nomades avant tout, et ne manifestant qu'un très léger intérêt pour l'agriculture. Celle-ci est pratiquée par un fond de population noire, serve la plupart du temps, dans les oasis, palmeraies ou rares bassins particulièrement fertiles.

D'autre part, les Maures sont des musulmans de stricte observance. En tout état de cause, ils ne pouvaient bénéficier, comme dans certaines régions guinéennes, leur religion le leur interdisant, des prêts à intérêt tels que les organisait la législation de 1919.

Une modification en ce qui concerne ce dernier point était donc nécessaire. Elle fut réalisée par l'arrêté local du 14 octobre 1926¹ réglant en Mauritanie les mesures d'exécution de l'arrêté général du 23 janvier 1925. Ce

1. *Journal Officiel de l'A. O. F.*, 16 octobre 1926.

texte décidait que les prêts ne porteraient pas intérêt dans la colonie. Le débiteur au moment de l'échéance ne verserait pas un intérêt mais un simple « supplément pour frais de gestion » pour ses prêts en nature ou en espèces. En fait, c'était un intérêt sous un autre nom, mais cette mesure évitait de froisser les susceptibilités religieuses des habitants.

A la suite de cet arrêté, quelques Sociétés de Prévoyance se constituèrent. Le 22 juin 1927, la Société du Cercle du Tagant et du Guidimaka voyait le jour. Le 10 septembre 1926, l'ancienne Société de Chémama se transformait et devenait la Société du cercle du Brakna. En 1928, on créait la Société du cercle du Gorgol et en 1931 celle du Trarza. D'autres créations ont suivi, notamment à Kiffa et dans la subdivision de M'Bout.

Bref, il existe à l'heure actuelle à peine une dizaine de ces organismes dans la Colonie.

L'économie de la Mauritanie dicte tout naturellement leur genre d'activité. Pays de steppes désertiques où les points d'eau sont rares et où les récoltes sont à la merci du manque de pluie ou des invasions de sauterelles, elles ont eu surtout une politique alimentaire. Elles ont distribué des semences, mis à la disposition des Maures quelques minimes secours en argent, construit quelques puits et barrages. Dans une certaine mesure, elles se sont occupées aussi de l'élevage.

En 1926-1927, à l'occasion d'une récolte déficitaire, elles sont intervenues auprès de l'indigène en distribuant des secours. L'une d'elles a même avancé 10.000 francs aux plus nécessiteux de ses membres, somme importante pour les faibles ressources de la Société et bien minime pourtant si l'on considère le nombre des sinistrés et l'importance des dégâts.

Il y eut quelques distributions de graines. En 1929, la Société de Boghe a fourni aux indigènes du Brakna 600 kilos de semences de riz, afin de développer cette culture dans ce cercle assez fertile. En 1933, les Sociétés de Kaedi et de Rosso ont distribué l'une 18 tonnes et l'autre 4 tonnes d'arachides afin d'étendre les emblavures. On note même qu'en 1930 la Société du Tagant a procuré des charrues légères à ses adhérents.

La politique de l'eau a été menée plus vigoureusement et certains organismes entretiennent bon nombre de puits. La Société du Tagant a même reconstruit en 1928 le barrage d'Edderoum' qui avait été emporté par des pluies torrentielles en 1927.

En ce qui concerne l'élevage, on peut porter à leur actif la part qu'elles ont prises, sous forme de dons à l'installation matérielle et au fonctionnement du Laboratoire vétérinaire de Boghé ouvert dans le courant de 1930.

Tout ceci n'est pas le résultat d'un plan bien conçu, d'un programme cohérent. Ce sont des initiatives au petit bonheur, prises lorsque les circonstances l'exigent. Il faut reconnaître que le pays ne se prête guère à un grand développement d'institutions de ce genre. Contrée aux points de culture rares, entretenus par une population noire généralement serve, la majorité de la population reste nomade et bien heureux si on peut la détourner de vieilles habitudes de pillage.

Les Sociétés de Prévoyance s'occuperont probablement encore longtemps de distribuer des secours et quelques tonnes de semences. Peut-être, à la longue, agiront-elles sur la fixation, la stabilisation de la population. Mais ceci est une œuvre de longue haleine et d'ici là les Socié-

tés de Prévoyance ont de grande chance de végéter ou tout au moins de ne pas marquer un grand développement.

B. *Les Sociétés soudanaises.*

Au Soudan, l'introduction législative des Sociétés de Prévoyance est à peu près contemporaine de celle de la Mauritanie. C'est un arrêté local du 8 avril 1926 qui règle ici les mesures locales d'exécution de l'arrêté général du 23 janvier 1925.

Avant cette date, il existait néanmoins un organisme de prévoyance dans la Colonie : la Société du cercle de Nara, approuvée par arrêté du gouverneur général en date du 20 novembre 1920.

Comme le disaient les statuts, la Société avait pour but :

1° D'aider à l'amélioration des cultures et de la qualité des produits ainsi qu'à introduire de meilleures conditions d'élevage.

2° D'acheter des instruments agricoles.

3° De venir en aide aux sociétaires par des allocations en nature ou en espèces.

4° D'organiser des prêts mutuels agricoles à long terme, en nature ou en argent ; prêts indépendants des avances faites normalement aux sociétaires.

Elle était composée de tous les habitants du cercle de statut indigène, cultivateurs ou éleveurs, ayant leur domicile depuis six mois au moins dans le cercle. Elle comprenait trois sections : Ballé, Mourdiah et Sokolo correspondant aux trois subdivisions du même nom. Chacune était administrée par une commission de cinq mem-

bres élus dans la section proportionnellement à l'importance des races composant la population de chaque subdivision.

Tel fut la première société de prévoyance du Soudan français avant l'arrêté local du 8 avril 1926 réglant les mesures d'exécution de l'arrêté général du 23 janvier 1925.

De longues années, jusqu'en 1930, le mouvement resta stationnaire et on ne comptait toujours que l'unique société de Nara.

Ceci à la vérité n'a rien d'étonnant. Un tel mouvement, à moins d'avoir à faire à des populations très évoluées, ne se crée pas du jour au lendemain. Il fallait que les populations soient mieux instruites des avantages qu'elles pouvaient en retirer pour que ce genre d'institutions obtienne un certain succès. A partir de 1930 le mouvement prend une certaine ampleur. Un arrêté du 27 décembre 1930 ¹ crée une société de prévoyance dans chacun des cercles de Bafoulabé, Bamako, Bougouni, Kayes, Kita, Koutiala, San, Sikasso. Trois ans plus tard il en était créée une dans le cercle de Mopti ² et en août 1934 dans celui de Satadougou. Par suite du rattachement en 1932 d'une partie de la Haute-Volta au Soudan, la Société de Ouahigouya revint à cette dernière Colonie. En 1934 il en était instituée une dans l'ancienne subdivision de Tougan. Enfin tout récemment le cercle de Nioro a été doté de sa société de prévoyance, mais elle ne commencera à fonctionner qu'à partir du 1^{er} janvier 1935.

La majeure partie des cercles du Soudan est donc pourvue actuellement d'organismes de prévoyance.

1. *Journal Officiel de l'A. O. F.*, 21 février 1931.

2. Arrêté du 20 juillet 1933 (*Journal Officiel de l'A. O. F.*, 9 sept. 1933).

Les sociétés se divisent généralement en deux ou trois sections correspondant à des subdivisions ou à des groupements ethniques. C'est ainsi, par exemple, que la Société de San comporte quatre sections : celle des Markas, des Bambaras, des Bobos et des Miniankas. La Société de Mopti en comprend trois : section des Bambaras, section des Bozos, section des Peuhls.

D'après les rôles des cotisations qui sont approuvés chaque année par le lieutenant-gouverneur, on peut se rendre compte du nombre des sociétaires puisque le taux de la cotisation est fixé à 1 franc par personne. On voit ainsi que certaines sociétés soudanaises ont un nombre d'adhérents très élevé : Bamako, Ouahigouya, notamment, dépassent chacune la centaine de mille.

Leur situation financière est aisée. Toutes ont équilibré leur budget et la plupart possèdent des excédents de recettes très importants. C'est ainsi que l'arrêté d'approbation des budgets pour 1934 fait ressortir pour Bougouni un volume de recettes s'élevant à 239.087 fr. 65 et un volume de dépenses de 122.700 francs seulement. Pour la société de Nara les recettes s'élèvent à 474.357 fr. 90 et les dépenses à 137.056 fr. 50. Bref pour 1934, le volume global des budgets des sociétés de prévoyance dépassait trois millions, atteignait exactement 3.045.446 fr. 07. L'excédent des recettes sur les dépenses approchait le million (975.199 fr. 59).

Cependant une bonne situation financière n'est pas toujours le signe d'une grande activité. Une société peut avoir une excellente situation financière tout en s'étant bornée à thésauriser inutilement.

En tout cas l'activité des sociétés de prévoyance soudanaises semble s'être portée principalement en deux

domaines : distribution de semences et de secours à leurs membres — vulgarisation du matériel agricole. Un fait qui montre bien que ces deux choses forment le fond de leur activité : la colonie du Soudan a demandé en 1931 que la réglementation administrative et financière concernant les prêts en espèces soit simplifiée le plus possible. Elle a demandé également que soient facilitées le plus possible les avances sur récoltes et les prêts en nature tels que cessions de vivres en cas de nécessité, prêts d'instruments aratoires, d'animaux de trait et de semences sélectionnées.

Nous avons pu recueillir quelques renseignements sur leurs efforts. En 1933 pour que, sous l'effet de la crise, les indigènes n'abandonnent pas la culture de l'arachide, les sociétés ont réparti des semences de cet oléagineux entre leurs membres. La même année, du mil a été distribué en quantités assez importantes par suite de la récolte défectueuse : 30 tonnes à Nioro, 12 tonnes à Bougouni, 2 à Kita. En outre 2 tonnes de mil d'une variété particulière très hâtive, le mil « Fétérita » ont été réparties entre les cercles de Nara, Macina, Ségou, Mopti, Kayes, et Nioro. Une impulsion a été donnée à la culture du riz dans les cercles de Gao, Gourma, Tombouctou, Goundam. Des semences sélectionnées de riz ont été distribuées par les Sociétés de Bamako et de Bougouni dans la proportion de 1 tonne et de 5 tonnes et demi.

C'est donc le problème vivrier qui est au premier plan de leurs préoccupations, chose facilement compréhensible dans des régions où les sinistres et les disettes ne sont point rares.

L'amélioration des cultures et l'introduction d'un outillage moderne n'est venue ensuite qu'en deuxième lieu.

Les sociétés s'y sont néanmoins intéressées. En 1934 la société de prévoyance de Segou a prévu 9.000 francs de crédits supplémentaires pour l'achat de matériel agricole et 5.500 francs pour l'amélioration des cultures. En 1931-32 celle de Sikasso a consenti à ses adhérents la cession gratuite de 600 charrues. On peut estimer qu'en trois ans d'efforts les sociétés de prévoyance ont fourni 2.560 charrues aux cultivateurs soudanais.

Ce sont donc des signes d'activité de bon augure.

Cependant au Soudan tout l'intérêt se trouve concentré sur un autre point : la colonisation par les indigènes de vastes lots de territoires. L'intervention de l'administration en ce domaine a été extrêmement active. L'administration est intervenue directement non seulement en effectuant les travaux d'irrigation et de gros aménagements, mais en fournissant elle-même, à titre remboursable, les charrues, le cheptel, les premières semences, et nourrissant les familles indigènes pendant l'année de stage et en les dispensant de tout impôt foncier. En 1931, le Crédit Agricole mutuel par l'intermédiaire d'une caisse centrale a substitué son aide financière à celle de l'administration.

Mais pour pouvoir profiter du Crédit Agricole mutuel, l'indigène doit faire partie d'une société de prévoyance ou de toute autre collectivité prévue par le décret de 1931 : société coopérative agricole ou association agricole indigène. Or la colonie semble plutôt s'orienter vers cette dernière forme de groupement, assez différente de la société de prévoyance à caractère obligatoire. Les colons des villages de colonisation étant groupés en associations agricoles indigènes administrées chacune par un conseil mixte, à la tête duquel serait un Européen. Ces associa-

tions seraient elles-mêmes affiliées à la Caisse centrale de Crédit Agricole qui leur procurerait les sommes nécessaires à l'aménagement des blocs de colonisation, à l'achat du cheptel, etc... Au début elles recevraient des subventions du Gouvernement, subventions qu'elles consacraient à la souscription de parts dans le capital social de la Caisse de Crédit agricole.

Des deux voies qui s'offrent : sociétés de prévoyance groupant obligatoirement les indigènes et associations agricoles à adhésion libre, le Gouvernement semble choisir cette dernière solution qui lui paraît mieux adaptée aux conditions locales et à l'existence sur la colonie d'un contingent européen relativement nombreux.

Est-ce à dire que les sociétés de prévoyance sont appelées à disparaître au Soudan ? Non certes car elles paraissent « particulièrement favorables au développement du Crédit Agricole en ce sens qu'elles disposent de ressources régulières et offrent dans leur organisation actuelle, au point de vue de l'obtention des prêts et de leur remboursement, des garanties certaines ¹. »

Néanmoins il n'est pas téméraire d'affirmer qu'au Soudan les essais de colonisation indigène relèguent dans une certaine mesure au second plan les idées de prévoyance. Il n'est pas exagéré de dire que toute la colonie a les yeux tournés vers les plaines de Niénébalé et de Baguinta où se poursuivent de grandioses expériences.

C. Les sociétés de prévoyance nigériennes.

Nous sommes ici dans un pays dont la mise en valeur vient à peine de commencer. Jusqu'en 1922 le pouvoir

1. *Le Soudan*, publié par le Gouvernement général de l'A. O. F. à l'occasion de l'Exposition Coloniale Internationale (Société des Editions Géographiques, maritimes et coloniales, Paris, 1931).

militaire a gouverné ces régions incomplètement pacifiées, où vivent des populations nomadisantes pour la plupart, à instinct de pillards. Bref, ce territoire qui dépasse 1.200.000 kilomètres carrés est une vaste étendue semi-désertique dont une grande partie est aride ou ne comporte que des salines. La seule région intéressante est celle qui borde le Niger, Niamey par exemple, où les eaux et les limons du fleuve donnent une certaine fertilité aux terres.

Un arrêté local pris en avril 1934 a doté chaque cercle de la colonie d'une société de prévoyance. Mais ici le rôle de ces organismes semble très voisin de celui qu'assument les sociétés de prévoyance de Mauritanie.

La distribution de semences et de secours en nature ou en espèces paraît absorber la majeure partie de leur activité. La formule du grenier de réserve paraît d'ailleurs la mieux adaptée au pays et y réussit assez bien.

On peut noter que des lots de graines d'arachides sélectionnées ont été distribuées par les sociétés de prévoyance : 45 tonnes par la Société de Dosso, 14 tonnes par celle de Gouré et 12 tonnes par celle de Niamey.

Nous pourrions donc dire qu'au Niger comme en Mauritanie, le mouvement coopératif est freiné par les conditions particulières du milieu.

CONCLUSION

ŒUVRE RÉALISÉE. — PERSPECTIVE D'AVENIR.

Une des plus fortes personnalités qui ait présidé aux destinées de l'Afrique Occidentale française, le gouverneur général van Vollenhoven, disait des sociétés de prévoyance en 1917 : « Multipliées dans nos colonies, soumises à un contrôle effectif et permanent, les sociétés indigènes de prévoyance de secours et de prêts mutuels agricoles seront les meilleures collaboratrices de l'action gouvernementale pour accroître nos productions coloniales et donner à la population l'aisance et la richesse. »

Ces quelques lignes du si regretté van Vollenhoven en même temps qu'elles étaient une prophétie constituaient tout un programme.

Elles se sont d'abord multipliées. Si l'on songe qu'elles étaient à peine une douzaine en 1920, disposant d'un capital social de 5 millions et qu'elles dépassent aujourd'hui la centaine groupant plus de la moitié de la population totale de l'A. O. F. avec un capital total atteignant 37 millions, on ne peut qu'être frappé du chemin parcouru.

Mais les statistiques si elles signifient quelque chose, ne doivent pas néanmoins être prises dans un sens absolu. Il est relativement facile de grouper des adhérents et de

percevoir des cotisations. Le fonds social s'accroît ainsi régulièrement et les disponibilités augmentent.

Si les sociétés de prévoyance s'en étaient tenues à ces efforts négatifs, il n'y aurait pas de quoi être fier de leur œuvre. La thésaurisation n'a jamais été une fin.

Mais loin de cette position statique, se situe l'œuvre. Certes nous avons vu que dans certaines régions et de par les conditions naturelles du milieu, les sociétés de prévoyance, sans s'abandonner à l'inertie, sont loin d'avoir manifesté une activité débordante.

En revanche dans la plupart des autres régions, au Sénégal et dans les colonies côtières au riche avenir, nous leur avons vu accomplir un travail patient et obstiné qui commence déjà à donner des résultats. Au Sénégal aujourd'hui, les termes de mise en valeur et de sociétés de prévoyance sont inséparables. Si intimement liés qu'il a pu être dit récemment, avec quelque exagération d'ailleurs, qu'on assistait dans ce pays à « l'instauration d'un collectivisme d'Etat ¹. » En Côte d'Ivoire, au Dahomey, de création récente pourtant, elles ont adapté leur activité aux problèmes si particuliers de ces pays. Bref le mouvement n'est peut-être pas également généralisé partout mais il est bien lancé, et, sans aucun doute, il fera tache d'huile.

Toute cette activité que nous avons vu se manifester, se traduire en taches multiples, s'est concentrée, comme le laissait entrevoir van Vollenhoven, sur un domaine essentiel : l'Economique.

Il serait vain de répéter ici que l'Economique conditionne au plus haut point la vie des peuples. Sans pro-

1. J. Paillard, *Périples Noir*, s. d., *Les œuvres françaises*, in-12, 256 pages, Paris, 1925.

grès économique pas d'autres formes de progrès : ni social, ni moral, ni intellectuel et politique. Et en ce qui concerne nos possessions de l'Ouest africain en particulier pas d'évolution possible du pays, sans un développement adéquat des productions agricoles.

Il est hors de doute que de telles nécessités dictaient un programme qui se présentait ainsi dans sa généralité :

- 1° améliorer les procédés de culture;
- 2° améliorer les moyens de transport;
- 3° améliorer la condition matérielle et morale de l'indigène.

Mais à la vérité, ce dernier point est un fait réalisé si les deux premiers sont accomplis. Le programme se présente alors comme une construction sur laquelle se portent tous les efforts. Mais, qu'on néglige les fondations de base et tout s'écroule.

Ce qu'il faut voir dans certains actes accomplis par les Sociétés et qui peuvent paraître puérils au premier abord : distributions de semences, constitution de pépinières, de champs d'essais, etc...., c'est leur nécessité profonde. Il faut répéter sans se lasser avec les divers chefs qui se sont succédés à la tête de la Fédération; c'est par l'amélioration constante des facultés productives de l'indigène que l'on peut améliorer son sort et le faire évoluer.

Les distributions familiales de semences hâtent la disparition de la propriété collective. Aux champs villageois elles font succéder les champs familiaux et renforcent la solidarité familiale. Les prêts de semences, le perfectionnement des cultures augmentent la production indigène.

Par l'amélioration des conditions de vente, les Sociétés de Prévoyance procurent du pouvoir d'achat au naturel et lui permettent de s'acheminer vers la petite propriété individuelle, gage de progrès et de stabilité politique. Sans importance ces forages de puits, ces initiatives de reboisement, ces distributions de boutures et de graines, ces introductions de cultures maraîchères ou d'agrumes? Non car elles tendent à fixer l'indigène au sol, l'éloignent du nomadisme, le détournent de la cueillette pure, orientent son activité vers d'autres domaines en même temps qu'elles accroissent sa richesse.

Augmenter la richesse, voilà en définitif le but primordial. L'aisance matérielle suit alors d'elle-même. Le naturel se nourrit mieux, s'habille mieux, se loge mieux. La pitance, le vêtement, la maison, tels sont par ordre de croissance les termes du processus. L'indigène mangeant mieux, s'habillant mieux et étant logé plus confortablement il s'ensuit une amélioration des conditions d'hygiène et de la santé et partant une augmentation de la population, condition essentielle d'une bonne colonisation.

Politiquement, les avantages ne sont pas moins certains. Muni de ressources suffisantes, l'indigène paie mieux ses impôts et par conséquent les rapports entre colonisateur et colonisé sont moins tendus. L'exercice du commandement devient plus facile. La collaboration entre les deux éléments revêt bien alors la forme de l'Association, postulat fondamental de toute notre œuvre coloniale. La Société Indigène tend de moins en moins à rester dans l'expectative, à vivre repliée sur elle-même dans ses barrières et ses traditionnelles haines de races. Une œuvre féconde se réalise.

Dans le domaine intellectuel encore, les bénéfices sont évidents. Les formes de mutualité sont des cadres propices pour la libre discussion. Une foule de problèmes nouveaux se pose à des gens qui hier peut-être étaient irréductiblement hostiles les uns aux autres. Les Sociétés de Prévoyance réalisent là encore une œuvre qui n'est peut-être pas pour le moment apparente, mais dont les bienfaisants effets se feront sentir à la longue. M. le gouverneur Reste disait en parlant des sociétés Dahoméennes : « La gestion de ces Sociétés, leur fonctionnement, les problèmes qui se posent du fait même de leur existence, les discussions, les projets que peut susciter leur développement, apportent un aliment de tout premier ordre à l'activité physique et intellectuelle des indigènes. Nous proposons à leur ingéniosité, à leur esprit de réalisation, des objectifs immédiats, précis, à leur portée, cadrant admirablement bien avec leurs goûts et leurs tendances héréditaires. »

Pourquoi ce qui est vrai pour le Dahomey ne le serait pas ailleurs ?

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance sont loin d'avoir réalisé tout ce programme. Longtemps encore vraisemblablement elles distribueront des semences, constitueront des pépinières, creuseront des puits.

Par un mécanisme d'auto-défense dans ces temps troublés, elles cherchent à créer un vaste mouvement coopératif qui tendra à éduquer les masses et à créer ce « paysannat indigène » si nécessaire pour la stabilité d'une Colonie.

Par là, la faveur gouvernementale qui se manifeste pour les Sociétés de Prévoyance se lie donc bien à « une politique réaliste qui veut des écoles populaires et des notables ».

Telle est bien l'idée fondamentale et féconde qui se dégage de cette institution : réaliser l'union de 15 millions d'habitants dans un mouvement coopératif puissant, entraînant tout le pays dans un large renouveau économique et social.

Il n'y a là aucune « mystique » entâchée d'un mirage d'étatisation commerciale, mais seulement le désir d'appliquer des solutions qui se recommandent encore plus particulièrement dans la difficile époque actuelle.

Au point de vue législatif les textes concernant les Sociétés de Prévoyance paraissent bien être au point. Ils sont suffisamment larges pour tenir compte des conditions locales. A l'intérieur de leur cadre les initiatives individuelles peuvent se donner librement cours.

Mais, comme on l'a dit, les Sociétés de Prévoyance vaudront d'ailleurs ce que valent ces initiatives et ce que valent les hommes placés à leur tête. La tâche de ces derniers est certes lourde. A côté de ses occupations nombreuses que lui dictent ses devoirs de commandant de cercle, l'administrateur doit s'occuper, tâche supplémentaire, de la présidence de sa société. Heureusement les agents sont plus nombreux depuis quelques années et peuvent seconder efficacement le Président. Deux qualités paraissent plus particulièrement nécessaires à ce dernier : un grand bon sens et surtout la foi dans l'œuvre entreprise.

Si sa gestion est bonne un outil d'une telle puissance peut faire merveille. Manque de foi, mauvaise gestion peuvent au contraire le rendre très dangereux et aller à l'encontre des intérêts que l'on veut défendre.

En tout cas avec leurs ressources financières déjà importantes et l'autorité de leur Administrateur-Président,

les Sociétés de Prévoyance apparaissent comme des moyens très efficaces, plus puissants que ceux que possède l'Administration seule dont les initiatives en cette matière sont souvent critiquées par l'opinion publique.

Il est vrai, toutefois, que les Sociétés n'y échappent pas. Ces derniers temps surtout elles ont été considérées dans certains milieux comme une manifestation, sinon d'hostilité, tout au moins de méfiance vis-à-vis de certaines activités. Il ne paraît pas cependant avoir été dans la pensée de l'Administration, à quelque moment que ce soit, de nourrir de tels sentiments vis-à-vis de l'élément colon ou commerçant. Elle ne paraît pas avoir pesé uniquement sur l'un des plateaux de la balance : favoriser l'indigène au détriment du commerce local. Bien mieux, l'Administration a toujours laissé entendre qu'un tel mouvement coopératif ne se limiterait pas dans l'avenir au seul élément indigène. Les activités libres y auront leur place. Le Commerce ne nomme-t-il pas déjà un membre pour le représenter à la Commission Centrale de Surveillance des Sociétés de Prévoyance, et à l'inverse les Sociétés de Prévoyance n'éli-sent-elles pas des représentants aux Chambres de Commerce ?

Le commerce, cependant, doit-il avoir dès maintenant sa place dans les organismes autoritaires que nous venons d'étudier ? Nous ne le pensons pas. Les Sociétés de Prévoyance sont encore, par la force des choses, trop étatisées, trop administratives pour donner lieu à une telle réforme. Mais il ne fait aucun doute que la coopération mixte sera la solution de l'avenir. Pour cela il est nécessaire de laisser s'écouler du temps. Il faut d'abord agir sur l'indigène en lui montrant les bienfaits de la

mutualité. Il ne faut pas le laisser rebelle au groupement. Il est indispensable qu'il s'associe ou soit associé à ses semblables, et qu'il prenne conscience de ses intérêts. Dès lors l'Administration pourra lui laisser discuter librement ceux-ci dans des Sociétés de Prévoyance à formes moins autoritaires et où entreront plus tard avec profit tous les autres artisans de la mise en valeur.

Mais ceci est le but à atteindre, la limite mathématique pourrait-on dire, vers laquelle tend l'organisation mutualiste étudiée.

Pour se rapprocher davantage de ce but, l'Administration a un moyen efficace : l'enseignement Mutualiste. Il faut qu'elle inculque à l'enfant et à l'adolescent une formation mutualiste qui le conduira tout doucement, une fois adulte, à la Société de Prévoyance.

Dans cette œuvre de longue haleine, des résultats ont déjà été obtenus que nous ne pouvons indiquer ici que sommairement. L'enseignement mutualiste à l'école a fait de grands progrès avec ces mutuelles scolaires qui se sont développées un peu partout en Afrique Occidentale Française depuis quelques années. Les mutuelles scolaires se présentent sous forme d'une caisse fonctionnant auprès de chaque école, alimentée par les dons des parents et le produit du travail des élèves. Avec ces ressources et selon les possibilités agricoles ou pastorales de la région, des plantations de cacaoyers, de cotonniers, caféiers, etc., sont entretenus ou de petits troupeaux constitués. Les revenus sont mis en commun et servent à améliorer la nourriture de l'élève, ou sont utilisés à acheter des objets d'utilité commune. On conçoit l'intérêt de pareilles créations.

Comme l'a dit un des pionniers de l'Enseignement en

A. O. F., M. G. Hardy¹ : « Un tel procédé développera chez les écoliers deux tendances qui, jusqu'à présent ne sont guère apparues chez l'indigène de l'A. O. F. : la prévoyance et l'entraide. »

Il le conduira une fois homme, vers la Société de Prévoyance pour laquelle il aura alors un préjugé favorable. La mutuelle scolaire aura été pour lui une « initiation ».

Les gouverneurs généraux, depuis Merlaud-Ponty, se sont intéressés à ces Sociétés de Prévoyance en puissance. En 1931 on en comptait officiellement 117 pour l'Afrique Occidentale française tout entière, ayant réalisé 82.240 francs de recettes.

C'est donc un long effort qui est entrepris dans toute la Fédération. Effort cohérent qui relève, comme l'exprimait encore récemment M. le gouverneur général Brévié, du sens même de notre colonisation tendant « à faire évoluer l'indigène dans son milieu et à valoriser simultanément l'homme et le pays. »

1. G. Hardy, *Une conquête morale : l'Enseignement en A. O. F.*, Colin, éditeur, p. 211.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Droit,
Edgard ALLIX.

Vu :

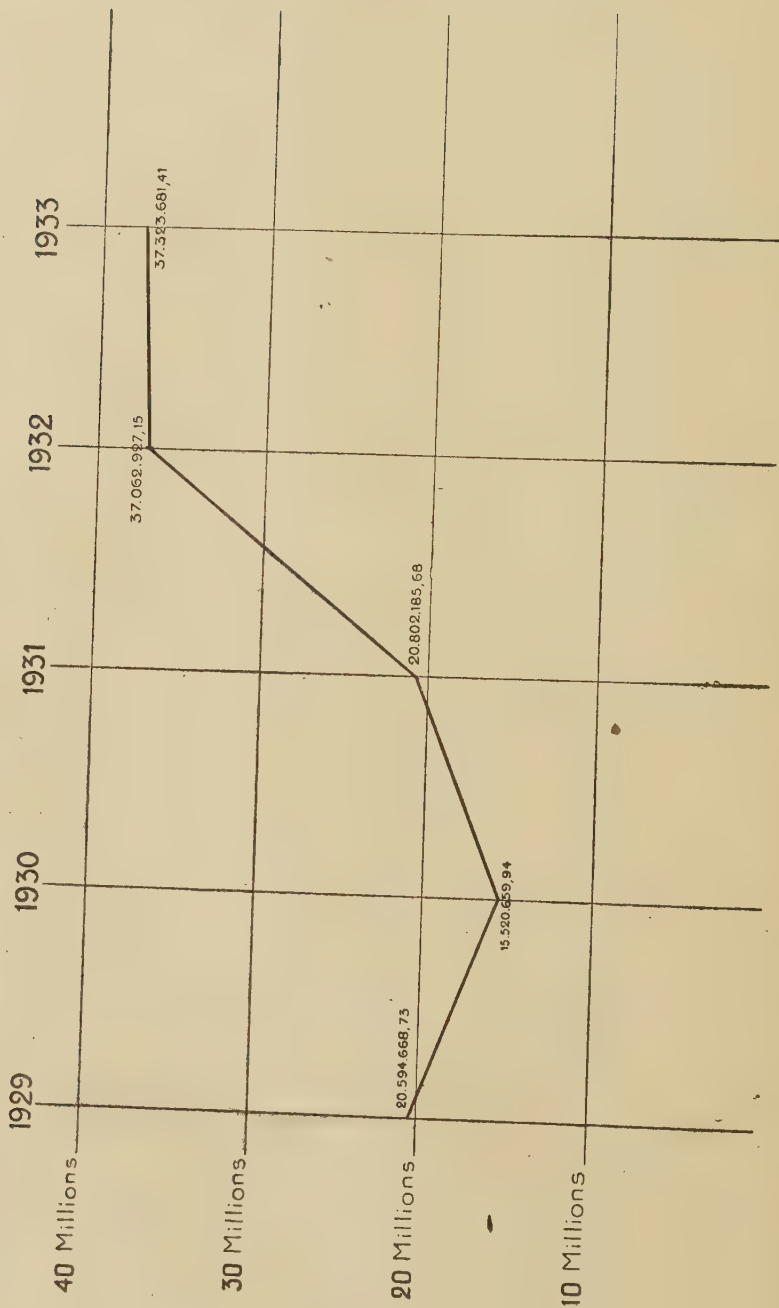
Le Président de la thèse,
René MAUNIER.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

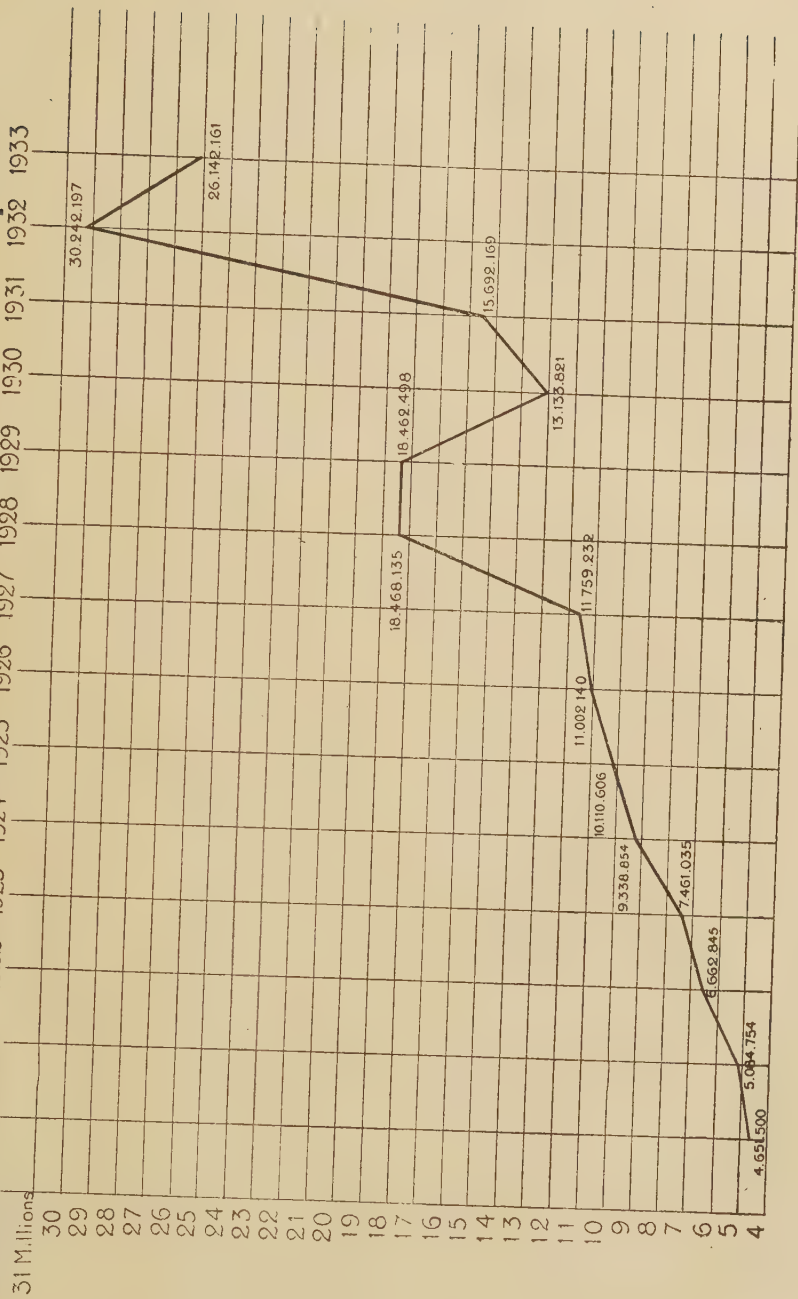
PROGRESSION DES ACTIFS TOTAUX DES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE DE
L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE DE 1929 A 1933

CAPITAL TOTAL
(Millions de Francs)



PROGRESSION DES ACTIFS TOTAUX DES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE DU SÉNÉGAL DE 1920 A 1933

CAPITAL TOTAL
(Millions de Francs)



INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

I. OUVRAGES ET MONOGRAPHIES

- ARCIN. — *La Guinée Française*. Challamel, éditeur, Paris, 1907.
- BRÉVIÉ (J.). — *Islamisme contre Naturisme. Essai de Psychologie politique coloniale*. Editions E. Leroux, Paris, 1922.
- COUILLAUD. — *Des Institutions d'Assistance et de Prévoyance mises à la disposition des indigènes de l'A. O. F.*, Thèse, Poitiers, 1911.
- DELAFOSSÉ (M.). — « Le Peuple Siéna ou Sénoufo », in *Revue des Etudes Ethnographiques et Sociologiques*, Librairie Orientaliste Paul Geuthner, Paris, 1908-1909.
- DELONCLE (P.). — *L'Afrique Occidentale Française*, Editions E. Leroux, Paris, 1931.
- HARDY (G.). — *Une conquête morale : l'Enseignement en A. O. F.*, A. Colin, éditeur, Paris.
- HENRY (M.). — *Le Programme Agricole* (campagne de 1921). (Inspection Générale de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts), broch. Larose, éditeur, Paris, 1922.
- LABOURET (H.). — *Les Manding et leur langue*, Larose, éditeur, Paris 1935.
- MARC (Lieutenant). — *Le Pays Mossi*, Larose, éditeur, Paris, 1909.
- MARTY (P.). — *Etudes sur l'Islam au Sénégal*, Editions E. Leroux, Paris, 1917.
- *L'Islam en Guinée* (Fouta Djallon), Editions E. Leroux, Paris, 1921.
- *L'Islam en Côte d'Ivoire*.
- *Etudes sur l'Islam au Dahomey*.
- MONTEIL (Ch.). — *Les Bambaras de Ségou et du Kaarta*, Larose, éditeur, Paris, 1923.

- PAILLARD (J.). — *Péricle Noir*, Editions Les Œuvres Françaises, Paris, 1935.
- PETER (G.). — *L'Effort français au Sénégal*, Brocard, éditeur, Thèse Paris, 1933.
- TAUXIER (L.). — *Le Noir du Soudan. Pays Mossi et Gourounsi*, Larose, éditeur, Paris, 1912.
- *Nègres Gouro et Gagou*, Librairie Orientaliste Paul Geuthner, Paris, 1924.
- VIDAUD (P.). — *Le développement de la culture moderne et la naissance du Crédit Agricole Mutuel en Guinée*, Thèse Paris, 1928. Imprimerie Ch. Testanière-Forcalquier.

II. PERIODIQUES, PUBLICATIONS OFFICIELLES, RAPPORTS.

- L'Agronomie Coloniale*, Bulletin mensuel de l'Institut National d'Agronomie Coloniale.
- Les Annales Coloniales*.
- Annuaire de Documentation Coloniale Comparée*.
- Bulletin de l'Enseignement en A. O. F.*
- Bulletin mensuel de l'Agence Economique de l'A. O. F.*, années 1923 à 1934.
- Bulletin mensuel du Comité de l'Afrique française et du Comité du Maroc*, années 1911 à 1934.
- Bulletin du Comité des Etudes historiques et scientifiques de l'A. O. F.*, publication trimestrielle, Larose, éditeur, Paris.
- Congrès International d'Agriculture tropicale et subtropicale*, Exposition Coloniale Internationale de Paris, 1931.
- Congrès de la Mutualité Coloniale et des Pays de Protectorat*, Comptes rendus et rapports :
- IV^e Congrès tenu à Tunis du 7 au 10 avril 1923.
- V^e Congrès tenu à Rabat du 19 au 22 avril 1927.
- VI^e Congrès tenu à Paris du 28 au 30 septembre 1931.
- Congrès International et Intercolonial de la Société Indigène*, Exposition Coloniale Internationale de Paris, 1931.
- La Dépêche maritime et coloniale*.
- Institut Colonial International : session de Bruxelles 1923*, Bibliothèque de l'Institut Colonial International.
- Journal Officiel de l'A. O. F.*, Gorée, Imprimerie du Gouvernement Général.

- Journal Officiel du Sénégal*, Saint-Louis, Imprimerie de la Colonie du Sénégal.
- Journal Officiel de la Guinée*, Conakry, Imprimerie de la Colonie de la Guinée.
- Journal Officiel de la Côte d'Ivoire*, Abidjan, Imprimerie de la Colonie de la Côte d'Ivoire.
- Journal Officiel du Dahomey*, Porto-Novo, Imprimerie de la Colonie du Dahomey.
- Journal Officiel du Soudan*, Bamako, Imprimerie de la Colonie du Soudan.
- Journal Officiel de la Haute-Volta* (jusqu'en 1932 seulement), Ouagadougou, Imprimerie de la Colonie de la Haute-Volta.
- La Nouvelle Dépêche*, Organe de la France Extérieure.
- Outre-Mer*, Revue générale de la colonisation (trimestrielle), Larose, éditeur, Paris.
- Paris-Dakar*, publié à Dakar, 46, Avenue William-Ponty.
- Publications du Gouvernement général de l'A. O. F.* (Exposition Coloniale Internationale de Paris 1931 :
- La Côte d'Ivoire.*
- Le Dahomey.*
- La Guinée.*
- La Haute-Volta.*
- La Mauritanie.*
- Le Niger.*
- Le Sénégal.*
- Le Soudan.*
- (Société des Editions Géographiques, Maritimes et Coloniales.)
- Revue des Etudes Coopératives.*
- La Quinzaine Coloniale*, organe de l'Union Coloniale.
- La Semaine Coloniale.*
- Rapport sur les Sociétés de Prévoyance, de Secours et de Prêts mutuels agricoles du Sénégal de 1910 à 1922*, Saint-Louis, Direction des Affaires Economiques.
- Rapport de présentation du Décret du 29 juin 1910.*
- Rapport sur la situation économique de la Guinée (1933)*, Conakry, Direction des Affaires Economiques.
- Rapport de présentation à la Commission Centrale de Surveillance des comptes de gestion des Sociétés de Prévoyance pour l'exercice 1933,*

III. TEXTES

- A. Décret du 29 juin 1910.
Décret du 12 février 1915.
Décret du 4 juillet 1919.
Décret du 5 décembre 1923.
Décret du 10 octobre 1930.
Décret du 26 juin 1931 (sur le Crédit Agricole mutuel).
Décret du 9 novembre 1933.
- B. Arrêté général du 23 janvier 1925.
Arrêt général du 23 octobre 1931.
Arrêt gnral du 29 avril 1932.
- C. Arrêté local du Lieutenant Gouverneur du Sénégal du 17 juin 1925.
Arrêté local du Lieutenant Gouverneur du Sénégal du 3 avril 1931.
Arrêté local du Lieutenant Gouverneur du Sénégal du 10 mai 1932.
Arrêté local du Lieutenant Gouverneur du Sénégal du 27 juin 1932.
Arrêté local du Lieutenant Gouverneur de la Guinée du 19 mai 1932.
Arrêté local du Lieutenant Gouverneur de la Côte d'Ivoire, 12 juillet 1926 et 1^{er} janvier 1928.
Arrêté local du Lieutenant Gouverneur du Dahomey du 3 septembre 1929.
Arrêté local du Lieutenant Gouverneur de la Mauritanie du 14 octobre 1926.
Arrêté local du Lieutenant Gouverneur de la Haute-Volta du 23 mars 1931.
Arrêté local du Lieutenant Gouverneur du Soudan du 8 avril 1926.
- D. Circulaire du Gouverneur Général du 3 août 1910, relative à l'envoi des statuts-types.
Circulaire du Lieutenant Gouverneur de la Guinée du 26 août 1920.
Circulaire du Lieutenant Gouverneur de la Côte d'Ivoire du 13 décembre 1926.
Circulaire du Lieutenant Gouverneur du Dahomey du 15 décembre 1930.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction. — Un aspect du contact des races.....	1
L'Indigène et l'économie moderne.....	1
Historique	13
I. Les exemples nord-africain et indochinois.....	15
II. Les germes de mutualité en A. O. F.....	26
III. Des greniers de réserve sénégal-guinéens aux Sociétés de réserve du Baol et du Siné-Saloum.....	38
Organisation	49
I. La législation de 1910 et 1915.....	50
II. Décret du 4 juillet 1919. Législation actuelle.....	57
Fonctionnement ,.....	85
I. Les sociétés de « l'arachide ».....	86
II. Les sociétés des régions à cultures tropicales ou équatoriales..	130
III. Les sociétés de prévoyance des colonies terriennes.....	170
Conclusion. — Œuvre réalisée. Perspective d'avenir.....	181
Graphiques	190
Index bibliographique	193
Table des matières	197

Bordeaux. — Imprimerie J. BIÈRE, 18, rue du Peugue. — 1935.
